



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

RAPPORT ANNUEL 2024



📍 6 Rue Al Amine ABBASSI Le Belvédère 1002 Tunis

☎ +216 70 013 771 / +216 70 013 760

✉ www.acm.gov.tn 🌐 info@acm.gov.tn



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

RAPPORT ANNUUEL

2024

 6 Rue Al Amine ABBASSI Le Belvédère 1002 Tunis

 +216 70 013 771 / +216 70 013 760

 www.acm.gov.tn  info@acm.gov.tn



ACM

Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

Conseil d'Administration

Le Président

Mme Sonia Zoghliami

Directrice Générale du Financement - Ministère des Finances

Les Membres

Mme Dhouha Ben Nasser

Juge de troisième grade

M. Hichem Zouaoui

Conseiller auprès du Tribunal Administratif

Mme Amel Zaoui

Représentante du Ministère des Finances

M. Anis Ben Taarit

Représentant du Comité Général des Assurances

M. Mohamed Ali Naffouti

Représentant de la Banque Centrale de Tunisie

M. Adnen Lassoued

Représentant du Conseil National de la Comptabilité

M. Ali Ouerghi

Choisi pour son expérience dans le domaine de la microfinance

Direction Générale

M. Mahmoud Montassar Mansour

Directeur Général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

Commissaire aux comptes

U.A.T
UNION AUDIT TUNISIE اتحاد المراجعة التونسي

Société d'expertise comptable inscrite

au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie

67, Av Alain Savary- Bloc B 4ème étage - 1082 Tunis

Tél : +216.71.78.72.33 – Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| I. Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance | 7 |
| 1. Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance | 8 |
| 2. Réunions du conseil d'administration et principales décisions : | 8 |
| 2.1. Avis de l'ACM sur les dossiers de demandes d'agrément : | 8 |
| 2.2. Décisions portant sur le contrôle et la supervision des institutions de microfinance : | 8 |
| 2.3. Décisions prises lors des réunions du conseil d'administration de l'ACM réuni en conseil de discipline : | 9 |
| 2.4. Décisions portant sur le contrôle et la supervision des sociétés prestataires en crowdfunding en dons et libéralités: | 9 |
| 3. Rôle de l'ACM comme vecteur de développement du secteur de la microfinance | 9 |
| 3.1. Centrale des Risques de la Microfinance : | 9 |
| 3.2. Révision à la baisse du taux d'intérêt nominal applicable aux microfinancements alloués par les institutions de microfinance (IMF) à l'Amélioration des Conditions de Vie (ACV) : | 10 |
| 3.3. Evaluation des risques de financement du terrorisme et de la répression du blanchiment d'argent (FT-RBA dans le secteur de la microfinance en Tunisie):..... | 11 |
| 3.4. Publication du Baromètre de la microfinance : | 11 |
| 3.5. Traitement des réclamations émanant des clients des institutions de microfinance : | 11 |
| 3.6. Supervision des institutions de microfinance | 12 |
| a) Reporting des IMF et contrôle sur pièces..... | 12 |
| b) Missions de contrôle sur place | 12 |
| 4. Participation de l'ACM en tant que membre aux réunions de l'Observatoire de l'inclusion financière (OIF) : | 14 |
| 5. Participation d'un expert de l'ACM en tant que membre, aux réunions de la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF) : | 14 |
| 6. Participation de l'ACM aux évènements organisés à l'échelle nationale ou internationale : | 14 |
| 6.1. Participation de l'ACM au premier Forum Régional du Crowdfunding : | 14 |
| 6.2. Participation de l'ACM au Forum hybride sur l'épargne et l'inclusion financière en Tunisie : | 14 |
| 6.3. Participation de l'ACM à la cérémonie de signature d'un protocole d'accord entre l'Observatoire de l'Inclusion Financière et le cabinet « GFA Consulting » : | 14 |
| 6.4. Participation de l'ACM au deuxième Forum Régional du Crowdfunding : | 15 |
| 6.5. Participation de l'ACM au Forum mondial sur les Politiques d'Inclusion Financière sous le thème « L'inclusion pour un monde inclusif » : | 15 |
| 6.6. Participation de l'ACM au Forum MENA-OCDE pour l'Autonomisation Économique des Femmes (WEEF) : | 15 |
| 7. Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM : | 15 |
| 7.1. Formation portant sur « L'approche de financement des TPE » : | 15 |
| 7.2. Formation sur les services financiers digitaux et la protection des clients:..... | 16 |
| 7.3. Formation sur les stratégies d'enquêtes financières pour lutter contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent : | 16 |
| 7.4. Formation sur l'innovation financière : | 16 |
| 7.5. Formation sur « les enjeux actuels de la supervision et de la régulation dans le secteur bancaire » : | 16 |
| 7.6. Formation en ligne portant sur l'inclusion financière des personnes handicapées : | 16 |
| 7.7. Formation portant sur le thème « Making Microfinance Work » : | 17 |
| 7.8. Visite d'étude sur les écosystèmes de crowdfunding en Europe : | 17 |

| | |
|--|----|
| 7.9. Formation sur le thème « Meilleures pratiques pour améliorer l'efficacité des cadres de lutte contre le financement du terrorisme » : | 17 |
| 7.10. Formation sur la Politique de taux de change : | 17 |
| 7.11. Formation sur les systèmes de paiement instantané inclusifs pour favoriser l'inclusion financière : | 17 |
| 7.12. Formation sur le logiciel SAS (Statistical Analysis System) : | 17 |
| 7.13. Formation sur la solution « Microsoft Power BI » : | 17 |

II. État des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie : 18

1. Évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011 : 19

2. Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie durant l'année 2024 : 21

| | |
|--|----|
| 2.1. Évolution des microfinancements accordés : | 21 |
| a) Période (2022 – 2024)..... | 21 |
| b) Période (2011 – 2024) | 22 |
| 2.2. Répartition des microfinancements accordés par région : | 22 |
| 2.3. Répartition des microfinancements accordés par secteur d'activité : | 23 |
| 2.4. Répartition des microfinancements accordés par genre : | 24 |
| 2.5. Répartition des microfinancements accordés par type de projet : | 25 |
| 2.6. Microfinancement moyen : | 26 |
| 2.7. Évolution de l'encours des microfinancements : | 27 |
| a) Encours par catégorie d'IMF : | 27 |
| b) Encours moyen par microfinancement actif des IMF SA..... | 27 |
| 2.8. Portefeuille à risque 30 jours (PAR 30) des IMF SA | 28 |
| a) Période (2022 – 2024)..... | 28 |
| b) Durant l'année 2024 : | 29 |
| 2.9. Taux des créances radiées des IMF SA durant la période (2022– 2024) : | 31 |
| 2.10. Taux Effectif Global moyen pondéré des IMF SA : | 31 |
| 2.11. Données sur l'inclusion financière : | 33 |
| 2.12. L'endettement croisé des clients des institutions de microfinance : | 33 |
| 2.13. Données financières sur les IMF SA : | 35 |
| a) Principales données bilancielle et de l'état de résultat : | 35 |
| b) Indicateurs financiers des IMF SA | 37 |
| c) Ratio de solvabilité des IMF SA | 37 |
| 2.14. IMF-SA : Données non financières | 38 |

Mot du Directeur Général

Au cours de l'année 2024, le secteur de la microfinance a poursuivi son rythme de croissance entamé depuis l'année 2023. En effet, le montant total des microfinancements accordés s'est établi au terme de l'année 2024, à 2 348 millions TND, contre 2 108 millions TND une année auparavant, enregistrant ainsi, un taux de croissance de 11,4%. L'encours du secteur est passé quant à lui, de 2 211,3 millions TND à la fin de l'année 2023, à 2 562,5 millions TND au terme de l'année 2024, soit un taux de croissance de 15,9% contre 15,4% en 2023. Cet encours, est détenu à concurrence de 89,6% par les IMF SA contre seulement 10,4 % pour les AMC. Par ailleurs, et comme à l'accoutumé, les IMF SA ont fait preuve d'une maîtrise du risque du microcrédit, traduite notamment par un recul du portefeuille à risque à plus de 30 jours (PAR 30), les créances radiées étant incluses, de 4,44% au 31 décembre 2023 à 4,16 % au terme du même mois de l'année 2024.

L'année 2024 a été marquée par une baisse spectaculaire du taux effectif global (TEG) moyen pondéré des microcrédits alloués à l'amélioration des conditions de vie (ACV), qui s'est établi à la fin du deuxième semestre de l'année précitée, à 25,70% contre 36 % au terme du même semestre de l'année d'auparavant, soit une diminution de 1030 points de base.

A la différence du TEG bancaire en Tunisie, ce taux est équivalent (et non proportionnel) au taux de la période et tient compte de la prime d'assurance liée au microcrédit payée par les bénéficiaires, et perçue par l'IMF en sa qualité d'intermédiaire d'assurance.

Une telle baisse notable, découle d'une décision bien réfléchie prise par l'ACM en étroite concertation avec toutes les IMF SA, par laquelle le taux d'intérêt nominal applicable aux microcrédits ACV, a été fixé à un maximum de 24 % alors que la commission d'étude a été annulée, son taux a été ramené à zéro pour tout type de microcrédit relevant de cette catégorie.

Le niveau du TEG des microcrédits (ACV) consentis par les IMF SA, aurait certainement pu être fixé à un niveau encore nettement plus bas, si les IMF SA avaient accès à des ressources de refinancement à un coût avantageux. En effet, n'étant pas autorisées par la réglementation à collecter la micro épargne, et vouées de surcroît à ne commercialiser qu'un seul produit : le microcrédit, les IMF SA ont du mal à supporter un coût de refinancement élevé.

Cette question, ne cesse de constituer une contrainte pour les IMF, qui entrave leurs efforts pour accentuer davantage la tendance baissière de la courbe des taux effectifs globaux moyens pondérés aussi bien des microcrédits (ACV) que des prêts alloués aux activités génératrices de revenus (AGR). En effet, les IMF SA se refinancent auprès :

- Des banques locales sans que ces dernières n'aient la possibilité de se refinancer à leur tour, auprès de la Banque Centrale de Tunisie en contrepartie des financements qu'elles leur accordent et qu'elles tarifient par conséquent, à des taux d'intérêt effectifs dépassant même 13%.
- Des bailleurs de fonds étrangers, ce qui leur impose une couverture contre le risque de change, dont le renchérissement du coût au cours des dernières années, a été à l'origine de la limitation du recours aux ressources étrangères quand bien même, les taux d'intérêt y afférents sont très abordables.
- Du marché financier local dont les conditions de refinancement sont pratiquement similaires aux conditions des banques.

Directeur Général
Mahmoud Montassar Mansour

I. ACTIVITÉS DE L'AUTORITÉ DE CONTRÔLE DE LA MICROFINANCE



1. Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

Créée par l'article 43 du décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, **l'Autorité de Contrôle de la Microfinance** est un comité indépendant, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, ce qui garantit sa neutralité et lui confère les prérogatives d'une autorité publique lui permettant d'assurer son rôle de superviseur du secteur de la microfinance. Les modalités de fonctionnement de l'ACM sont fixées par le décret n°2012-2128 du 28 septembre 2012.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance est chargée principalement de :

- Instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos,
- Contrôler, sur pièces et sur place, les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité.
- Mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande. Elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations.
- Prononcer des pénalités et/ou des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du décret-loi n°2011-117 précité et de ses textes d'application.
- Proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions.
- Émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance est dotée d'un conseil d'administration et d'une direction générale qui se compose d'un directeur général et des structures administratives et techniques.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance s'est vu confier de nouvelles attributions, suite à la promulgation de la loi n°2020-37 du 6 août 2020 relative au «Crowdfunding», notamment :

- Accorder un agrément pour l'exercice de l'activité de «Crowdfunding» en dons et libéralités conformément aux conditions fixées par le décret n°2022-767 du 19 octobre 2022 portant organisation de l'activité de «Crowdfunding» en dons et libéralités.
- Contrôler sur pièces et sur place les sociétés prestataires en «Crowdfunding» en dons et libéralités dans le but de s'assurer de la conformité de leur activité aux dispositions de la loi et ses textes d'application ainsi qu'aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
- Procéder au retrait de l'agrément pour l'exercice de l'activité de «Crowdfunding» en dons et libéralités en cas notamment d'incapacité du titulaire de l'agrément à continuer à répondre aux conditions sur la base desquelles l'agrément a été accordé ou en cas de son non-respect de la législation ou la réglementation en vigueur.

2. Réunions du conseil d'administration et principales décisions :

Durant l'année 2024, le conseil d'administration de l'ACM s'est réuni neuf (9) fois dont une (1) fois en conseil de discipline et a pris les principales décisions suivantes :

2-1. Avis de l'ACM sur les dossiers de demandes d'agréments :

- Émission d'avis concernant des demandes d'ouverture de sept (07) nouvelles agences d'institutions de microfinance.
- Émission d'avis concernant deux (02) demandes d'acquisition de parts dans le capital social de deux institutions de microfinance.
- Emission d'accord de principe d'octroi d'agrément des onze demandes d'agrément pour l'exercice de l'activité d'une institution de microfinance par des associations régionales.
- Émission d'avis concernant deux (02) demandes d'agrément pour l'exercice de l'activité de «Crowdfunding» en dons et libéralités.

2-2. Décisions portant sur le contrôle et la supervision des institutions de microfinance :

- Examen du rapport de la mission de contrôle sur place réalisée auprès d'une IMF SA portant sur le

suivi du dispositif de lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent et sur la gestion des risques des microfinancements qu'elle accorde avec un focus sur le sujet de la protection de la clientèle.

- Examen du rapport de la mission de contrôle sur place réalisée auprès d'une IMF SA portant sur le suivi du dispositif de lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent.
- Suivi de l'exécution des injonctions adressées aux IMF SA dans le cadre des missions de contrôle sur place dont elles ont fait l'objet.
- Suivi de l'évolution du secteur de la microfinance notamment à travers le suivi du taux effectif global moyen des microfinancements accordés par les IMF SA.
- Planification des missions de contrôle sur place pour l'année 2025.

2-3. Décisions prises lors des réunions du conseil d'administration de l'ACM réuni en conseil de discipline :

En 2024, le conseil d'administration de l'ACM s'est réuni une seule fois en conseil de discipline et a pris notamment les décisions suivantes :

- Infliger des sanctions pécuniaires aux IMF SA contrevenantes aux dispositions du décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance d'un montant total égal à 223 700 dinars payable au profit du trésor public tunisien. Les infractions constatées par l'ACM dans ce cadre se résument principalement comme suit:
 - La non-mention ou la mention de façon inexacte dans une partie de ses contrats de microfinancement des mentions obligatoires relatives à la tarification et aux conditions des opérations de microfinancement.
 - Retard enregistré dans (i) la transmission à l'ACM des états financiers annuels certifiés par le commissaire aux comptes et les éléments de reporting

périodiques (ii) des déclarations mensuelles à la Centrale des Risques de la Microfinance.

- S'adonner à des pratiques non responsables vis-à-vis de la clientèle et non-respect de l'injonction de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance précisant les mesures devant être prises ou devant cesser.
- Infliger une sanction administrative à une IMF SA soit une Blâme pour non-respect des règles relatives à la protection de la clientèle, assorti d'une injonction de prendre des mesures correctrices dans les délais impartis, notamment la restitution des sommes perçues indûment aux ayants droit d'une valeur de 1 784 333 TND pour 8 479 clients.

2-4. Décisions portant sur le contrôle et la supervision des sociétés prestataires en crowdfunding en dons et libéralités:

- Elaboration d'un manuel des procédures d'instruction des dossiers de demandes d'agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités.

3. Rôle de l'ACM comme vecteur de développement du secteur de la microfinance

3-1. Centrale des Risques de la Microfinance :

L'ACM suit en permanence le nombre des consultations de la CRM réalisées par les utilisateurs habilités, et contrôle la qualité des déclarations, le traitement et l'exploitation des données relatives aux clients des IMF et aux microfinancements. Le tableau ci-après comprend un ensemble d'indicateurs de suivi pour la période allant du premier janvier au 31 décembre 2024 :

| | 31-mars-24 | 30-juin-24 | 30-sept-24 | 31-déc-24 |
|---|------------|------------|------------|------------|
| Nombre d'utilisateurs | 1884 | 1913 | 1970 | 2039 |
| Nombre de consultations (Cumul) | 9 420 990 | 9 821 916 | 10 242 328 | 10 679 902 |
| Nombre de consultations (Période) | 361 031 | 400 926 | 420 412 | 437 574 |
| Nombre de contrats déclarés (Cumul) | 4 176 257 | 4 295 703 | 4 442 223 | 4 574 028 |
| Nombre de contrats déclarés (période) | 110 204 | 119 446 | 146 520 | 131 805 |
| INDICATEURS | | | | |
| Nombre de consultations par utilisateur | 5 001 | 5 134 | 5 199 | 5 238 |
| CONSULTATIONS PAR CONTRAT | | | | |
| En nombre | 2,256 | 2,286 | 2,306 | 2,335 |
| En pourcentage | 225,58% | 228,65% | 230,57% | 233,49% |

L'ACM a mis à la disposition des IMF l'adresse électronique suivante: reclamation_crm@acm.gov.tn afin qu'elles puissent envoyer leurs réclamations en relation avec la CRM, qu'elles soient d'ordre technique ou relatives au métier.

Durant l'année 2024, l'ACM a procédé au traitement de **4 033** réclamations émanant des IMF. Lesdites réclamations sont réparties comme suit :

| Objet de la réclamation | Nombre de réclamations traitées |
|---|---------------------------------|
| Date de naissance incorrecte | 3 155 |
| Nom, prénom et date de naissance incorrects | 729 |
| Nom ou prénom incorrect | 149 |
| Total | 4 033 |

3-2. Révision à la baisse du taux d'intérêt nominal applicable aux microfinancements alloués par les institutions de microfinance (IMF) à l'Amélioration des Conditions de Vie (ACV) :

L'année 2024 a été marquée par une baisse spectaculaire du taux effectif global (TEG) moyen pondéré des microcrédits alloués à l'amélioration des conditions de vie (ACV), qui s'est établi à la fin du deuxième semestre de l'année précitée, à **25,70 %** contre **36 %** au terme du même semestre de l'année d'auparavant, soit une diminution de 1030 points de base.

A la différence du TEG bancaire en Tunisie, ce taux est équivalent (et non proportionnel) au taux de la période et tient compte de la prime d'assurance liée au microcrédit payée par les bénéficiaires, et perçue par l'IMF en sa qualité d'intermédiaire d'assurance.

Une telle baisse notable, découle d'une décision bien réfléchie prise par l'ACM en étroite concertation

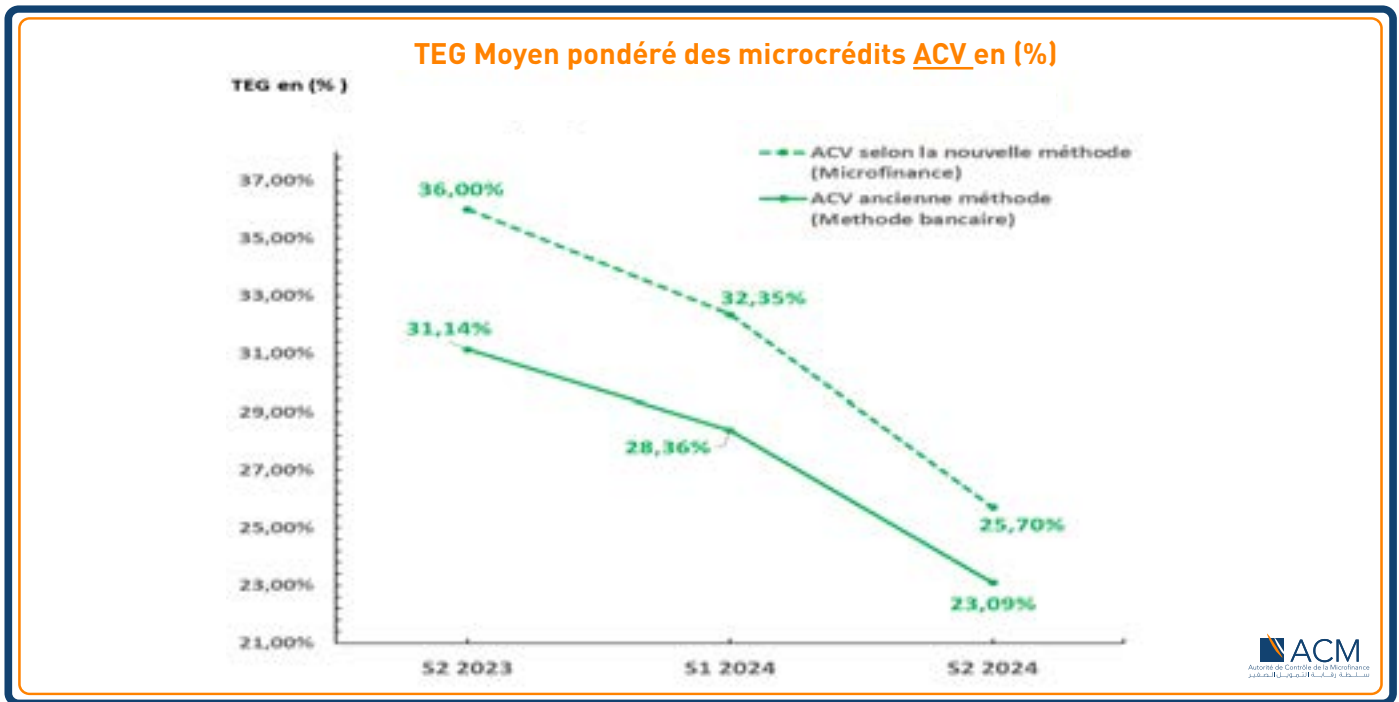
avec toutes les IMF SA, par laquelle le taux d'intérêt nominal applicable aux microcrédits (ACV), a été fixé à un maximum de **24 %** alors que la commission d'étude a été annulée, son taux a été ramené à zéro pour tout type de microcrédit relevant de cette catégorie.

Cet important ajustement du taux d'intérêt nominal applicable aux microcrédits (ACV), n'a point été arbitraire, il a été en effet, dûment motivé, par les résultats probants d'une étude empirique réalisée par l'ACM sur un horizon s'étalant du mois de janvier 2018 jusqu'au mois de février 2024, qui ont démontré de manière irréfutable que :

- Les microcrédits (ACV) sont nettement moins risqués que ceux alloués aux activités génératrices de revenu (AGR).
- Les microcrédits (AGR) sont accordés à des conditions tarifaires relativement plus avantageuses que celles des microcrédits (ACV) quand bien même ils sont nettement plus risqués.
- Les charges opérationnelles occasionnées par les microcrédits (ACV) sont relativement faibles car il s'agit dans la majorité des cas,

d'un financement accessoire accordé aux clients généralement les plus solvables qui sont souvent déjà titulaires d'un microcrédit (AGR) ou l'ont été auparavant.

- Les tarifs des microcrédits (ACV) ne traduisent nullement les risques encourus et les charges opérationnelles supportées pour commercialiser cette catégorie de produit.



3-3. Evaluation des risques de financement du terrorisme et de la répression du blanchiment d'argent (FT-RBA) dans le secteur de la microfinance en Tunisie :

En 2024, l'ACM a finalisé son rapport d'évaluation des risques de financement du terrorisme et de la répression du blanchiment d'argent (FT-RBA) auxquels est exposé le secteur de la microfinance.

A travers cette évaluation sectorielle des risques, l'ACM cherche à identifier au mieux les risques de de financement du terrorisme et de la répression du blanchiment d'argent (FT-RBA) auxquels est exposé le secteur de la microfinance afin d'appliquer une approche fondée sur les risques pour s'assurer que les mesures de prévention et d'atténuation de ces risques sont les plus appropriées quant aux risques identifiés.

Pour conduire l'exercice d'évaluation des risques, l'ACM s'est servi d'un outil qui lui a été mis à disposition par la Banque Mondiale en adoptant une méthodologie permettant de combiner directement l'analyse et l'évaluation des menaces et des vulnérabilités de financement du terrorisme et de la répression du blanchiment d'argent (FT-RBA).

Après avoir pris en compte toutes les remarques des parties prenantes, l'ACM a partagé la version définitive dudit rapport avec les IMF afin que ces dernières prennent en considération les

conclusions soulevées dans le cadre de leur démarche respective d'évaluation des risques de FT-RBA.

3-4. Publication du Baromètre de la microfinance :

Le baromètre de la microfinance de l'ACM a pour objectif principal de présenter le secteur de la microfinance à travers des indicateurs clés reflétant son importance dans l'accès des populations défavorisées aux services financiers. Quatre numéros sont édités chaque année (mars, juin, septembre et décembre).

3-5. Traitement des réclamations émanant des clients des institutions de microfinance :

Durant l'année 2024, l'ACM a reçu 83 réclamations, émanant des clients des institutions de microfinance faisant état de problèmes rencontrés avec celles-ci. L'ACM est intervenue pour résoudre les différends en :

- Adressant des correspondances officielles aux IMF concernées pour leur demander des explications au sujet de chaque requête ;
- Effectuant les investigations nécessaires ;
- Préconisant des solutions équitables ;
- Informant les requérants du sort final de leurs requêtes.

Le traitement des réclamations a permis à l'ACM de détecter certains dépassements commis par quelques IMF. Dans ce cadre, l'ACM a dû intervenir avec fermeté en obligeant les IMF contrevenantes à réparer tout préjudice qu'elles ont causé à chaque client concerné.

En outre, le traitement des réclamations a permis de constater qu'une IMF était récidiviste dans les infractions qu'elle a commises ce qui a nécessité sa convocation pour une réunion du conseil d'administration de l'ACM réuni en conseil de discipline qui a décidé de lui infliger une sanction pécuniaire et une sanction administrative, soit un Blâme pour non-respect des dispositions réglementaires relatives à la protection de la clientèle et lui adresser de surcroît, adressant une injonction de prendre les mesures correctrices dans les délais impartis, en l'obligeant notamment à restituer toutes les sommes qu'elle a perçues indûment, à leurs ayants droit dont le nombre s'élevait à 8 479 clients pour une valeur globale de 1 784 333 TND.

3-6. Supervision des institutions de microfinance

a. Reporting des IMF et contrôle sur pièces

- « Institution de microfinance sous forme de Société Anonyme »

Au cours de l'année 2024, les contrôleurs de l'ACM ont procédé au contrôle des différents rapports et états périodiques reçus des IMF conformément à l'arrêté du ministre des finances du 23 décembre 2016, fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance.

- « Institution de microfinance sous forme Associative »

Dans le cadre des missions de contrôle sur pièces des Associations de Microcrédits (AMC) qui ne se sont pas conformées aux dispositions du décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, les contrôleurs de l'ACM ont poursuivi, durant l'année 2023, les opérations d'examen des états financiers et des rapports des commissaires aux comptes au titre des années 2023 et 2024 parvenus à l'ACM jusqu'au 31 juillet 2025.

A cette date, 64 associations de microcrédits dont une association faisant l'objet d'une procédure de litige, ont envoyé à l'ACM leurs états financiers et/ou leurs rapports des commissaires aux comptes au titre de l'année 2023, tandis que 215 associations

ne l'ont pas envoyé encore dont 131 seulement sont actives.

Quant aux états financiers et rapports des commissaires aux comptes relatifs à l'année 2024, uniquement, 5 associations ont envoyé leurs reporting à l'ACM, alors que 274 associations dont 189 actives, ne l'ont pas envoyé au titre de la même année.

Ainsi, au 31 juillet 2025, le pourcentage des associations actives n'ayant pas envoyés à l'ACM leurs états financiers et/ou leurs rapports des commissaires aux comptes au titre de l'année 2023 s'est établi à 67.5% contre 97.4% au titre de l'année 2024.

Le contrôle sur pièces des différents états financiers et rapports dont notamment les rapports des commissaires aux comptes, a permis aux contrôleurs de l'ACM de relever des défaillances au niveau de la gestion des AMC dont notamment :

- Le non-envoi à l'ACM par certaines AMC des rapports des commissaires aux comptes et des états financiers ;
- L'enregistrement de plusieurs insuffisances au niveau du portefeuille des microfinancements dont :
 - Le non-respect des normes comptables relatives à la microfinance notamment en ce qui concerne la comptabilisation du portefeuille de microcrédit, la constatation des provision et l'enregistrement des revenus.
 - L'enregistrement d'écarts non justifiés entre le montant des financements accordés par la BTS et celui des microcrédits accordés aux clients.
- L'exploitation par les associations d'une application informatique non liée automatiquement à la BTS ne permettant pas d'extraire des données et des indicateurs pertinents ;
- L'enregistrement d'écarts entre le solde comptable et les extraits bancaires ;
- La constatation d'insuffisances liées à la gestion de la trésorerie.
- L'existence de comptes en suspens et d'autres contenant des montants sans justificatifs ou pour lesquels les commissaires aux comptes n'ont pas pu justifier les écritures comptables y afférentes.
- Le non-respect de la réglementation en vigueur en matière des cotisations sociales et des impôts ;

- La non désignation d'un commissaire aux comptes inscrits au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie par certaines associations ayant un total du bilan qui excède un million de dinars ;
 - Des insuffisances se rapportant au contenu et à la présentation des états financiers ;
 - La non couverture de tous les éléments d'actif et de passif par l'inventaire physique;
 - L'absence de mise à la disposition des commissaires aux comptes des moyens permettant la vérification des données indiquées au niveau du rapport du comité directeur.
 - Le non-respect par quelques associations des dispositions de la loi n°2018- 52 du 29 octobre 2018 relative au registre national des entreprises.
 - Le non-respect par quelques associations des dispositions du décret n° 2011-88 du 24 septembre 2011 portant organisation des associations :
 - Le manquement de l'association à l'obligation de consacrer ses ressources aux activités nécessaires à la réalisation de ses objectifs.
 - Le non-respect de l'association à l'obligation de tenir les registres légaux prévus à l'article 40 du décret n° 2011-88.
 - L'absence de publication de données sur les aides, dons et donations d'origine étrangère conformément aux lois et réglementation en vigueur.
 - Le non-respect du montant maximal des transactions financières de recette ou de dépense de l'association effectuées par virements ou chèques bancaires ou postaux.
 - L'inefficacité du système de contrôle interne, notamment en ce qui concerne la séparation des tâches incompatibles entre elles.
 - L'absence d'une classification des comptes appropriée aux IMF, la non-teneur d'une documentation de l'organisation et des procédures comptables et l'absence d'une comptabilité matière, en dehors de la comptabilité financière, des différents fonds et ressources cités par la nouvelle version de norme comptable n° 33 .
 - L'absence de comptabilité hors bilan.
 - La constatation d'insuffisances au niveau des procédures d'octroi des crédits.
- Absence d'observations faisant état de la non-conformité des associations de microcrédits aux dispositions du décret -loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisations de l'activité des institutions de microfinance.
 - Absence d'observations concernant l'application par certaines AMC, des anciennes normes comptables n° 32, 33 et 34, relatives aux associations de microcrédits, approuvées par l'arrêté du ministre des finances du 22 novembre 2001, alors qu'elles ont été abrogées par l'arrêté du ministre des finances du 27 mars 2018.
 - Certification des états financiers sans respecter scrupuleusement l'arrêté du ministre de l'économie et des finances du 17 novembre 2014, relatif à la fixation des modalités de l'audit externe des comptes des institutions de microfinance, et tout particulièrement les dispositions de ses articles 12 et 17.
 - Non-respect du principe de l'équilibre bilanciel.
 - Incohérence entre le total du bilan indiqué dans le rapport général du commissaire aux comptes et celui mentionné au niveau des états financiers qui y sont jointes.

b.Missions de contrôle sur place

Au cours de l'année 2024, et dans le cadre de l'exercice du mandat dévolu à l'ACM par la réglementation en vigueur, des équipes de contrôleurs ont été désignées et chargées par le directeur général pour réaliser onze (11) missions de contrôle sur place auprès des IMF SA. Ces missions ont porté notamment sur :

- ✓ La vérification de la tarification appliquée par les IMF SA au titre des microfinancements pour l'amélioration des conditions de vie ACV (7 missions),
- ✓ Le suivi du dispositif de lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent (2 missions)
- ✓ La gestion des risques des microfinancements accordés avec un focus sur le sujet de la protection de la clientèle.
- ✓ La protection de la clientèle.

Des insuffisances au niveau du contenu des rapports élaborés par certains commissaires aux comptes ont été aussi soulevées dont notamment :

4. Participation d'un expert de l'ACM en tant que membre, aux réunions de la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF) :

Conformément à l'article 119 de la loi organique n° 2015-26 du 7 août 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2019-9 du 23 janvier 2019, un expert représentant l'Autorité de Contrôle de la Microfinance siège en tant que membre à la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF).

En 2024, l'expert représentant l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a pris part aux différentes réunions de la Commission Tunisienne des Analyses Financières. D'un autre côté, un cadre représentant l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a pris part à toutes les réunions du comité d'orientation de la CTAF.

5. Participation de l'ACM en tant que membre aux réunions de l'Observatoire de l'inclusion financière (OIF) :

Conformément à la loi n°2016-35 du 25 avril 2016, portant fixation du statut de la Banque Centrale de Tunisie et au décret gouvernemental n° -2017 1259 du 17 novembre 2017, fixant la composition et les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Observatoire de l'Inclusion Financière ainsi que la liste des institutions et administrations concernées par son intervention, le directeur général de l'ACM siège en tant que membre au conseil d'administration de l'OIF.

En 2024, le directeur général de l'ACM, a participé à la quatrième réunion du conseil de l'observatoire qui s'est tenue le 11 juillet 2024 et qui a été consacrée principalement aux points suivants :

- Bilan de l'activité de l'OIF au titre du premier semestre de l'année 2024 et du programme de travail au titre du deuxième semestre de la même année.
- Présentation de la « Déclaration de Maya » de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI).
- Présentation de l'étude sur l'accès des personnes handicapées aux services financiers.

6. Participation de l'ACM aux événements organisés à l'échelle nationale ou internationale :

6-1. Participation de l'ACM au premier Forum Régional du Crowdfunding:

Le directeur général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a pris part, en tant que panéliste, au premier forum régional du crowdfunding tenu en date du 6 mars 2024 à Sousse et organisé par l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII) en collaboration avec Expertise France via le projet Innov'i.

Le directeur général de l'autorité a exposé lors de son intervention le cadre réglementaire régissant l'exercice de l'activité du crowdfunding en dons et libéralités et a mis l'accent notamment sur la note de l'ACM n°1 du 29 décembre 2022 fixant la liste des pièces constituant le dossier de la demande d'agrément pour l'exercice de cette activité et les éléments que doit comprendre le plan d'affaires.

6-2. Participation de l'ACM au Forum hybride sur l'épargne et l'inclusion financière en Tunisie :

Le directeur général et un autre cadre de l'ACM ont pris part aux travaux du forum hybride sur l'épargne et l'inclusion financière en Tunisie, organisé par la Banque centrale de Tunisie (BCT) et l'Observatoire de l'Inclusion Financière (OIF) en date du 28 mai 2024, et ce dans le cadre de la célébration de la Journée arabe de l'inclusion financière sous le slogan «Encourager l'épargne pour promouvoir l'inclusion financière».

L'intervention de l'ACM lors du premier panel s'est focalisée sur le rôle que peut jouer le secteur de la microfinance comme levier de l'inclusion financière en Tunisie.

Lors de cette rencontre, rassemblent toutes les parties prenantes et professionnels du secteur financier, les débats ont porté sur le rôle de l'inclusion financière comme l'un des piliers clés susceptible de contribuer à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion financière et économique des populations marginalisées et sur l'importance des politiques publiques favorisant l'accès sécurisée et instantanée aux services financiers tout en veillant à l'application d'une tarification responsable et la protection de cette clientèle vulnérable.

6-3. Participation de l'ACM à la cérémonie de signature d'un protocole d'accord entre l'Observatoire de l'Inclusion Financière et le cabinet « GFA Consulting » :

Le directeur général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a participé à la cérémonie de signature d'un protocole d'accord entre l'Observatoire de l'Inclusion Financière (OIF) et le cabinet « GFA Consulting », organisée en date du 27 juin 2024 à Tunis, concrétisant le transfert de la gestion de la plateforme dédiée à l'éducation et la sensibilisation financière des entrepreneurs « Espace Finance » au profit de l'OIF.

Lors de cette Cérémonie, un panel de discussion a été mené en présence de parties prenantes de l'écosystème de l'éducation financière et de l'entrepreneuriat, et qui était l'occasion d'échanger autour des enjeux de l'éducation financière pour les entrepreneurs et les entreprises, notamment sur les services non financiers en Tunisie.

6-4. Participation de l'ACM au deuxième Forum Régional du Crowdfunding :

Le directeur général a participé, en date du 05 septembre 2024 à Sfax, aux travaux du deuxième Forum régional du crowdfunding, organisé par l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII) en collaboration avec « Financial Services Volunteer Corps (FSVC) » et ce dans la continuité des actions de communication et de sensibilisation du public sur le nouveau concept du crowdfunding.

En marge de ce forum, le directeur général de l'ACM a illustré les dispositions juridiques régissant l'exercice de l'activité du crowdfunding en dons et libéralités en plus de la liste des pièces constitutives du dossier de la demande d'agrément pour l'exercice de cette activité, objet de la note de l'ACM publiée en date du 29 décembre 2022.

6-5. Participation de l'ACM au Forum mondial sur les Politiques d'Inclusion Financière sous le thème « L'inclusion pour un monde inclusif » :

Un cadre de l'ACM a participé au Forum mondial sur les Politiques d'Inclusion Financière sous le thème « L'inclusion pour un monde inclusif » du 02 au 05 septembre 2024 à San Salvador, co-organisé

par l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) et la Banque Centrale de réserve du Salvador.

Cet événement a accueilli près de 800 participants, dont des représentants des institutions membres de l'AFI, des partenaires et des hôtes de 74 institutions dans 65 pays, partageant des idées, des expériences et des bonnes pratiques sur les solutions financières innovantes pour les populations les plus vulnérables.

6-6. Participation de l'ACM au Forum MENA-OCDE pour l'Autonomisation Économique des Femmes (WEEF) :

Le directeur général de l'ACM a pris part aux travaux du Forum MENA-OCDE pour l'Autonomisation Économique des Femmes (WEEF) tenu en dates des 13 et 14 novembre au Caire, en Egypte.

Ce Forum s'intègre dans le programme MENA-OCDE pour la compétitivité et sert de plateforme de dialogue multipartite depuis plus de 15 ans pour faciliter la coopération régionale pour améliorer l'accès des femmes aux opportunités économiques en encourageant les partenariats entre les différentes économies de la région MENA et de l'OCDE.

7. Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM :

L'ACM veille au renforcement des capacités de son équipe à travers une politique active de formation. En effet, ses agents participent, dès leur recrutement mais également tout au long de leurs carrières à différentes formations tant en Tunisie qu'à l'étranger.

7-1. Formation portant sur « L'approche de financement des TPE » :

Un cadre de l'ACM a participé à une session de formation, ayant lieu à Tunis en dates des 10 et 11 janvier 2024, organisée par l'Agence Française de Développement (AFD).

Cette formation avait pour objectif de permettre aux participants de :

- Découvrir les spécificités des très petites entreprises «TPE» et leurs environnements
- Appréhender les besoins en financement des TPE
- Maîtriser les approches d'analyse pour faciliter le financement des TPE
- Gérer les risques liés aux crédits octroyés aux TPE

7-2. Formation sur les services financiers digitaux et la protection des clients :

L'ACM a été représentée par un cadre d'une formation sur les services financiers digitaux et la protection des clients, organisée par l'Agence Française de développement (AFD) et ayant eu lieu les 08 et 09 février 2024 à Tunis.

Cette formation a porté sur l'analyse des risques auxquels sont confrontés les utilisateurs des services financiers numériques (SFN) et sur l'examen des moyens et outils à mettre en place pour renforcer leur protection dans le but in fine d'une finance digitale responsable.

7-3. Formation sur les stratégies d'enquêtes financières pour lutter contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent :

Des cadres de l'ACM ont participé aux trois sessions de formation intitulée « les stratégies d'enquêtes financières pour lutter contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent », organisées par l'agence de coopération internationale allemande (GIZ).

La première session de formation tenue du 26 février au 01 mars 2024 à Tunis avait pour objectif de présenter les obligations de surveillance et de contrôle qui incombent aux institutions financières.

Quant à la deuxième session étalée sur cinq (5) jours et tenue du 24 juin au 28 juin 2024 à Tunis, s'est focalisé sur les enquêtes relatives à l'utilisation des actifs virtuels (cryptomonnaie et blockchain) et les techniques de blanchiment et les infractions financières sous-jacentes. La troisième et dernière session tenue du 29 au 30 juillet 2024 à Tunis cible une formation des formateurs dans cette thématique.

7-4. Formation sur l'innovation financière :

Une équipe composée de deux cadres de l'ACM ont pris part à une formation intitulée « Innovation Financière: Opportunités, Enjeux & Adaptation Réglementaire », organisée en dates des 01, 04 et 05 mars 2024 par Financial Services Volunteer Corps (FSVC) dans le cadre du programme Impact Finance, et dont l'objectif est de stimuler l'accès au financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME).

Ont pris part à cette formation, des représentants de la Banque Centrale de la Tunisie (BCT) et du Conseil du marché financier (CMF).

Lors de cet atelier de formation, animé par deux experts internationaux, plusieurs thèmes ont été présentés notamment :

- Les tendances de l'innovation financière et réponses des régulateurs face aux disruptions technologiques.
- La blockchain, les crypto-monnaies, la Wallet, les actifs numériques, les contrats intelligents et leurs applications pratiques dans les services financiers et autres domaines,
- Les enquêtes sur les crypto-monnaies et la collecte de renseignements (suivi des transactions, techniques de blanchiment d'argent et outils d'investigation).
- Le paysage réglementaire mondial et maturité des marchés face à ces innovations financières.

7-5. Formation sur « les enjeux actuels de la supervision et de la régulation dans le secteur bancaire » :

Un cadre de l'ACM a participé à une session de formation sur les enjeux actuels de la supervision et de la régulation dans le secteur bancaire, au Koweït du 02 au 06 juin 2024, organisée par le Centre d'Economie et de Finance du Moyen-Orient du Fonds Monétaire International (FMI - CEF).

Cette formation visait le renforcement des compétences des superviseurs en matière de méthodes et d'outils liées à la supervision fondée sur les risques et offrait des orientations sur l'évaluation du profil de risque d'une banque en vue de définir les priorités de contrôle adaptées et de prendre des mesures d'intervention précoce pour remédier aux faiblesses identifiées.

7-6. Formation en ligne portant sur l'inclusion financière des personnes handicapées :

Un cadre de l'ACM a pris part à une formation en ligne portant sur l'inclusion financière des personnes handicapée tenue en date du 18 juin 2024, organisée par l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) et a porté sur les perspectives de l'inclusion financière de cette catégorie de personnes en s'inspirant des stratégies et des politiques des pays membres de l'AFI dans ce domaine.

7-7. Formation portant sur le thème « Making Microfinance Work » :

Un cadre de l'ACM a participé à une formation sur le thème « Making Microfinance Work » (MMW) organisée par l'Observatoire de l'Inclusion Financière (OIF) en collaboration avec le bureau de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en Tunisie, et ce dans le cadre du projet JEUN'ESS (Projet de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire et Création d'Emploi Décent pour la Jeunesse Tunisienne). Cette formation s'est déroulée en trois sessions durant les trois périodes suivantes :

- Du 18 au 21 novembre 2024
- Du 25 au 28 novembre 2024
- Du 11 au 14 décembre 2024

7-8. Visite d'étude sur les écosystèmes de crowdfunding en Europe :

Dans le cadre de l'opérationnalisation du crowdfunding en Tunisie, une visite a été organisée à travers l'assistance technique dispensée par la Fondation Allemande Hanns Seidel (FHS) via la coordination de l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII), en vue de renforcer les échanges avec les acteurs économiques dans le domaine du crowdfunding en dons en Allemagne et en Belgique et de s'inspirer de leurs bonnes et pratiques novatrices.

A cet effet, une délégation tunisienne composée de cadres relevant de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance (ACM), de l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII), du Ministère des Finances et du Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines, s'est déplacée du 23 au 27 septembre 2024 pour rencontrer des principaux acteurs du métier du «Crowdfunding» en Allemagne et en Belgique.

Cette visite avait pour objectif de permettre à la délégation tunisienne d'explorer les cadres réglementaires, les pratiques de marché et les stratégies innovantes dans le secteur du crowdfunding en dons afin d'assurer l'essor de cette activité et de promouvoir l'innovation locale et le développement économique en Tunisie.

7-9. Formation sur le thème «Meilleures pratiques pour améliorer l'efficacité des cadres de lutte contre le financement du terrorisme»:

Un cadre de l'autorité a participé à une formation sur le thème « Meilleures pratiques pour améliorer l'efficacité des cadres de lutte contre le financement du terrorisme » organisée

par le centre du Fonds Monétaire International (FMI) pour l'économie et la finance du Moyen-Orient, du 22 au 26 septembre 2024 au Koweït.

7-10. Formation sur la Politique de taux de change :

Un cadre de l'ACM a participé à une formation sur la politique de taux de change, organisée par le Fonds Monétaire International (FMI) au Centre du FMI pour l'économie et la finance au Moyen-Orient, au Koweït du 27 octobre au 7 novembre 2024.

7-11. Formation sur les systèmes de paiement instantané inclusifs pour favoriser l'inclusion financière:

Un cadre de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a pris part à un atelier de formation sur « les systèmes de paiement instantané inclusifs pour favoriser l'inclusion financière », tenu à Amman, en Jordanie du 25 au 28 novembre 2024, organisé par l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) au profit de ses membres en collaboration de la Banque Centrale de Jordanie et avec le soutien de la Société jordanienne des systèmes de paiement et de compensation (JoPACC). Cette formation, à laquelle ont participé 52 représentants de 39 institutions membres de l'AFI, visait à fournir aux participants un aperçu pratique des différentes approches des systèmes de paiement instantanés (IPS) , en favorisant des échanges d'expériences des pays en matière de mise en œuvre des IPS et de transformation de leur paysage des paiements.

7-12. Formation sur le logiciel SAS (Statistical Analysis System) :

Trois cadres de l'ACM ont pris part à une formation sur le logiciel de programmation SAS, tenue au siège de l'ACM pendant deux jours du 06 au 07 juin 2024. Cette formation permet d'utiliser de manière efficace l'outil SAS Analytics Pro.

7-13. Formation sur la solution «Microsoft Power BI»:

En dates des 01 et 02 juillet 2024, dix cadres de l'ACM ont participé à une formation sur la solution « Microsoft Power BI ». Cette solution d'analyse de données permet de créer des visuels (tableaux de bords, graphiques, cartes) qui s'alimentent à partir de plusieurs sources de données, pouvant être intégrés dans des rapports dynamiques et hébergés dans le Cloud et accessibles à de nombreux utilisateurs. Cette formation sur la solution « Power BI » permettra aux contrôleurs de l'ACM une fiabilisation de leurs données en plus d'un gain de temps.

II. ÉTAT DES LIEUX DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE EN TUNISIE



1. Évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011 :

Conformément à l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, l'ACM est chargée, entre autres, d'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

Dans ce cadre, le conseil d'administration de l'ACM a examiné et a émis son avis sur le projet de décret modifiant le décret gouvernemental n°2017-93 du 19 janvier 2017, portant prorogation

du délai accordé aux associations des microcrédits pour se conformer au décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, tel que modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014.

En outre, l'arsenal juridique de la microfinance a été complété en 2024 par l'arrêté n°2024-542 du 4 novembre 2024 portant modification du décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

Le diagramme ci-dessous retrace l'évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011 :



01/2018

► **Décret gouvernemental n° 2018-12 du 10 janvier 2018**, portant modification du décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations des microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

07/2017

► **Arrêté du ministre des finances par intérim du 26 juillet 2017**, fixant les normes de gouvernance des institutions de microfinance

01/2017

► **Décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 Janvier 2017**, relatif à la prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014.

12/2016

► **Arrêté du Ministre des Finances du 23 Décembre 2016**, fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance

08/2016

► **Arrêté du ministre des finances du 24 Août 2016** relatif à la protection de la clientèle des institutions de microfinance

02/2016

► **Arrêté du ministre des finances du 9 février 2016** fixant les taux et les modalités de perception de la contribution des institutions de microfinance revenant à l'autorité de contrôle de la microfinance et prévue à l'article 48 du décret-loi n° 2011-117 du 05 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014

11/2014

► **Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 17 novembre 2014**, relatif à la fixation des modalités de l'audit externe des comptes des institutions de microfinance.

07/2014

► **Loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014**, modifiant le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance

08/2013

► **Arrêté du ministre des finances du 19 août 2013**, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle.

04/2013

► **Arrêté du ministre des finances du 22 avril 2013**, portant nomination du président et des membres du conseil d'administration de l'autorité de contrôle de la microfinance.
 ► **Arrêté du ministre des finances du 16 avril 2013**, relatif à la fixation des missions des unions des institutions de microfinance.

01/2013

► **Arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013**, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle.

11/2013

► **Décret n°2012-2643 du 6 novembre 2012**, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

09/2012

► **Décret n° 2012-2128 du 28 septembre 2012**, fixant les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

01/2012

► **Arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012**, relatif à la fixation du montant maximum du microcrédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.

11/2011


► **Décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011**, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.
 ► **Décret-loi n° 2011-118 du 5 novembre 2011**, portant dispositions fiscales relatives aux institutions de microfinance.

2. Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie durant l'année 2024 :

Au 31 décembre 2024, le secteur de la microfinance en Tunisie se composait de :

- **289 Associations de Microcrédit (AMC)** agréées dans le cadre de la loi n° 99-67 du 15 juillet 1999 relative aux microcrédits accordés par

les associations dont 9 n'ont jamais exercé l'activité de microcrédit et 187 ont eu accès à un financement auprès de la BTS au cours de l'année 2024. Parmi les associations actives financées, une seule s'est conformée aux dispositions du décret-loi 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance ¹:

| IMF associative | Logo |
|---|---|
| <p>ASAD Tamweel</p> <p>Une institution de microfinance sous forme associative créée dans le cadre de l'opération de filialisation de l'activité de microfinance de l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD) agréée en date du 30 septembre 2015 par le ministre des finances</p> |  |

7 sociétés anonymes :

| IMF SA | Logo | Date d'agrément |
|------------------------------------|---|-----------------|
| Taysir Microfinance |  | 28/03/2014 |
| Microcred |  | 03/10/2014 |
| Advans Tunisie |  | 22/01/2015 |
| Centre Financier aux Entrepreneurs |  | 21/04/2015 |
| Enda Tamweel |  | 31/12/2015 |
| Zitouna Tamkeen |  | 06/05/2016 |
| El Amel de microfinance |  | 09/01/2019 |

2-1. Évolution des microfinancements accordés :

a. Période (2022 – 2024)

- Le nombre des microfinancements accordés par les IMF (SA et AMC) durant l'année 2024 a connu une légère régression de 0,1% par rapport à celui

enregistré en 2023 et ce en passant de 527 502 à 527 236 microfinancements.

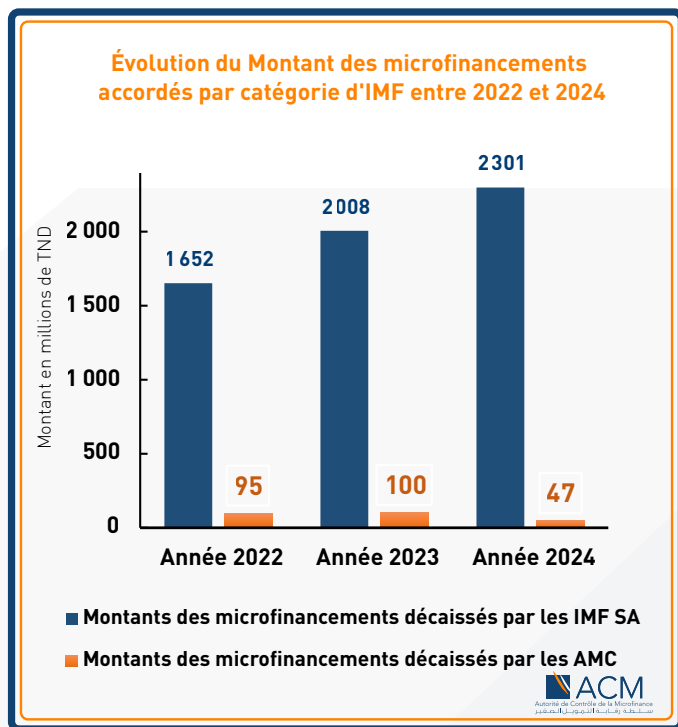
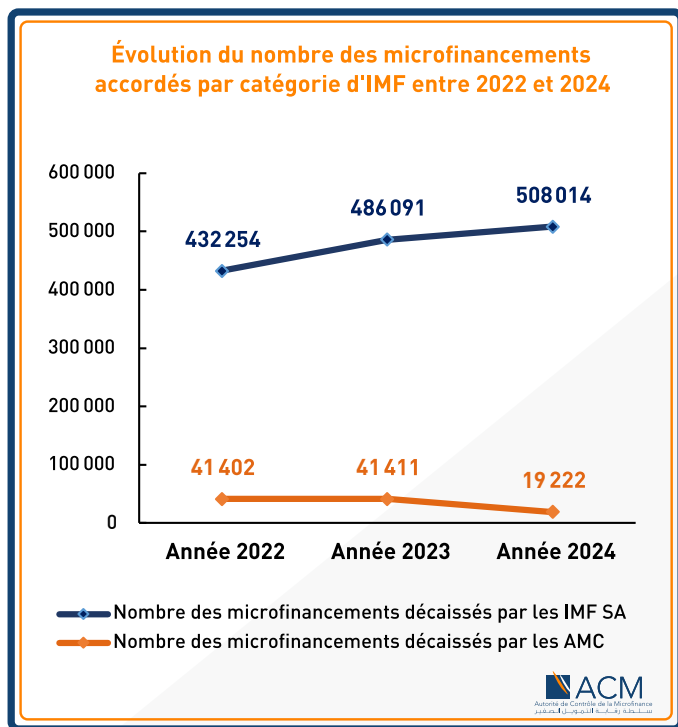
- Le montant total des microfinancements accordés est passé quant à lui d'environ 2108 millions TND à 2 348 millions TND, soit un taux de croissance de 11,4%.

| Catégorie d'IMF | 2022 | | | | 2023 | | | | 2024 | | | |
|-----------------|---------|-------|-----------|-------|---------|-------|-----------|-------|---------|-------|-----------|-------|
| | Nombre | (%) | Montant | (%) | Nombre | (%) | Montant | (%) | Nombre | (%) | Montant | (%) |
| IMF SA | 432 254 | 91,3% | 1 651 821 | 94,6% | 486 091 | 92,1% | 2 007 528 | 95,2% | 508 014 | 96,4% | 2 301 114 | 98,0% |
| IMF AMC | 41 402 | 8,7% | 95 186 | 5,4% | 41 411 | 7,9% | 100 212 | 4,8% | 19 222 | 3,6% | 47 045 | 2,0% |

¹ L'article 58 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 a conféré aux AMC la qualité d'institution de microfinance à condition de se conformer aux dispositions dudit décret-loi dans un délai maximum d'une année.

La Loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, modifiant le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance a stipulé que les AMC demeurent agréées en tant qu'institutions de microfinance à condition de se conformer aux dispositions du décret-loi sus cité dans un délai maximum ne dépassant pas la fin du mois de décembre 2016. Ce délai pourrait être prorogé, le cas échéant, par décret.

Au terme de cette date (31/12/2016), hormis l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD) aucune autre AMC n'a pu se conformer aux dispositions du décret-loi précité. Cinq décrets gouvernementaux ont été promulgués, le premier en date du 19 Janvier 2017 et le deuxième en date du 10 janvier 2018, le 3ème en date du 20 février 2020, le quatrième en date du 29 mars 2022 et le cinquième en date du 4 novembre 2024 prorogeant le délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer audit décret-loi jusqu'au 31-12-2025.



b. Période (2011 – 2024)

- Le montant total des microfinancements accordés durant la période allant de 2011 à 2024

a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 20 %.

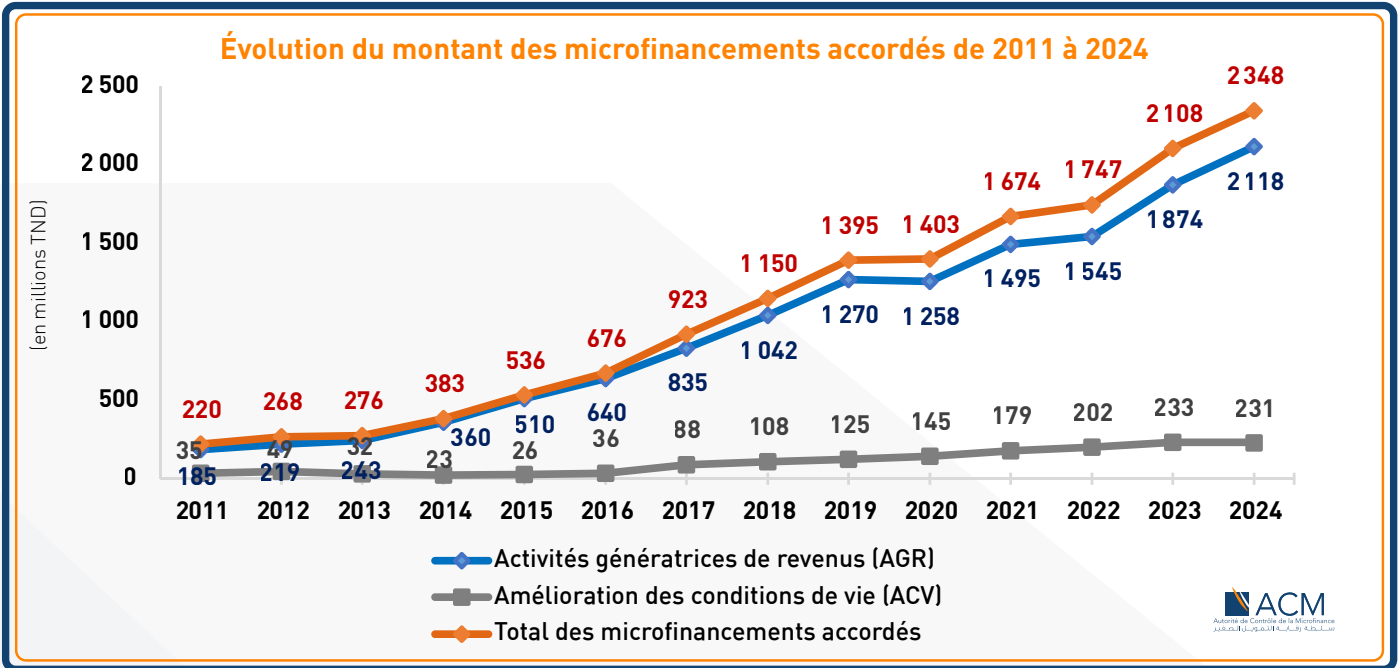
(En milliers TND)

| | Activités génératrices de revenus (AGR) | | Amélioration des conditions de vie (ACV) | | Total des microfinancements accordés | |
|------|---|-----------|--|---------|--------------------------------------|-----------|
| | Nombre | Montant | Nombre | Montant | Nombre | Montant |
| 2011 | 195 434 | 184 664 | 62 719 | 35 006 | 258 153 | 219 670 |
| 2012 | 199 588 | 219 369 | 71 705 | 48 578 | 271 293 | 267 947 |
| 2013 | 205 518 | 243 461 | 46 293 | 32 398 | 251 811 | 275 859 |
| 2014 | 250 784 | 360 172 | 32 927 | 23 122 | 283 711 | 383 294 |
| 2015 | 290 798 | 509 664 | 38 949 | 26 418 | 329 747 | 536 082 |
| 2016 | 309 764 | 639 601 | 51 152 | 36 112 | 360 916 | 675 712 |
| 2017 | 329 333 | 834 690 | 83 456 | 88 349 | 412 789 | 923 040 |
| 2018 | 364 994 | 1 041 682 | 90 877 | 107 877 | 455 871 | 1 149 559 |
| 2019 | 381 700 | 1 270 399 | 94 618 | 124 676 | 476 318 | 1 395 075 |
| 2020 | 310 413 | 1 257 964 | 100 692 | 144 684 | 411 105 | 1 402 648 |
| 2021 | 350 985 | 1 495 454 | 114 028 | 178 539 | 465 013 | 1 673 994 |
| 2022 | 349 809 | 1 544 640 | 123 847 | 202 367 | 473 656 | 1 747 007 |
| 2023 | 393 530 | 1 874 396 | 133 972 | 233 342 | 527 502 | 2 107 740 |
| 2024 | 404 092 | 2 117 341 | 123 144 | 230 819 | 527 236 | 2 348 159 |

2-2. Répartition des microfinancements accordés par région :

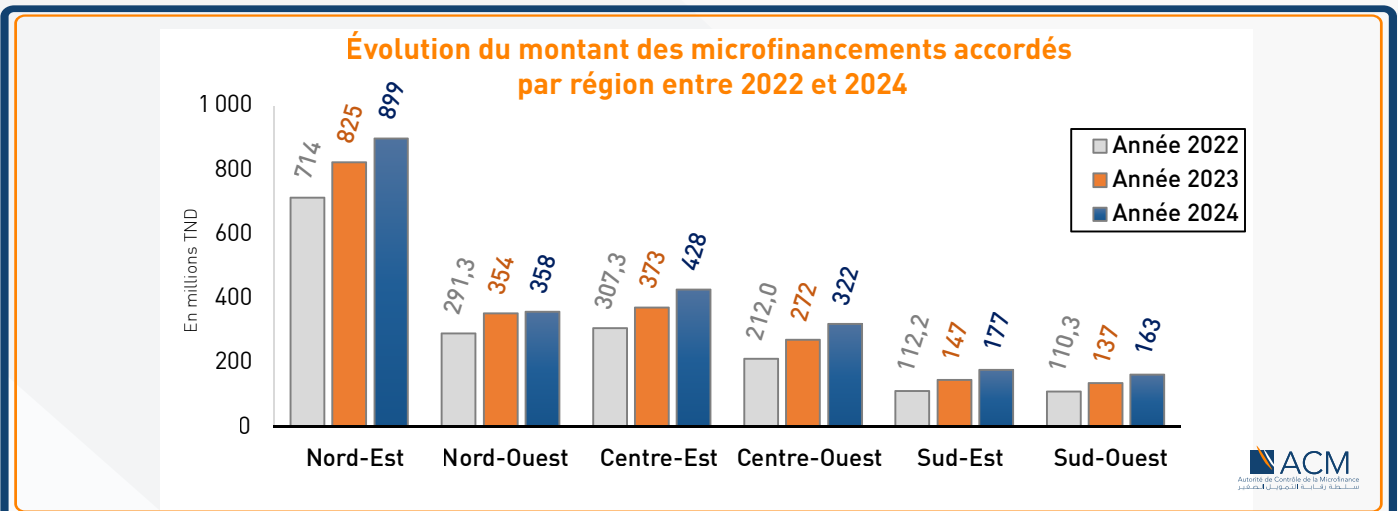
- 38% de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2024 ont profité à la région du Nord-Est, contre 41 % et 39 % respectivement en 2022 et 2023.
- La région du Nord-Ouest a bénéficié d'une part de 15 % de la valeur totale des microfinancements accordés en 2024.

- Les parts respectives des deux régions du Centre-Est et du Centre-Ouest se sont établies à 18% et 14% de la valeur totale des microfinancements accordés en 2024 contre des parts respectives de 18% et de 13 % en 2023.
- Les régions du Sud-Est et du Sud-Ouest ont bénéficié respectivement de 8% et 7% de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2024.



(En milliers TND)

| Région | 2022 | | | | 2023 | | | | 2024 | | | |
|--------------|----------------|-------------|------------------|-------------|----------------|-------------|------------------|-------------|----------------|-------------|------------------|-------------|
| | Nombre | (%) | Montant | (%) | Nombre | (%) | Montant | (%) | Nombre | (%) | Montant | (%) |
| Nord-Est | 194 849 | 41% | 713 965 | 41% | 213 225 | 40% | 825 145 | 39% | 221 186 | 42% | 899 074 | 38% |
| Nord-Ouest | 79 414 | 17% | 291 305 | 17% | 89 034 | 17% | 354 017 | 17% | 82 143 | 16% | 358 419 | 15% |
| Centre-Est | 79 066 | 17% | 307 259 | 18% | 87 238 | 17% | 372 789 | 18% | 86 201 | 16% | 428 434 | 18% |
| Centre-Ouest | 55 391 | 12% | 211 965 | 12% | 62 562 | 12% | 271 554 | 13% | 60 637 | 12% | 321 836 | 14% |
| Sud-Est | 34 580 | 7% | 112 176 | 6% | 39 964 | 8% | 147 239 | 7% | 40 682 | 8% | 177 211 | 8% |
| Sud-Ouest | 30 356 | 6% | 110 338 | 6% | 35 479 | 7% | 136 996 | 6% | 36 387 | 7% | 163 186 | 7% |
| Total | 473 656 | 100% | 1 747 007 | 100% | 527 502 | 100% | 2 107 740 | 100% | 527 236 | 100% | 2 348 159 | 100% |



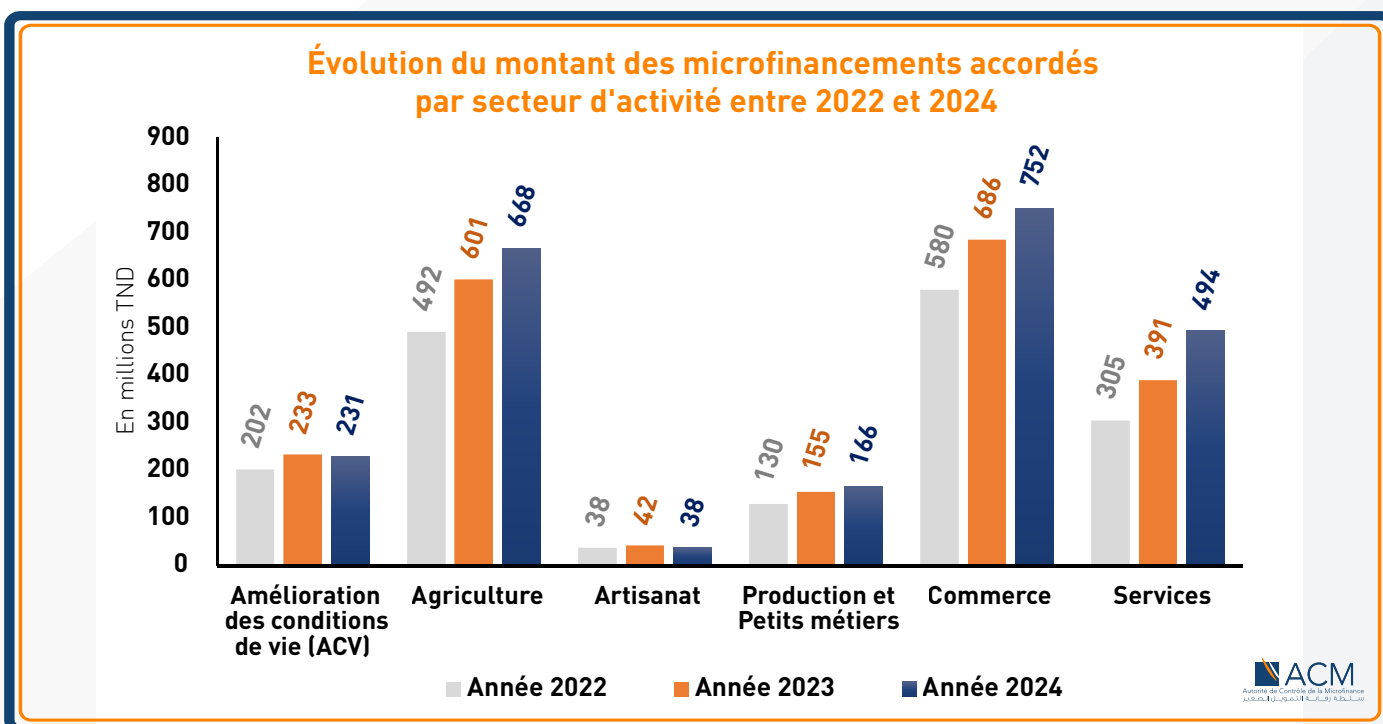
2-3. Répartition des microfinancements accordés par secteur d'activité :

- Avec environ 752 millions TND, le commerce a accaparé la part prépondérante des microfinancements accordés durant l'année 2024, soit 32% de la valeur globale des microfinancements accordés contre 686 millions TND une année auparavant.
- L'agriculture a bénéficié de 137 347 microfinancements avec une valeur globale

d'environ 668 millions TND représentant 28% de la valeur globale des microfinancements accordés en 2024 contre 142 709 microfinancements accordés d'une valeur s'élevant à 601 millions TND durant l'année précédente.

- L'artisanat reste le secteur qui a bénéficié le moins des microfinancements, avec une part de 2% seulement du montant global des microfinancements accordés en 2024.

| Secteur d'activité | 2022 | | | | 2023 | | | | 2024 | | | |
|---|----------------|-------------|------------------|-------------|----------------|-------------|------------------|-------------|----------------|-------------|------------------|-------------|
| | Nombre | (%) | Montant | (%) | Nombre | (%) | Montant | (%) | Nombre | (%) | Montant | (%) |
| Amélioration des conditions de vie ² (ACV) | 123 847 | 26% | 202 367 | 12% | 133 972 | 25% | 233 343 | 11% | 123 144 | 23% | 230 819 | 10% |
| Agriculture ³ | 128 661 | 27% | 491 535 | 28% | 142 709 | 27% | 601 315 | 29% | 137 347 | 26% | 667 648 | 28% |
| Artisanat | 13 414 | 3% | 37 534 | 2% | 14 335 | 3% | 41 807 | 2% | 12 683 | 2% | 38 069 | 2% |
| Production et Petits métiers | 34 936 | 7% | 130 038 | 7% | 39 339 | 7% | 155 090 | 7% | 41 159 | 8% | 165 912 | 7% |
| Commerce | 122 562 | 26% | 580 173 | 33% | 137 782 | 26% | 685 660 | 33% | 143 292 | 27% | 751 900 | 32% |
| Services | 50 236 | 11% | 305 359 | 17% | 59 365 | 11% | 390 526 | 19% | 69 611 | 13% | 493 811 | 21% |
| Total | 473 656 | 100% | 1 747 007 | 100% | 527 502 | 100% | 2 107 740 | 100% | 527 236 | 100% | 2 348 159 | 100% |



2-4. Répartition des microfinancements accordés par genre :

- Les hommes et les femmes ont bénéficié respectivement de 56% et de 44% de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2024 contre des parts respectives de 55% et 45% durant l'année 2023. En effet, en 2024, environ 1 323 millions TND ont été alloués à des hommes opérant dans tous secteurs confondus, contre 1 025 millions TND alloués aux femmes.
- En termes de nombre, les femmes ont bénéficié de 56% des microfinancements accordés avec 296 611 microfinancements en 2024 contre 230 625 microfinancements accordés aux hommes.

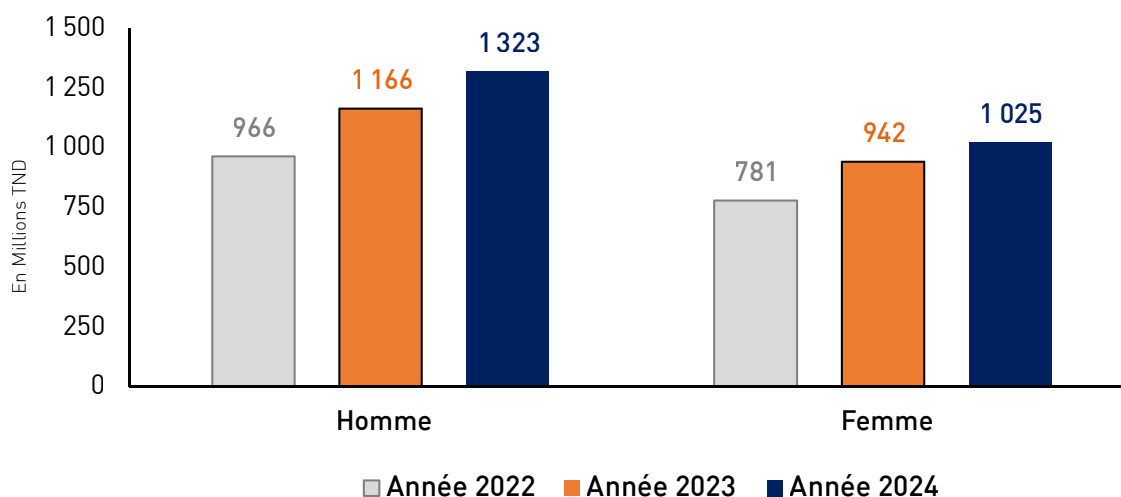
(En milliers TND)

| Genre | 2022 | | | | 2023 | | | | 2024 | | | |
|--------------|----------------|-------------|------------------|-------------|----------------|-------------|------------------|-------------|----------------|-------------|------------------|-------------|
| | Nombre | (%) | Montant | (%) | Nombre | (%) | Montant | (%) | Nombre | (%) | Montant | (%) |
| Homme | 207 428 | 44% | 965 779 | 55% | 229 076 | 43% | 1 165 846 | 55% | 230 625 | 44% | 1 323 101 | 56% |
| Femme | 266 228 | 56% | 781 228 | 45% | 298 426 | 57% | 941 894 | 45% | 296 611 | 56% | 1 025 058 | 44% |
| Total | 473 656 | 100% | 1 747 007 | 100% | 527 502 | 100% | 2 107 740 | 100% | 527 236 | 100% | 2 348 159 | 100% |

² L'amélioration des conditions de vie comprend les trois secteurs suivants : l'éducation, l'amélioration de logement et les autres activités en lien avec l'ACV.

³ L'agriculture comprend les trois secteurs suivants : l'agriculture, l'élevage et la pêche.

Évolution du montant des microfinancements décaissés par genre entre 2022 et 2024



- Le microfinancement moyen des femmes s’est établi à 3 456 TND en 2024 contre 3 156 TND en 2023, enregistrant une augmentation de 9,5%

et reste en dessous de celui des hommes, qui s’élève à 5 737 dinars en 2024 contre 5 090 dinars en 2023, soit une augmentation de 12,7%.

(En TND)

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|-------|-------|-------|
| Microfinancement moyen des hommes | 4 656 | 5 090 | 5 737 |
| Microfinancement moyen des femmes | 2 934 | 3 156 | 3 456 |
| Microfinancement moyen du secteur | 3 688 | 3 996 | 4 454 |

2-5. Répartition microfinancements accordés par type de projet :

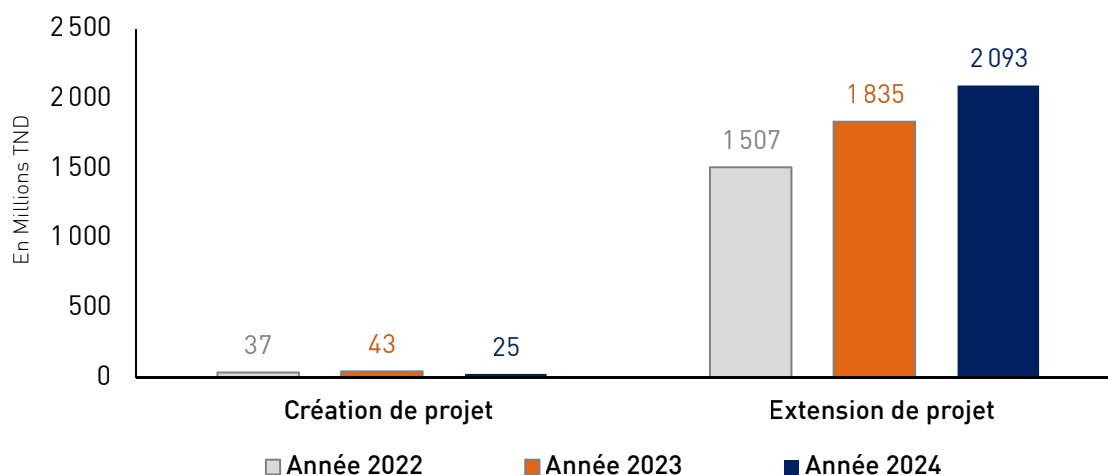
- Environ 2 092 millions TND ont été alloués en 2024, aux extensions des projets soit une part de

99% de la valeur globale des microfinancements accordés aux activités génératrices de revenus (AGR) alors que les créations de projets n’ont profité que de 1% durant cette même période.

(En milliers TND)

| Type de projet | 2022 | | | | 2023 | | | | 2024 | | | |
|----------------------------|---------|------|-----------|------|---------|------|-----------|------|---------|------|-----------|------|
| | Nombre | (%) | Montant | (%) | Nombre | (%) | Montant | (%) | Nombre | (%) | Montant | (%) |
| Création de projet | 11 632 | 3% | 37 175 | 2% | 14 843 | 4% | 42 677 | 2% | 6 705 | 2% | 24 796 | 1% |
| Extension de projet | 338 177 | 97% | 1 507 465 | 98% | 382 304 | 96% | 1 835 114 | 98% | 397 387 | 98% | 2 092 545 | 99% |
| Total | 349 809 | 100% | 1 544 640 | 100% | 397 147 | 100% | 1 877 791 | 100% | 404 092 | 100% | 2 117 341 | 100% |

Évolution du montant des microfinancements décaissés par type de projet entre 2022 et 2024



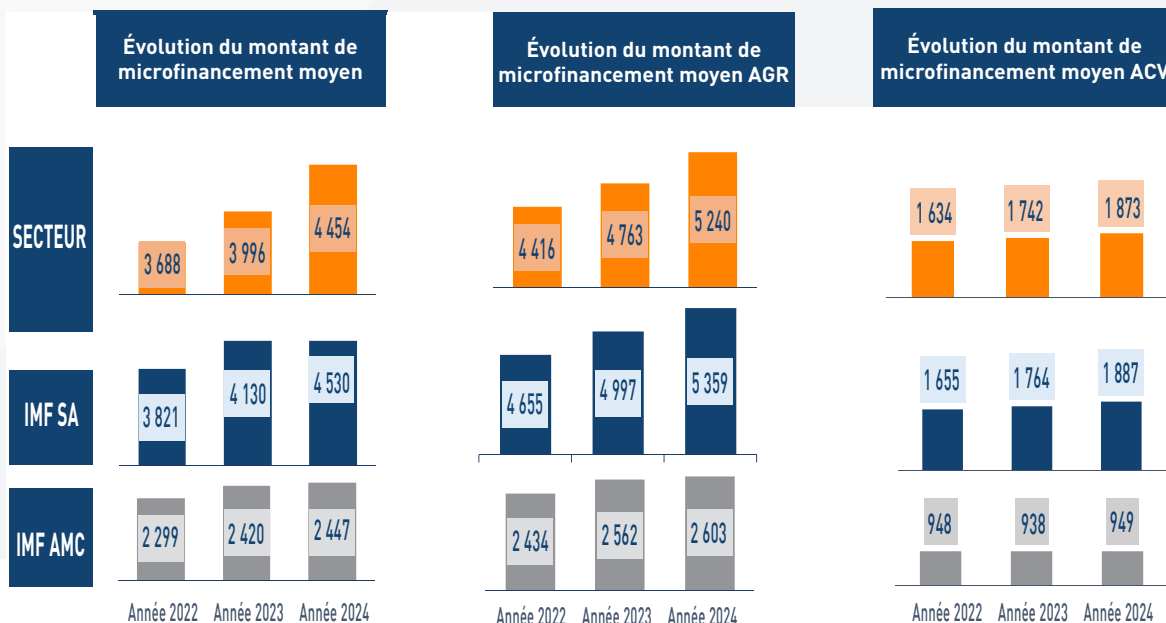
2-6. Microfinancement moyen :

- En 2024, le montant du microfinancement moyen s'est élevé à 4 454 TND contre 3 996 TND en 2023.
- Pour les microfinancements alloués aux activités génératrices de revenus, le montant moyen s'est établi à 5 240 TND en 2024 contre 4 763 TND une année auparavant.
- Le montant du microfinancement moyen du secteur de la microfinance est fortement déterminé par celui d'Enda Tamweel qui a la part de marché la plus importante.

| Secteur de la Microfinance | 2022 | | | 2023 | | | 2024 | | |
|----------------------------|----------------------------|----------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|------------------------|
| | Microfinancement moyen ACV | Microfinancement moyen AGR | Microfinancement moyen | Microfinancement moyen ACV | Microfinancement moyen AGR | Microfinancement moyen | Microfinancement moyen ACV | Microfinancement moyen AGR | Microfinancement moyen |
| Secteur de la Microfinance | 1 634 | 4 416 | 3 688 | 1 742 | 4 763 | 3 996 | 1 874 | 5 240 | 4 454 |
| IMF SA | 1 655 | 4 655 | 3 821 | 1 764 | 4 997 | 4 130 | 1 888 | 5 359 | 4 530 |
| IMF AMC | 948 | 2 434 | 2 299 | 938 | 2 562 | 2 420 | 949 | 2 603 | 2 447 |

(En TND)

Évolution du microfinancement moyen par catégorie d'IMF (en TND)

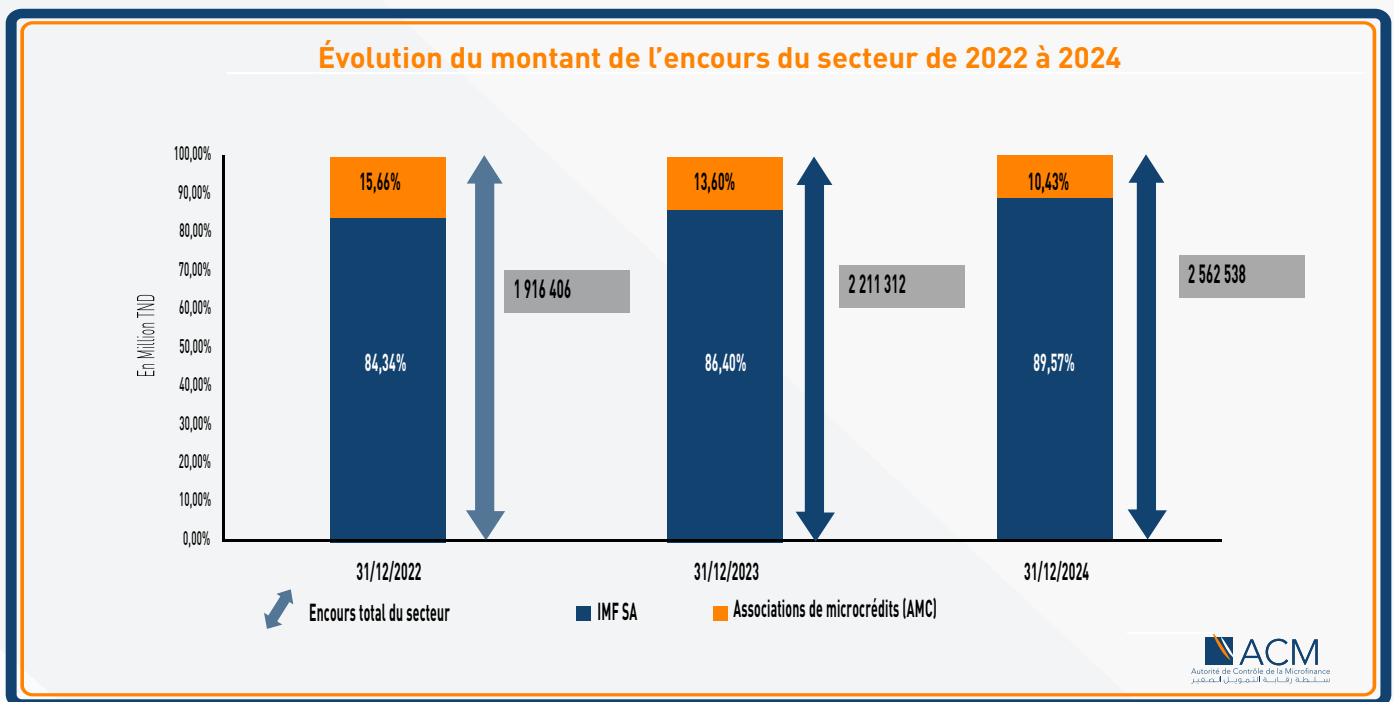


2-7.Évolution de l'encours des microfinancements :

a.Encours par catégorie d'IMF :

- L'encours des microfinancements accordés par les IMF SA et les AMC est passé de 1 916,4 millions TND au 31 décembre 2022 à 2 562,5 millions TND au 31-12-2024, enregistrant un taux d'accroissement annuel moyen durant la période (2022-2024) de 15,6%.
- Durant la période s'étalant du 31 décembre 2023 au 31 décembre 2024, l'encours des microfinancements accordés par les IMF SA s'est accru de 20%, en passant de 1 910,6 millions TND à 2 295,2 millions TND.
- Au 31 décembre 2024, l'encours des microfinancements accordés par les IMF SA représente 89,6% de l'encours total des microfinancements contre 86,4% une année auparavant.

| Encours par catégorie d'IMF | Au 31/12/2022 | | Au 31/12/2023 | | Au 31/12/2024 | |
|------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------|-------------------------------------|------------------------------|-------------------------------------|------------------------------|
| | Nombre des microfinancements actifs | Encours (en milliers de TND) | Nombre des microfinancements actifs | Encours (en milliers de TND) | Nombre des microfinancements actifs | Encours (en milliers de TND) |
| IMF SA | 554 505 | 1 616 312 | 612 108 | 1 910 617 | 669 689 | 2 295 171 |
| Associations de microcrédits (AMC) | 268 454 | 300 094 | 274 781 | 300 695 | 258 691 | 267 367 |
| Encours total du secteur | 822 959 | 1 916 406 | 886 889 | 2 211 312 | 928 380 | 2 562 538 |



b.Encours moyen par microfinancement actif des IMF SA

- Le montant de l'encours moyen par client actif avec doublons a enregistré une croissance de 10% entre la fin de l'année 2023 et celle de 2024 en passant de 3 323 TND à 3 658 TND.
- Au terme de l'année 2024, l'encours moyen par client actif sans doublons s'est élevé à 3 856 TND.
- Le montant de l'encours moyen par microfinancement actif a enregistré une augmentation de 9,8% en passant de 3 122 TND en 2023 à 3 427 TND en 2024.

| | Au 31/12/2022 | Au 31/12/2023 | Au 31/12/2024 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Encours du portefeuille des IMF SA (en milliers TND) | 1 616 312 | 1 910 617 | 2 295 171 |
| Nombre des clients actifs (Avec doublons) | 533 983 | 574 943 | 627 362 |
| Nombre des clients actifs des IMF SA (sans doublons) | 512 212 | 548 860 | 595 268 |
| Nombre des microfinancements actifs | 554 505 | 612 108 | 669 689 |
| Encours moyen par client actif sans doublons (en TND) | 3 156 | 3 481 | 3 856 |
| Encours moyen par client actif avec doublons (en TND) | 3 027 | 3 323 | 3 658 |
| Encours moyen par microfinancement actif (en TND) | 2 915 | 3 122 | 3 427 |

2-8. Portefeuille à risque 30 jours (PAR 30) des IMF SA

a. Période (2022 – 2024)

- Le montant du PAR 30 des IMF SA avec intégration des créances radiées de l'année, est passé de 86,6 millions TND au 31 décembre 2023 à 96,7 millions TND au 31-12-2024, soit une hausse de 12%.
- Le PAR 30 en dinars TND (sans intégration des microfinancements radiés) des IMF SA est

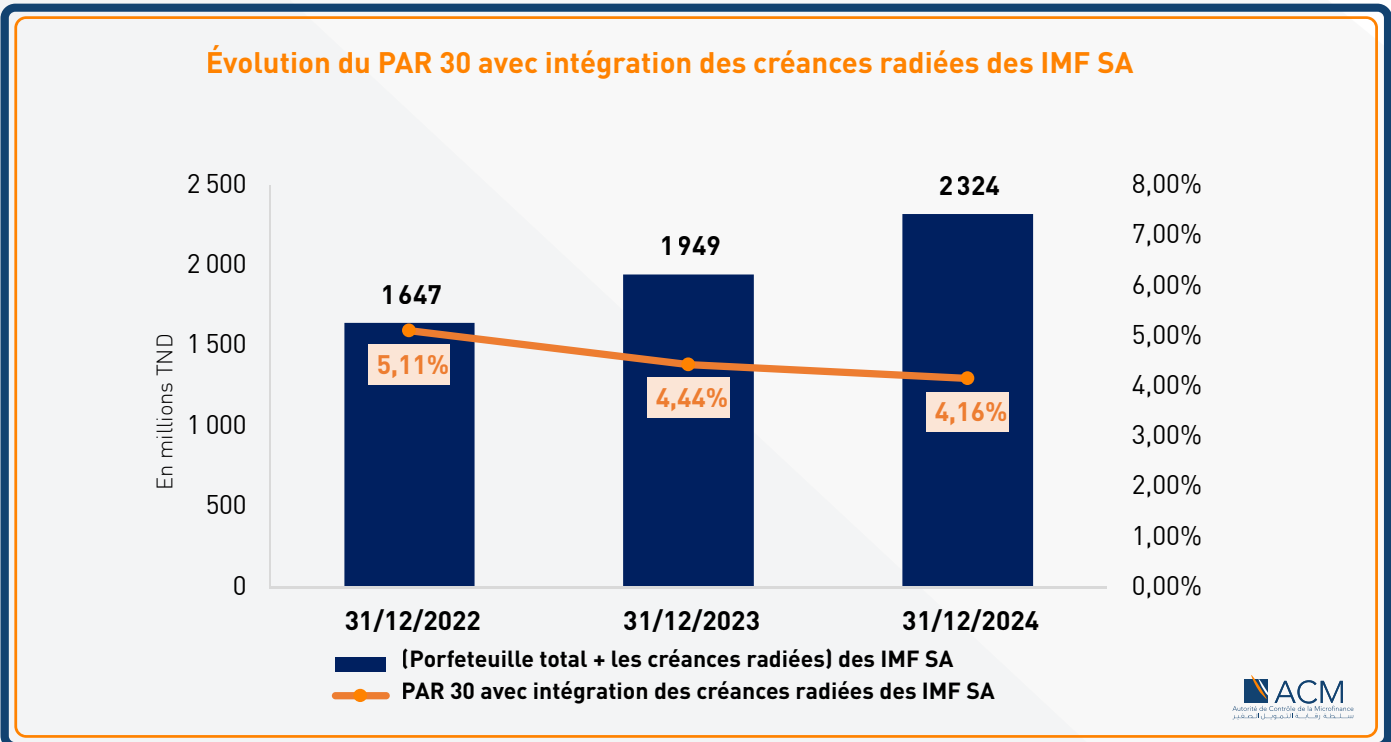
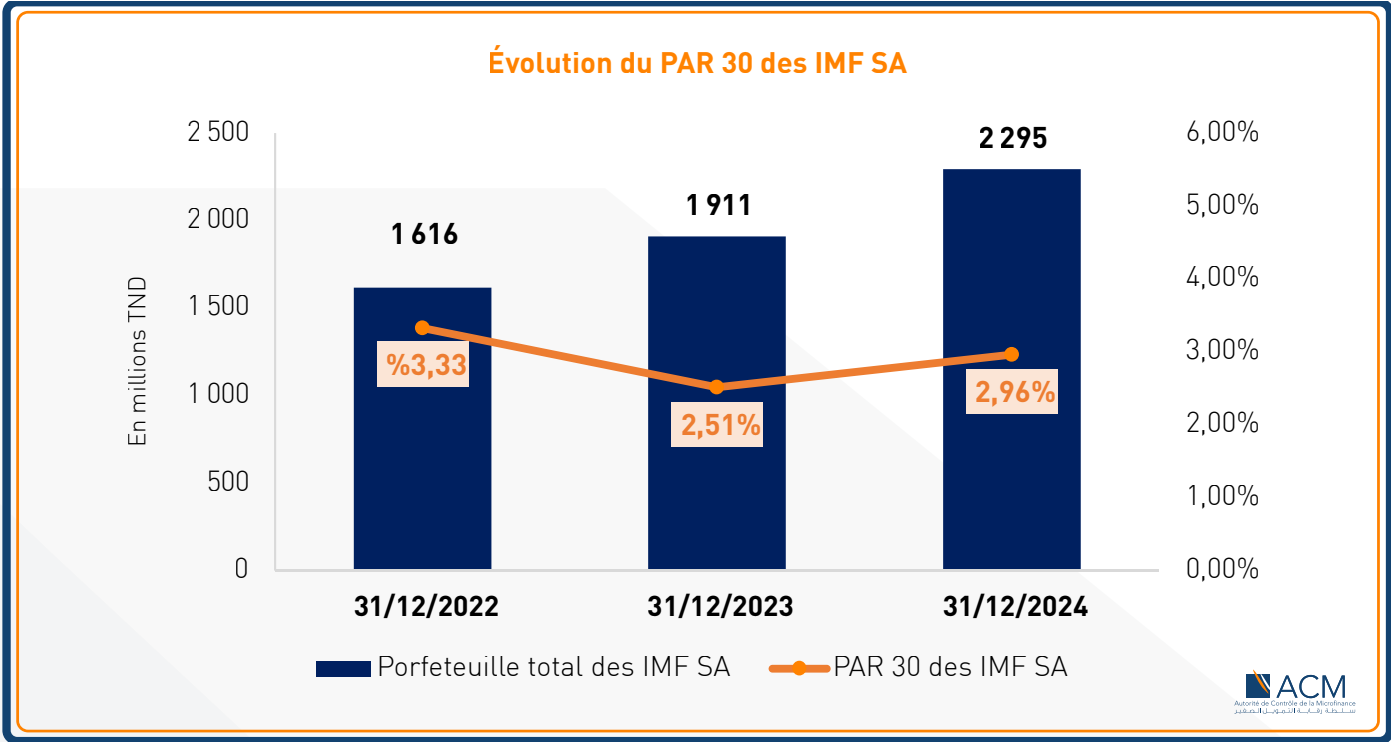
passé de 48 millions de TND au 31-12- 2023 à 68 millions de TND au 31-12-2024.

- Le PAR 30 en pourcentage (%), avec intégration des microfinancements radiés de l'année est passé de 4,44% au 31 décembre 2023 à 4,16 % au terme du même mois de l'année 2024.
- Le PAR 30 en pourcentage (%) (sans intégration des microfinancements radiés) des IMF SA s'est établi à 2,96% au 31-12-2024 contre 2,51% au 31-12-2023.

| Calcul du portefeuille à risque 30 jours des IMF SA | Portefeuille Total (en milliers TND) | PAR 30 sans intégration des créances radiées de la période | | PAR 30 avec intégration des créances radiées de la période | |
|---|--------------------------------------|--|-------|--|-------|
| | | Montant (Milliers TND) | % | Montant (Milliers TND) | % |
| 31/12/2022 | 1 616 312 | 53 808 | 3,33% | 84 182 | 5,11% |
| 31/12/2023 | 1 910 617 | 47 962 | 2,51% | 86 552 | 4,44% |
| 31/12/2024 | 2 295 171 | 67 898 | 2,96% | 96 715 | 4,16% |

(En milliers TND)

| IMF SA | 31/12/2022 | 31/12/2023 | 31/12/2024 |
|---|------------|------------|------------|
| PAR 30 sans intégration des microfinancements radiés | 53 808 | 47 962 | 67 898 |
| Portefeuille | 1 616 312 | 1 910 617 | 2 295 171 |
| PAR 30 sans intégration des microfinancements radiés (en %) | 3,33% | 2,51% | 2,96% |
| Microfinancements rééchelonnés | 29 831 | 17 252 | 11 849 |
| Microfinancements réaménagés | 13 258 | 16 713 | 13 523 |
| Microfinancements consolidés | 234 | 2 184 | 2 246 |
| Microfinancements radiés | 30 374 | 38 591 | 28 817 |
| Portefeuille + les microfinancements radiés | 1 646 662 | 1 949 208 | 2 323 988 |
| PAR 30 avec intégration des microfinancements radiés | 84 182 | 86 552 | 96 715 |
| PAR 30 avec intégration des microfinancements radiés (en %) | 5,11% | 4,44% | 4,16% |



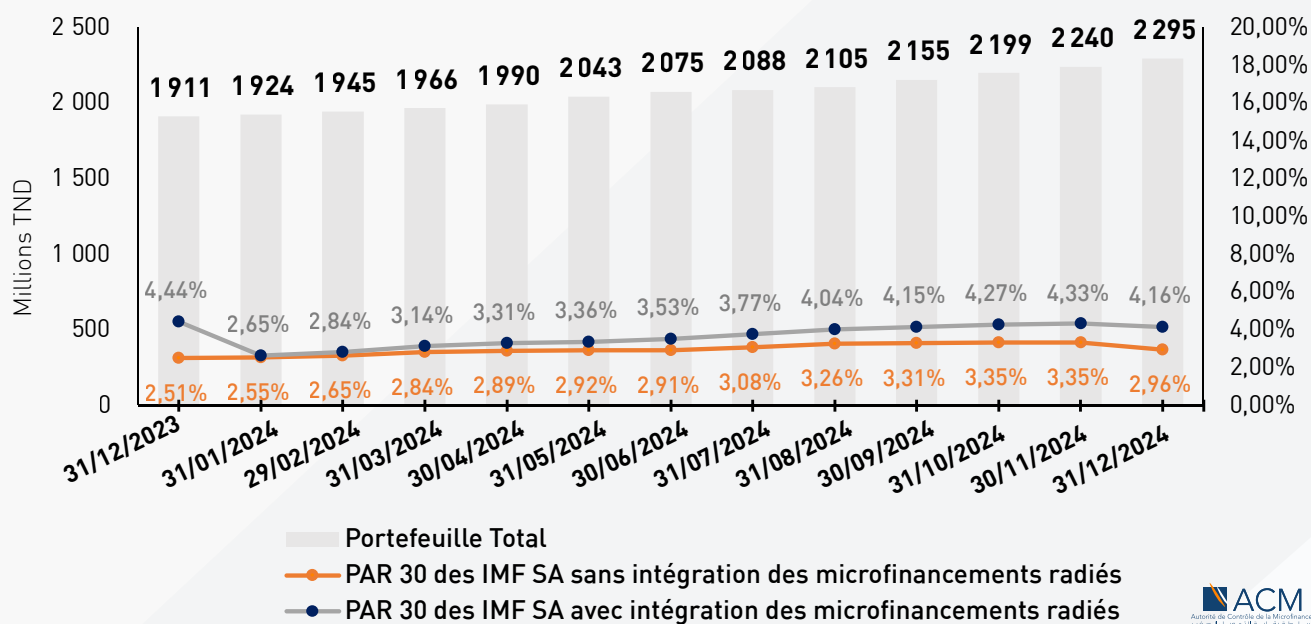
b. Durant l'année 2024 :

- Au 31-12-2024, les PAR 30 avec et sans intégration des créances radiées ont enregistré une augmentation en passant respectivement de 2,65% à 4,16% et de 2,55% à 2,96% entre les 31 janvier et 31 décembre 2024.

- Le montant du PAR 30 (sans intégration des microfinancements radiés) des IMF SA est passé de 49 millions TND au 31/01/2024 à 68 millions TND au 31-12-2024, soit une diminution de 38%.

| Calcul du portefeuille à 30 jours IMF SA | Portefeuille Total (En milliers TND) | PAR 30 des IMF SA sans intégration des microfinancements radiés | | PAR 30 des IMF SA avec intégration des microfinancements radiés | |
|--|--------------------------------------|---|-------|---|-------|
| | | Montant | % | Montant | % |
| 31/12/2023 | 1 910 804 | 47 962 | 2,51% | 86 552 | 4,44% |
| 31/01/2024 | 1 924 053 | 49 058 | 2,55% | 51 105 | 2,65% |
| 29/02/2024 | 1 945 018 | 51 587 | 2,65% | 55 323 | 2,84% |
| 31/03/2024 | 1 966 334 | 55 903 | 2,84% | 61 987 | 3,14% |
| 30/04/2024 | 1 990 433 | 57 618 | 2,89% | 66 147 | 3,31% |
| 31/05/2024 | 2 042 949 | 59 668 | 2,92% | 68 993 | 3,36% |
| 30/06/2024 | 2 074 799 | 60 471 | 2,91% | 73 814 | 3,53% |
| 31/07/2024 | 2 087 902 | 64 251 | 3,08% | 79 316 | 3,77% |
| 31/08/2024 | 2 104 709 | 68 656 | 3,26% | 85 787 | 4,04% |
| 30/09/2024 | 2 154 605 | 71 307 | 3,31% | 90 310 | 4,15% |
| 31/10/2024 | 2 198 777 | 73 664 | 3,35% | 94 829 | 4,27% |
| 30/11/2024 | 2 239 900 | 74 978 | 3,35% | 98 040 | 4,33% |
| 31/12/2024 | 2 295 171 | 67 898 | 2,96% | 96 715 | 4,16% |

Évolution mensuelle de la qualité du portefeuille des IMF SA en 2024



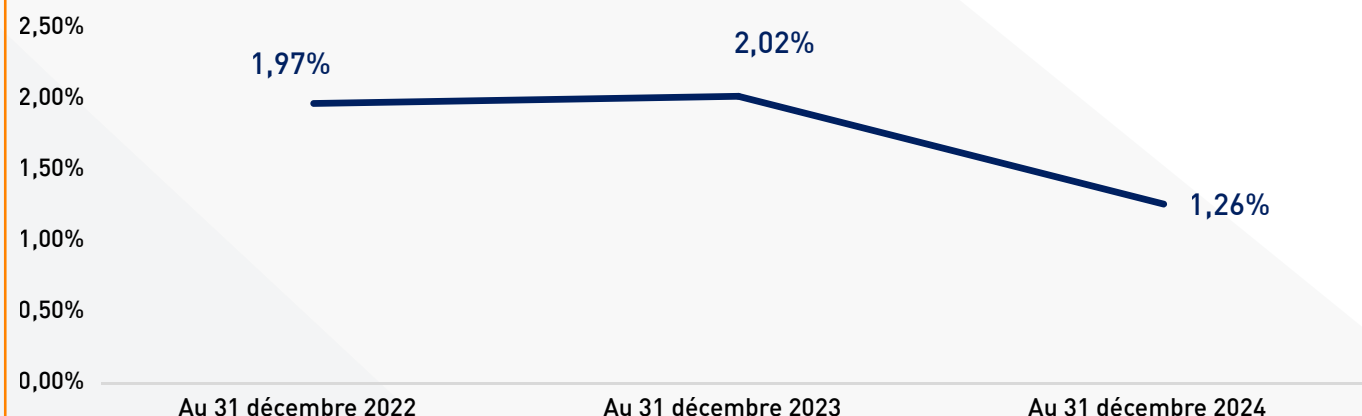
2-9. Taux des créances radiées des IMF SA durant la période (2022– 2024) :

- Le taux des créances radiées des IMF SA s'est

établi à la fin de l'année 2024 à 1,26% de leur portefeuille brut moyen contre 2,02% une année auparavant.

| Taux de radiation | Au 31/12/2022 | Au 31/12/2023 | Au 31/12/2024 |
|-------------------|---------------|---------------|---------------|
| IMF SA | 1,97% | 2,02% | 1,26% |

Evolution du taux de radiation des créances par les IMF SA de 2022 à 2024



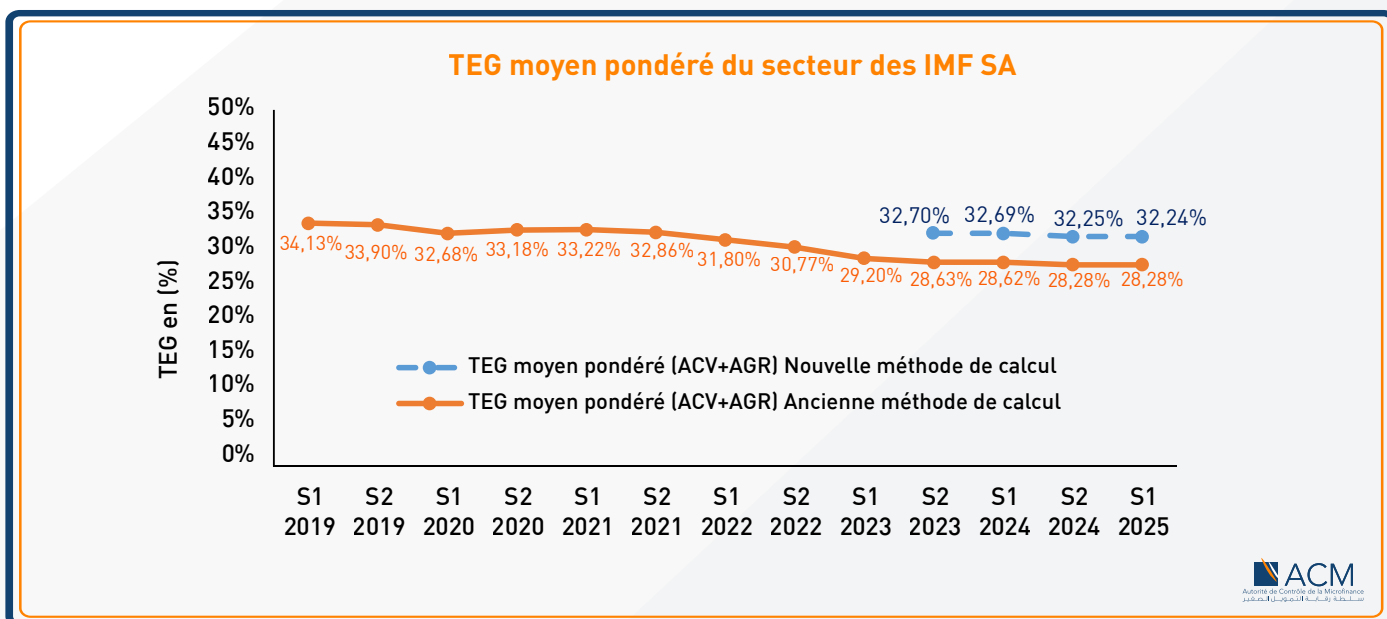
2-10. Taux Effectif Global moyen pondéré des IMF SA :

- Le TEG moyen pondéré des IMF SA a connu une tendance baissière durant les cinq dernières années en passant de 33,18% au terme de l'année 2020 à 28,28% au terme de l'année 2024. A la fin du premier semestre de l'année 2025, le TEG moyen des IMF SA est resté stable et s'est établi à 28,28%.
- A partir du 2ème semestre 2023, la méthode de calcul du TEG a été changée.
- Dans ce cadre, l'ACM a publié en date du 12 avril 2023 sa note n°40 par laquelle elle vise de :
 - Mieux standardiser la méthode de calcul du taux annuel effectif global (TEG) dans le secteur de la microfinance,
 - Faire de ce taux une référence clef pour toute opération de tarification ou d'ajustement tarifaire,
 - Permettre aux IMF d'asseoir une politique de tarification plus transparente à l'égard de leur clientèle en lui communiquant

à travers un taux annuel effectif global calculé conformément aux meilleures pratiques internationales, le **coût réel** de tout microfinancement.

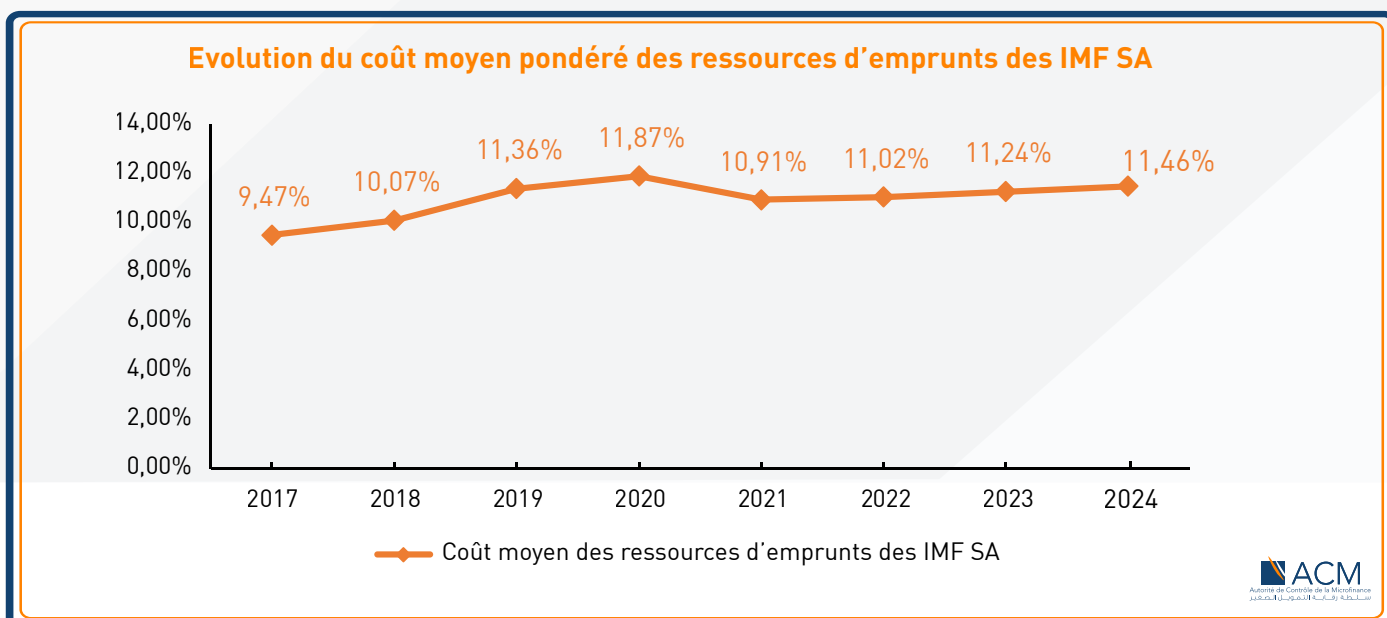
- Ce changement de méthode est de nature à entrainer une augmentation de la valeur du TEG, quand bien même **il n'y aurait aucun rajout de frais supplémentaires** à facturer aux clients ; et ce pour les deux raisons principales suivantes :
 - Le taux annuel effectif global (TEG) d'un microfinancement est un taux annuel, **équivalent** au taux de la période au lieu d'un taux annuel proportionnel au taux de la période.
 - La prise en compte de **la prime d'assurance** (décès et/ou invalidité) supportée par le client et perçue lors du déblocage par l'IMF en qualité d'intermédiaire d'assurance lors de la détermination des versements dus par l'emprunteur servant à calculer le TEG.
- Le TEG moyen pondéré des IMF SA déterminé par la nouvelle méthode de calcul, s'est établi à 32,24% au terme du premier semestre 2025.

| | S1 2019 | S2 2019 | S1 2020 | S2 2020 | S1 2021 | S2 2021 | S1 2022 | S2 2022 | S1 2023 | S2 2023 | S1 2024 | S2 2024 | S1 2025 |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| TEG moyen pondéré (ACV+AGR) Nouvelle méthode de calcul | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 32,70% | 32,69% | 32,25% | 32,24% |
| TEG moyen pondéré (ACV+AGR) Ancienne méthode de calcul | 34,13% | 33,90% | 32,68% | 33,18% | 33,22% | 32,86% | 31,80% | 30,77% | 29,20% | 28,63% | 28,62% | 28,28% | 28,28% |



- Les IMF SA ne sont pas autorisées à collecter des dépôts de la clientèle, leurs principales ressources sont constituées des emprunts contractés localement et auprès des bailleurs

de fonds internationaux. Au terme de l'année 2024, le coût moyen pondéré des ressources d'emprunts des IMF SA s'est établi à 11,46% contre 11,24% une année auparavant.

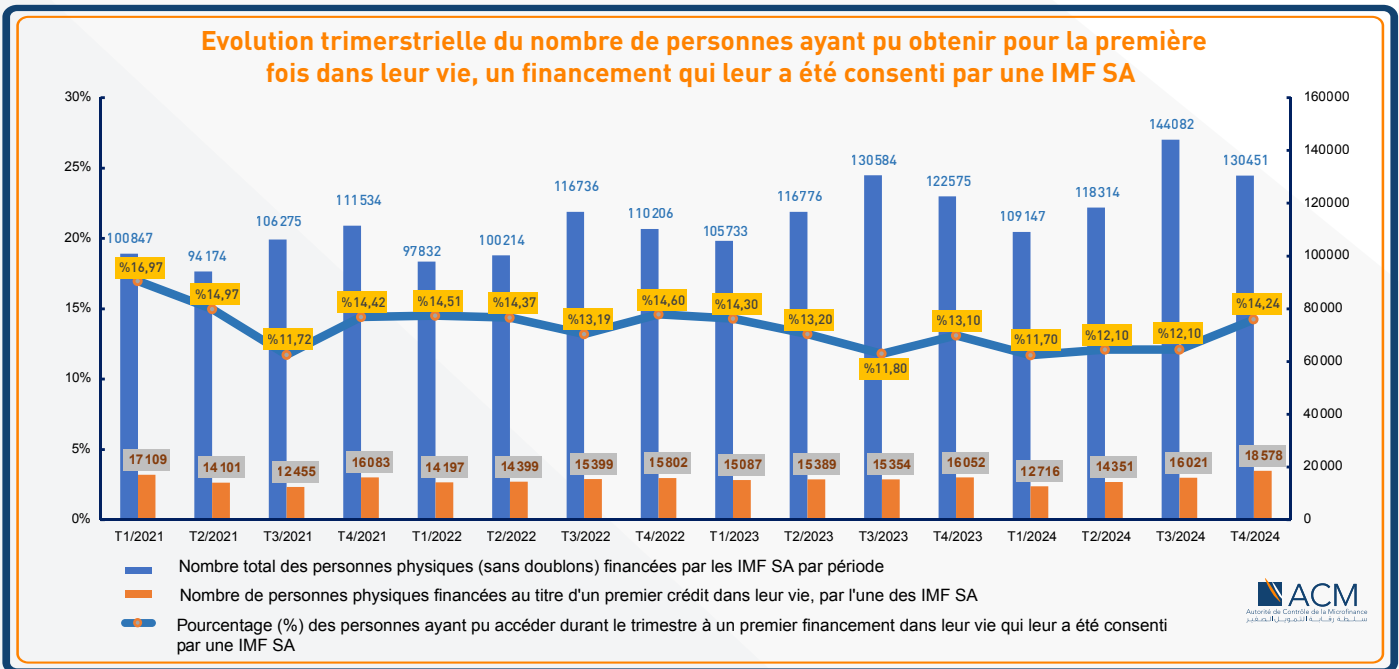


2-11. Données sur l'inclusion financière :

- Le nombre de personnes ayant pu obtenir pour la première fois dans leur vie un financement qui leur a été consenti par une IMF SA, s'est élevé au cours du dernier trimestre de l'année 2024 à 18 578 contre 12 716, 14 351 et 16 021 personnes respectivement au cours des premier, deuxième et troisième trimestres de la même année.
- Le nombre total des clients ayant pu accéder à un premier financement au cours de

l'année 2024 s'est élevé à 61 666 contre 61 882 et 59 797 clients respectivement au cours des années 2023 et 2022, soit un taux de croissance annuel moyen de 1,55% entre l'année 2022 et 2024.

- Le pourcentage des personnes ayant pu accéder à un premier financement dans leur vie et qui leur a été consenti par une IMF SA, par rapport au nombre total des clients financés par ces mêmes institutions, s'est établi au cours du quatrième trimestre de l'année 2024 à 14,2%, contre 13,1% au cours de la même période de l'année 2023.



2-12. L'endettement croisé des clients des institutions de microfinance:

- Le nombre des clients croisés [(IMFSA AMC) – Banques et/ou Sociétés de leasing] s'est établi au 31-12-2024 à 177 798 clients représentant 22,2% de la population active de la microfinance. Leur encours chez les banques et les sociétés de leasing s'est élevé à cette même date à 3 320 millions TND, contre 2 971 millions TND au 31-12-2023, enregistrant ainsi une augmentation de 11,7%.
- Le nombre des clients croisés (IMF SA-Banques et/ou sociétés de leasing) s'est établi au 31-12-2024 à 144 819 clients contre 132 839 une année auparavant. L'encours de cette population s'est élevé au 31-12-2024 à environ 2847 millions TND et à 730 millions TND respectivement auprès des banques et des IMF SA.
- L'analyse des données des AMC arrêtées

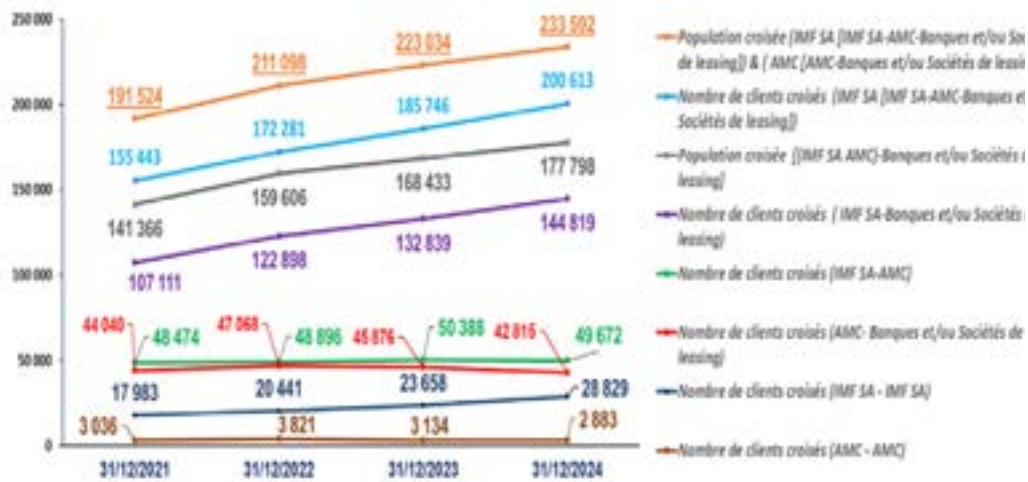
par la BTS au 31-12-2024 et déclarées à la centrale des risques de la microfinance (CRM), a permis de faire ressortir les constats suivants :

- ✓ 49 672 clients représentant 19,4 % des clients des AMC sont en même temps des clients des IMF SA. L'encours de ces clients auprès des IMF SA s'est élevé à environ 212 millions TND.
- ✓ 42 815 clients représentant 16,7 % du total des clients des AMC, sont en même temps des clients des banques et/ou Sociétés de leasing. L'encours de ces clients auprès de ces dernières (banques et sociétés de leasing), s'est élevé à environ 613 millions TND.
- ✓ 2 883 clients représentant 1,1 % des clients des AMC sont des clients croisés (AMC-AMC). En une année, le nombre de ces clients a accusé une baisse de 8%.

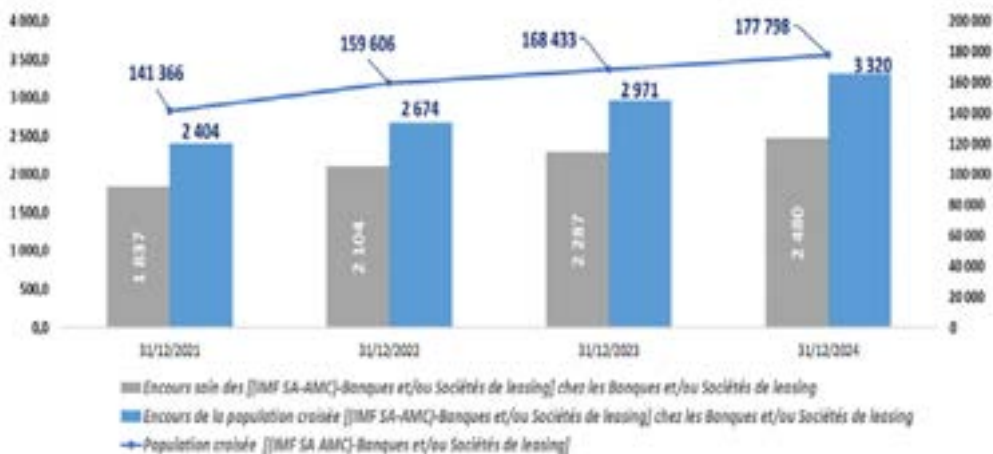
- Le nombre des clients croisés (IMF SA-IMF SA) a enregistré une augmentation en passant de 23 658 au 31-12-2023, à 28 829 clients au terme de l'année 2024. Cette

population représente au 31-12-2024, 4,8 % de l'ensemble des clients actifs des IMF SA et détient un encours de 324 millions TND soit 14,1% de celui de l'ensemble des IMF SA.

Evolution du nombre des clients croisés de la population active microfinance



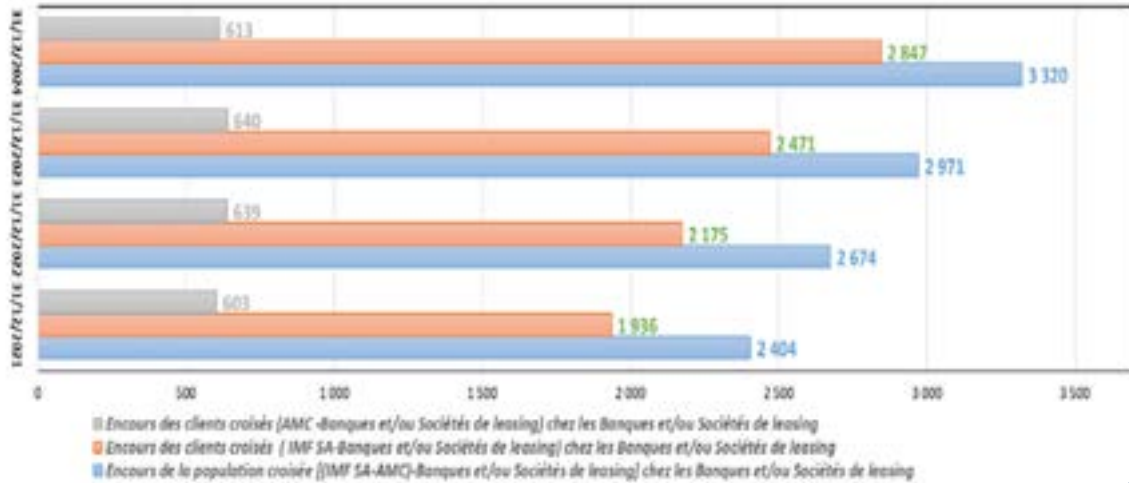
Evolution du nombre des clients croisés((IMF SA & AMC) - Banques et/ou les sociétés de leasing) et de leur encours sain auprès des banques



Evolution de l'encours des clients croisés auprès des IMF SA

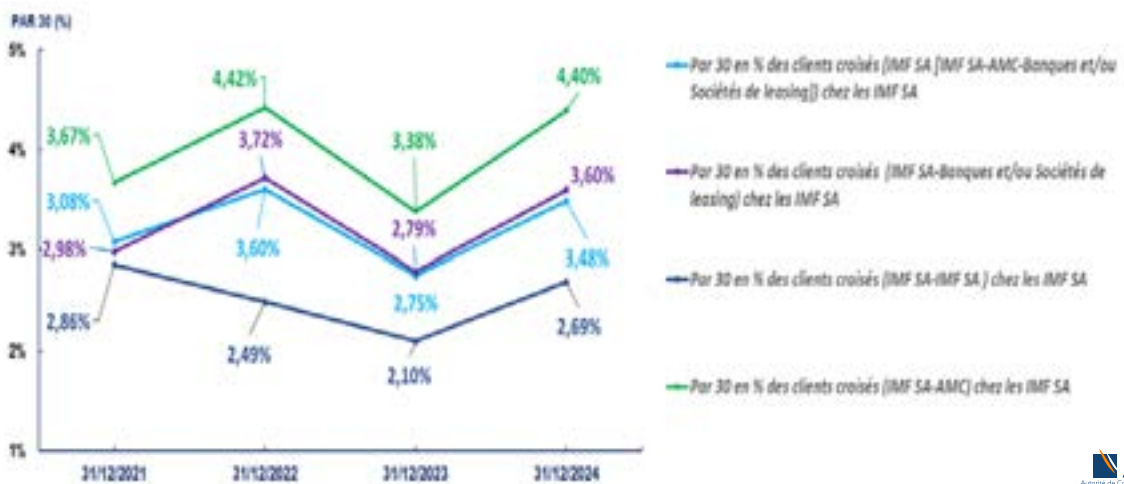


Encours des clients croisés chez les banques et/ou les sociétés de leasing en millions TND



- Au 31-12-2024, les PAR 30 des clients croisés (IMF SA-Banques et/ou Sociétés de leasing), (IMF SA -IMF SA) et (IMF SA- AMC) se sont établis respectivement chez les IMF SA à 3,60%, 2,69% et 4,40%.
- L'encours sain chez les banques et les sociétés de leasing des clients croisés (IMF SA- AMC) -Banques et/ou sociétés de leasing, est passé de 2287 millions TND au 31-2-2023 à 2480 millions TND au 31-12-2024. Toutefois, l'encours sain de ces clients croisés a représenté 74,7 % de leur encours total chez ces institutions contre 77 % une année auparavant.
- Le nombre des clients croisés (IMF SA-Banques et/ou Sociétés de leasing) ayant un retard de paiement de plus de 30 jours chez les IMF SA à fin décembre 2024 a enregistré une augmentation de 27,6% en s'établissant à 5 787 clients contre 4 534 à fin décembre 2023, représentant 4% de la population des clients croisés (IMF SA- Banques et/ou Sociétés de leasing) au 31-12-2024.
- Les PAR 30 en valeur et en pourcentage des clients croisés (IMF SA- Banques et/ou Sociétés de leasing) sont passés respectivement de 17 MD et 2,79 % au 31 décembre 2023 à 26 MD et 3,60 % au terme du mois de décembre 2024.

Evolution du PAR 30 en (%) des clients croisés des IMF SA



2-13. Données financières sur les IMF SA:

a. Principales données bilanciellles et de l'état de résultat :

- ☒ Le total des actifs des IMF SA s'est établi au 31 décembre 2024 à environ 2 462 millions TND contre 2 091 millions TND une année auparavant, enregistrant ainsi

une augmentation de 17,7%.

- ☒ Les capitaux propres des IMF SA ont atteint 541 millions TND au 31-12-2024 contre 503 millions TND au 31-12-2023, soit une augmentation de 7,6%. Une telle augmentation est imputable principalement à l'augmentation du capital social d'une IMF.

- ☒ Les passifs des IMF SA ont enregistré une croissance de 20,9 % en passant de 1 589 millions TND au 31-12-2023 à 1 921 millions TND au 31-12-2024.
- ☒ Le total des produits d'exploitation microfinance des IMF SA s'est élevé au 31-12-2024 à 564 millions TND contre 485 millions TND une année auparavant.
- ☒ Le produit net des activités microfinance est passé de 335 millions TND au 31-12-2023 à 379 millions TND au 31-12-2024.
- ☒ Le résultat d'exploitation des IMF SA

s'est établi au 31-12-2024 à 119 millions TND contre 104 millions TND une année auparavant et se compose de la somme des résultats d'exploitation bénéficiaires de six institutions, d'une valeur de 122 millions TND et du résultat d'exploitation déficitaire d'une seule IMF.

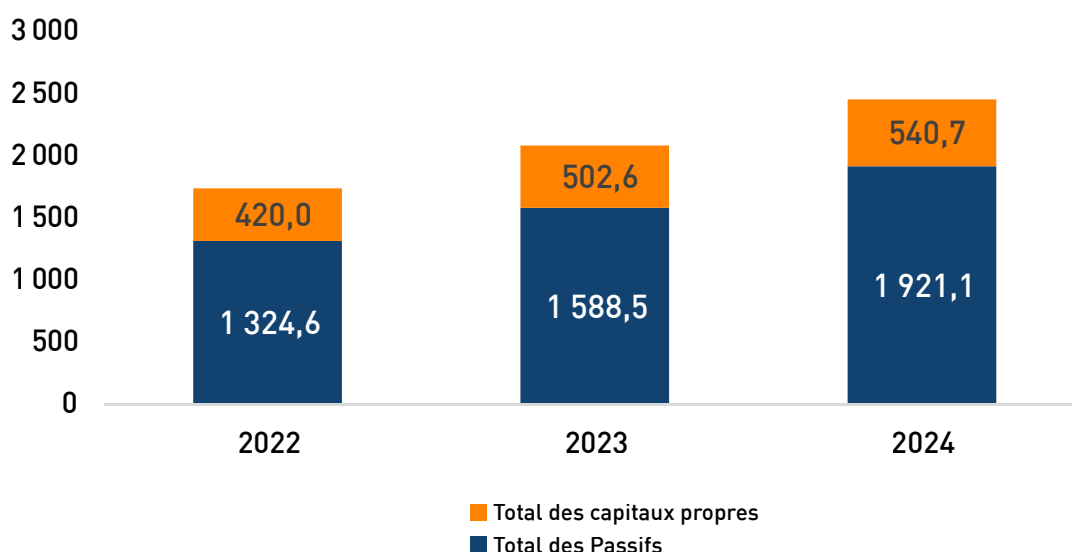
- ☒ Le résultat net consolidé des IMF SA a atteint 83 millions TND au 31-12-2024 contre 81 millions TND au 31-12-2023 enregistrant ainsi, une croissance de 2,6%.

(En millions TND)

| Données consolidées des IMF SA | Total | | | Taux de croissance | |
|---|---------|------------------------|---------|---------------------|---------------------|
| | 2022 | 2023 | 2024 | $\frac{2023}{2022}$ | $\frac{2024}{2023}$ |
| Total des Actifs | 1 744,6 | 2 091,2 ^(*) | 2 461,8 | 19,9% | 17,7% |
| Total des Passifs | 1 324,6 | 1 588,5 | 1 921,1 | 19,9% | 20,9% |
| Emprunts et ressources spéciales | 1 200,1 | 1 457,6 | 1 764,3 | 21,5% | 21,0% |
| Concours bancaires | 1,8 | 4,02 | 0,01 | 118,5% | -99,7% |
| Total des capitaux propres | 420,0 | 502,6 | 540,7 | 19,7% | 7,6% |
| Total des produits d'exploitation Microfinance | 448,1 | 484,6 | 564,0 | 8,1% | 16,4% |
| Total des charges d'exploitation Microfinance | 132,1 | 149,7 | 184,6 | 13,3% | 23,3% |
| Produit net des activités microfinance | 316,0 | 334,9 | 379,4 | 6,0% | 13,3% |
| Résultat d'exploitation | 98,1 | 104,0 | 119,0 | 6,07% | 14,4% |
| Résultat de l'exercice | 82,6 | 81,2 | 83,3 | -1,63% | 2,5% |

(*) : Ces données ont été actualisées par rapport à celles indiquées au niveau du rapport annuel de l'ACM au titre de l'année 2023 suite à la correction de certaines rubriques des états financiers réalisée par une IMF.

Structure financière consolidée des IMF SA du secteur de 2022 à 2024



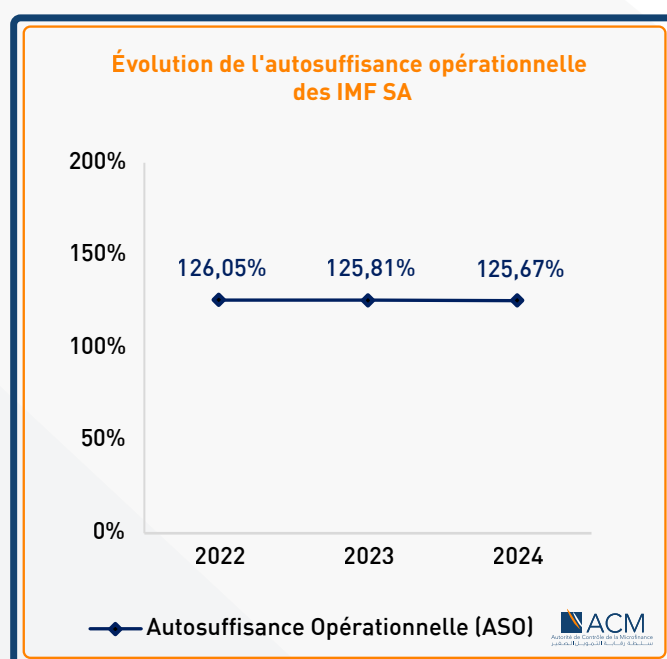
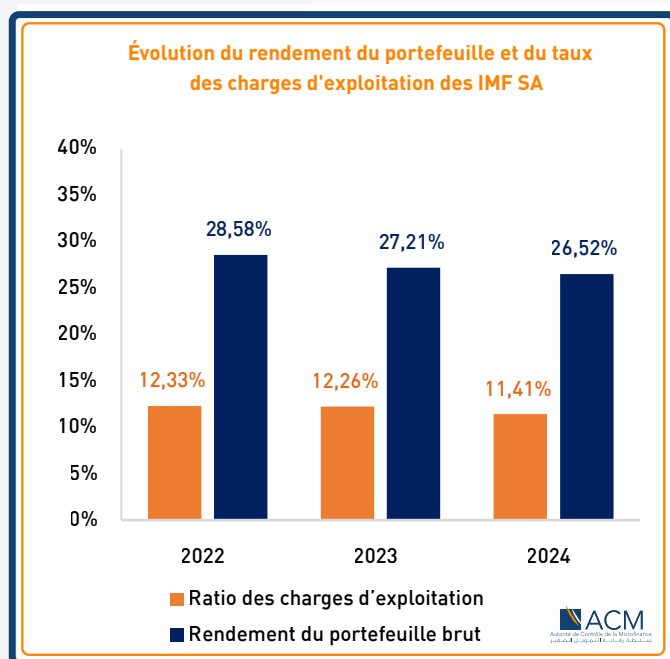
b. Indicateurs financiers des IMF SA

- Le ratio de rentabilité des actifs (ROA) s'est élevé à 3,47 % au 31/12/2024, contre 4,16 % au 31/12/2023.
- Au terme de l'année 2024, le ratio de rentabilité des fonds propres (ROE) a atteint

15,89 % contre 16,23 % à la fin de l'année 2023.

- Au 31 décembre 2024, le ratio d'autosuffisance opérationnelle (ASO) s'est établi à 125,67% contre 125,81 % à la fin de l'année 2023.

| Indicateurs financiers des IMF SA | Année | | |
|--|---------|---------|---------|
| | 2022 | 2023 | 2024 |
| Rendement des Fonds Propres (ROE) ⁴ | 21,82% | 16,23% | 15,89% |
| Rendement des Actifs (ROA) ⁵ | 4,85% | 4,16% | 3,47% |
| Autosuffisance Opérationnelle (ASO) ⁶ | 126,05% | 125,81% | 125,67% |
| Coefficient d'exploitation ⁷ | 60,06% | 64,19% | 62,74% |
| Ratio des Charges d'exploitation ⁸ | 12,33% | 12,26% | 11,41% |
| Rendement du portefeuille brut ⁹ | 28,58% | 27,21% | 26,52% |



c. Ratio de solvabilité des IMF SA

- Le ratio de solvabilité consolidé des IMF SA

est passé de 27,65 % en 2022 à 24,05 % en 2024.

| IMF SA | Année | | |
|---|-----------|-----------|-----------|
| | 2022 | 2023 | 2024 |
| Ratio de solvabilité (%) | 27,65% | 26,46% | 24,05% |
| Fonds propres nets (En milliers TND) | 452 297 | 517 062 | 563 947 |
| Actifs pondérés en fonction des risques (En milliers TND) | 1 635 995 | 1 954 410 | 2 345 204 |

⁴ Rendement des Fonds Propres (ROE) : résultat net de l'exercice / moyenne des fonds propres

⁵ Rendement des Actifs (ROA) : résultat net de l'exercice / moyenne des actifs

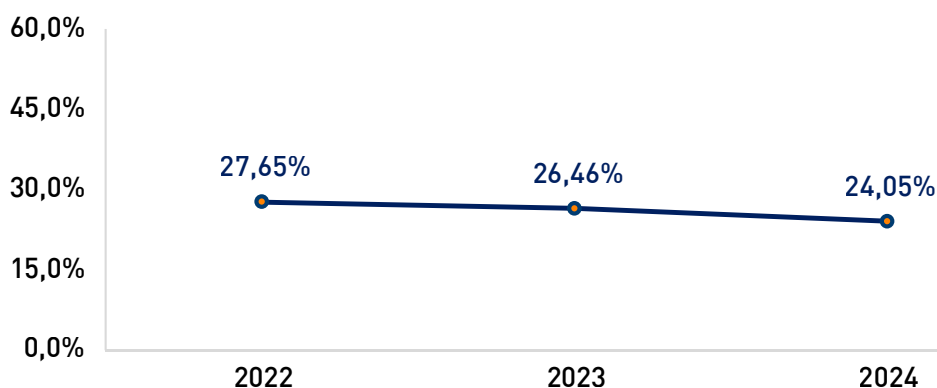
⁶ Autosuffisance Opérationnelle (ASO) : produits d'exploitation de microfinance / (charges d'exploitation de microfinance + dotations aux provisions pour créances douteuses + frais de personnel + charges générales d'exploitation + dotations aux amortissements sur immobilisations)

⁷ Coefficient d'exploitation : (Charges générales d'exploitation + Frais de personnel + Dotations aux amortissements sur immobilisations) / Produit net des activités de microfinance

⁸ Ratio des charges d'exploitation : (charges générales d'exploitation + frais de personnel + dotations aux amortissements sur immobilisations) / encours brut moyen

⁹ Rendement du portefeuille brut : (intérêts et revenus assimilés + commissions) / encours brut moyen.

Évolution du ratio de solvabilité calculé sur la base des fonds propres nets des IMF SA



2-14. IMF-SA : Données non financières

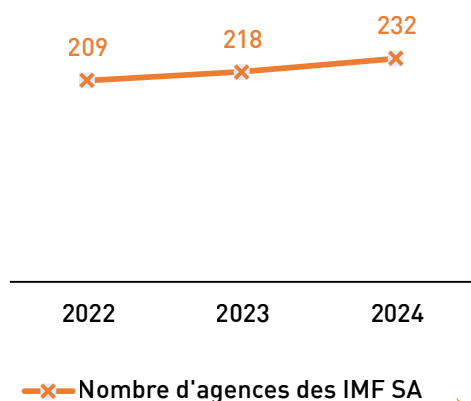
- Au terme de l'année 2024, le nombre des agences des IMF SA est passé à 232 contre 218 agences une année auparavant.
- Environ 46% des agences des IMF SA relèvent du réseau d'Enda Tamweel.
- Le nombre moyen des clients actifs par agence d'une IMF SA s'est élevé au 31 décembre 2024 à 2 704 contre 2555 et 2637 clients respectivement

au terme des années 2022 et 2023.

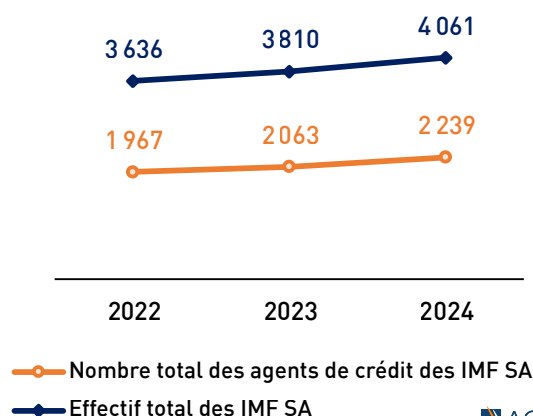
- L'effectif total des IMF SA s'est accru en une seule année de 6,6 % en passant de 3 810 agents au terme de l'année 2023 à 4 061 à fin 2024, dont 50% sont des employés d'Enda Tamweel.
- Durant la période (2022-2024), le nombre total des agents de crédit des IMF SA a enregistré un taux d'accroissement moyen de 6,7% en passant de 1 967 à fin 2022 à 2 239 à fin 2024.

| | Année | | |
|---|---------|---------|---------|
| | 2022 | 2023 | 2024 |
| Nombre d'agences des IMF SA | 209 | 218 | 232 |
| Nombre des clients actifs des IMF SA (Avec doublons) | 533 983 | 574 954 | 627 362 |
| Nombre moyen des clients actifs par agence | 2 555 | 2 637 | 2 704 |
| Effectif total des IMF SA | 3 636 | 3 810 | 4 061 |
| Nombre total des agents de crédit des IMF SA | 1 967 | 2 063 | 2 239 |

Évolution du nombre d'agences des IMF SA



Évolution de l'effectif des IMF SA



U.A.T
UNION AUDIT TUNISIE اتحاد المراجعة التونسي

Société d'expertise comptable inscrite
au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie
67, Av Alain Savary- Bloc B 4ème étage - 1082 Tunis
Tél : +216.71.78.72.33 – Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS ARRÊTÉS AU 31/12/2024



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير



SOMMAIRE

- RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS
- ANNEXES :
 - 1- BILAN AU 31/12/2024
 - 2- ETAT DE RÉSULTAT
 - 3- ETAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
 - 4- NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

U.A.T

UNION AUDIT TUNISIE اتحاد المراجعة التونسي

Société d'expertise comptable inscrite
au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie

67, Av Alain Savary- Bloc B 4^{ème} étage - 1082 Tunis

Tél : +216.71.78.72.33 – Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

*Messieurs les membres du conseil d'administration
de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance ACM*

I. Rapport sur l'audit des états financiers

1- Opinion

En exécution du mandat de commissariat aux comptes que vous nous avez confié, nous avons effectué l'audit des états financiers de *l'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM »* qui comprennent le bilan arrêté au **31 décembre 2024**, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers, annexés au présent rapport, font apparaître un total net du bilan de : **5 942 881 DT** et un résultat bénéficiaire de : **1 135 436 DT**.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de *l'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM »* au 31 décembre 2024, ainsi que de sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises

2- Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA) applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'établissement conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3- Rapport annuel de gestion

La responsabilité du rapport annuel de gestion incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

Conformément à la réglementation en vigueur, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de l'ACM dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Le contrôle de ce rapport ne soulève pas de remarques particulières.

4- Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'établissement ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'établissement.

5- Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'établissement à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut

raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

Conformément à la réglementation en vigueur, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'ACM. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration.

Nous signalons que notre examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation et présentation des états financiers n'a pas révélé d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion. Un rapport comportant nos remarques, observations et conclusions relatives au contrôle interne et aux procédures a été remis à la direction Générale de l'ACM.

Tunis le, 27 Août 2025

P/ UAT
Abdellatif ABBES



U.A.T

UNION AUDIT TUNISIE اتحاد المراجعة التونسي

**Société d'expertise comptable inscrite
au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie**

67, Av Alain Savary- Bloc B 4^{ème} étage - 1082 Tunis

Tél : +216.71.78.72.33 – Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

**Messieurs les membres du conseil d'administration
de l'Autorité de Contrôle de la Micro finance ACM**

Messieurs,

Dans le cadre de la mission de commissariat aux comptes de l'ACM qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous vous communiquons ci-dessous les conventions et opérations conclues avec les membres du conseil d'administration.

Notre responsabilité consiste à nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation desdites conventions ou opérations et de leur correcte traduction, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été communiquées et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I- Conventions avec les membres du conseil d'administration

➤ Convention avec la Banque Centrale de Tunisie

Le 13/05/2015, l'ACM a conclu un protocole d'accord avec la Banque Centrale de Tunisie qui a pour objet :

- La définition d'un cadre de coopération entre les parties en vue de mettre en place la centrale des risques de la microfinance
- L'hébergement physique et virtuel de cette centrale à la BCT
- L'échange de données entre la BCT et l'ACM dans la limite des textes législatifs et réglementaires permettant à chacune d'elles de réaliser ses missions

Selon ce protocole d'accord, toutes les prestations fournies par la Banque Centrale sont fournies gratuitement, toutefois, l'ACM supportera :

- L'achat, l'installation, la maintenance et la désinstallation de tout équipement nécessaire à l'accomplissement des prestations des parties.
- Le paiement de tout service rendu par des tiers et liés à l'administration du service.

- Les frais, redevances et coûts liés au raccordement de la Centrale des risques de la microfinance avec les institutions de microfinance.

Voici la liste des principales conventions ou opérations pour lesquelles l'ACM assume une charge financière :

1- Le contrat de maintenance des équipements informatiques de la Centrale des Risques de la Microfinance

Ce contrat conclu entre la BCT et la société Tunisie Electronique, a été signé initialement le 22/02/2012 et mis à jour par les avenants du 02/03/2015 (n°1), du 20/02/2018 (n°2) et du 03/10/2018 (n°3).

Le coût relatif au dit contrat est supporté à hauteur d'un tiers (1/3) par l'ACM et deux tiers (2/3) par la BCT et s'élève à 17.861,588 DT TTC par an depuis le 03/10/2018. Une majoration de 3% par an est prévue à compter de la quatrième année.

La dernière facture adressée à l'ACM, datée du 15 septembre 2022 et couvrant la période du 3 juillet 2020 au 2 octobre 2022, s'élève à 40.188,573 DT TTC. Celle-ci a été réglée en octobre 2023.

Nous signalons qu'aucune facture n'a été reçue depuis lors. La charge sur l'exercice 2024 est estimée à 19.141,448 DT TTC.

2- Migration de la plateforme SAS Analytics Pro vers SAS Office Analytics

Par courrier daté du 21 octobre 2022, la BCT a informé l'ACM que la répartition des coûts s'effectuerait de la manière suivante : un tiers (1/3) à la charge de l'ACM et deux tiers (2/3) à la charge de la BCT. La part incombant à l'ACM s'élève à 36.516 DT TTC. Ce montant a été enregistré dans la comptabilité à la fin de l'année 2022.

Cependant, l'ACM est toujours en attente de la réception de la facture définitive pour procéder au règlement.

3- Frais de renouvellement de la licence SAS Office Analytics

Par courrier daté du 29 août 2022, la Banque Centrale de Tunisie a réclamé à l'ACM le règlement des frais de renouvellement de la licence SAS Office Analytics pour la période du 30 septembre 2021 au 29 septembre 2022, s'élevant à 25.100 DT TTC.

L'ACM a contesté cette demande, estimant ne pas avoir bénéficié des services de cette plateforme durant ladite période. Par courrier daté du 21 octobre 2022, la Banque Centrale de Tunisie a proposé de surseoir au paiement de ces frais et a confirmé que les frais d'exploitation de la licence ne seraient facturés à l'ACM qu'après l'achèvement des travaux de connexion de l'ACM.

À ce jour, l'ACM est toujours en attente de la réception d'une facture pour le règlement des frais, étant donné que la connexion à la plateforme a été achevée depuis octobre 2022.

II- REMUNERATION DES DIRIGEANTS

➤ Jetons de présence

Les jetons de présence servis par référence à l'arrêté du ministère des finances en date du 16 juin 2016 se sont élevés à 20 400 DT au titre de l'exercice 2024.

➤ Rémunération du Directeur Général

La rémunération du directeur général est fixée par arrêté du président du gouvernement en date du 9 mars 2016 et comprend les éléments suivants :

- Eléments de salaire :

| Elément | Montant |
|-------------------------|---------|
| Salaire de base | 900 DT |
| Prime de logement | 200 DT |
| Prime de responsabilité | 3795 DT |

De plus, le directeur général bénéficie d'une indemnité familiale fixée conformément à la législation en vigueur.

- Avantage en nature :

Le directeur Général bénéficie des avantages suivants :

- ✓ Un quota de carburant fixé à 500 litres par mois ;
- ✓ Recharge téléphonique pour 120 dinars par trimestre ; et
- ✓ Une voiture de fonction

Les obligations et engagements de l'ACM envers son Directeur Général, tel qu'ils ressortent des états financiers pour l'exercice clos le 31/12/2024, se présentent comme suit :

| Eléments | Charges de l'exercice | Passif au 31/12/2024 |
|-----------------------|-----------------------|----------------------|
| Salaire et indemnités | 58 828 DT | 0 |
| Avantage en nature | 16 730 DT | 0 |
| TOTAL | 75 558 DT | 0 |

En dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions et opérations spécifiques.

Tunis le, 27 août 2025

P/ UAT
Abdellatif ABBES



ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE CLOS

LE 31/12/2024



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

BILAN Actifs

Exercice clos le 31 décembre 2024
(Chiffres exprimés en dinars)

| Libellé | Note N° | 31-déc-2024 | 31-déc-2023 |
|---|---------|------------------|------------------|
| Actifs non courants | | | |
| Actifs immobilisés | | | |
| Immobilisations incorporelles | 4.1.1 | 1 546 245 | 1 338 109 |
| <i>Moins : amortissements immobilisations incorporelles</i> | | (1 233 574) | (1 165 026) |
| Immobilisations incorporelles | | 312 671 | 173 083 |
| Immobilisations corporelles | 4.1.1 | 500 320 | 479 548 |
| <i>Moins : amortissements immobilisations corporelles</i> | | (462 186) | (436 451) |
| Immobilisations corporelles | | 38 134 | 43 097 |
| Immobilisations financières | | - | - |
| <i>Moins : amortissements immobilisations financières</i> | | - | - |
| Immobilisations financières | | - | - |
| Total des actifs immobilisés | | 350 804 | 216 180 |
| Autres Actifs Non Courant | | - | - |
| Total des actifs non courants | | 350 804 | 216 180 |
| Actifs courants | | | |
| Clients et compte rattachés | | - | - |
| Divers actifs courants | 4.1.2 | 305 261 | 267 019 |
| <i>Moins : provisions</i> | | (40 117) | - |
| Autres actifs courants | | 265 144 | 267 019 |
| Placements et autres actifs financiers | 4.1.3 | 5 100 000 | 4 000 000 |
| Liquidités et équivalents de liquidités | 4.1.4 | 226 933 | 149 991 |
| Total des actifs courants | | 5 592 077 | 4 417 010 |
| TOTAL DES ACTIFS | | 5 942 881 | 4 633 189 |

BILAN

Capitaux Propres & Passifs

Exercice clos le 31 décembre 2024
(Chiffres exprimés en dinars)

| Libellé | Note N° | 31-déc-2024 | 31-déc-2023 |
|--|---------|------------------|------------------|
| Capitaux propres | | | |
| Fonds de dotation | | - | - |
| Subventions d'investissement nettes | 4.1.5 | 301 858 | 150 450 |
| Résultats reportés | | 3 983 416 | 3 131 016 |
| Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice | | 4 285 274 | 3 281 466 |
| Résultat de l'exercice | | 1 135 436 | 852 400 |
| Total des capitaux propres avant affectation | | 5 420 710 | 4 133 867 |
| Passifs | | | |
| Passifs non courants | | | |
| Autres passifs financiers | | | |
| <i>Provisions pour risques et charges</i> | 4.1.6 | 95 213 | 83 820 |
| Total des passifs courants | | 95 213 | 83 820 |
| Passifs courants | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 4.1.7 | 2 185 | 483 |
| Autres passifs courants | 4.1.8 | 424 773 | 415 019 |
| Concours bancaires et autres passifs financiers | | - | - |
| Total des passifs courants | | 426 958 | 415 502 |
| Total des passifs | | 522 171 | 499 322 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES & DES PASSIFS | | 5 942 881 | 4 633 189 |

ETAT DE RESULTAT

Exercice clos le 31 décembre 2024
(Chiffres exprimés en dinars)

| Libellé | Note N° | 31-déc-2024 | 31-déc-2023 |
|--|---------|------------------|------------------|
| Produits d'exploitation | | | |
| Contributions IMF | 4.2.1 | 2 793 497 | 2 369 517 |
| Pénalité de retard sur contribution | | | |
| Subventions d'exploitation | 4.2.2 | - | |
| Autres produits d'exploitation | 4.2.3 | 56 728 | 60 071 |
| Total des produits d'exploitation | | 2 850 225 | 2 400 998 |
| Charges d'exploitation | | | |
| Achats divers consommés | 4.2.4 | 35 416 | 35 373 |
| Charge du personnel | 4.2.5 | 1 498 435 | 1 389 387 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 4.2.6 | 134 399 | 50 397 |
| Autres charges d'exploitation | 4.2.7 | 500 970 | 457 306 |
| Total des charges d'exploitation | | 2 169 221 | 1 932 463 |
| Résultat d'exploitation | | 681 004 | 497 124 |
| Charges financières nettes | | - | - |
| Produits des placements | 4.2.8 | 453 870 | 355 266 |
| Autres gains ordinaires | 4.2.9 | 561 | 10 |
| Autres pertes ordinaires | | - | - |
| Résultat des activités ordinaires avant impôt | | 1 135 436 | 852 400 |
| Impôt sur les bénéfices | | - | - |
| Résultat des activités ordinaires après impôt | | 1 135 436 | 852 400 |
| Éléments extraordinaires (Gains/pertes) | | - | - |
| Résultat net de l'exercice | | 1 135 436 | 852 400 |
| Effets des modifications comptables | | - | - |
| Résultats après modifications comptables | | 1 135 436 | 852 400 |

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

Exercice clos le 31 décembre 2024
(Chiffres exprimés en dinars)

| Libellé | Note 4.3 | 31-déc-2024 | 31-déc-2023 |
|--|----------|-------------------|-------------------|
| Flux de trésorerie liés à l'exploitation | | | |
| Résultat net de l'exercice | | 1 135 436 | 852 400 |
| Ajustement pour : | | | |
| - Amortissements et provisions | | 145 792 | 80 431 |
| - Quote-part des subventions d'investissement inscrites au résultat | | (56 728) | (20 067) |
| Variation des : | | | |
| - créances | | (40 117) | - |
| - autres actifs | | (38 242) | (116 823) |
| - fournisseurs et autres dettes | | 51 573 | (21 851) |
| Plus ou moins-values de cession | | - | - |
| Transfert de charges | | - | - |
| Flux de trésorerie affectés à l'exploitation | | 1 197 713 | 774 090 |
| Flux de trésorerie liés à l'investissement | | | |
| Décassements provenant d'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles | | -20771 | -32 759 |
| Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles | | - | - |
| Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations Financières | | - | - |
| Encaissements provenant de la cession d'immobilisations Financières | | - | - |
| Décassements provenant d'acquisition d'autres actifs non courants | | - | - |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements | | -20771 | -32 759 |
| Flux de trésorerie liés au financement | | | |
| Subvention d'investissement encaissée | | 0 | |
| Placements nets (Souscriptions nettes des remboursements) | | -1 100 000 | -1 300 000 |
| Remboursement d'emprunts | | - | - |
| Flux de trésorerie affectés aux activités de financement | | -1 100 000 | -1 300 000 |
| Variation de trésorerie | | 76 942 | (558 669) |
| Trésorerie au début de l'exercice | | 149 991 | 708 660 |
| Trésorerie à la clôture de l'exercice | | 226 933 | 149 991 |

**NOTES AUX
ÉTATS FINANCIERS**
EXERCICE CLOS
LE 31/12/2024



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| I. Présentation de l'ACM..... | 3 |
| II. Respect des normes comptables tunisiennes | 4 |
| III. Les bases de mesure et méthodes comptables pertinentes | 4 |
| 3.1 _ Règles de prise en compte des produits..... | 4 |
| 3.1.1_ Règles de prise en compte des contributions..... | 4 |
| 3.1.2_ Règles de prise en compte des revenus de placements financiers | 4 |
| 3.2 _ Les subventions d'investissement..... | 5 |
| 3.3 _ Les subventions d'exploitation..... | 5 |
| 3.4 _ Valeurs Immobilisées | 5 |
| 3.5 _ Les charges à répartir | 6 |
| 3.6 _ Provisions pour indemnités de départ à la retraite..... | 6 |
| 3.7 _ Régime fiscal de l'ACM | 6 |
| IV. Notes aux états financiers | 7 |
| 4.1 _ Notes sur le bilan..... | 7 |
| 4.1.1_ Immobilisations corporelles & incorporelles..... | 7 |
| 4.1.2_ Divers Actifs courants..... | 8 |
| 4.1.3_ Placements et autres actifs financiers..... | 9 |
| 4.1.4_ Liquidités et équivalents de liquidités | 9 |
| 4.1.5_ Capitaux propres | 10 |
| 4.1.6_ Provisions pour départ à la retraite | 10 |
| 4.1.7_ Fournisseurs et comptes rattachés..... | 11 |
| 4.1.8_ Autres passifs courants | 11 |
| 4.2 _ Notes sur l'état de résultat..... | 12 |
| 4.2.1_ Contribution des IMF..... | 12 |
| 4.2.3. Autres produits d'exploitation | 12 |
| 4.2.4. Achats divers consommés | 12 |
| 4.2.5. Charges du personnel | 13 |
| 4.2.6. Dotations aux amortissements, aux provisions et résorptions | 13 |
| 4.2.7. Autres charges d'exploitation | 14 |
| 4.2.8. Produits des placements | 15 |
| 4.2.9. Autres gains ordinaires | 15 |
| 4.3 _ Notes sur l'état des flux de trésorerie | 15 |
| 4.4 _ Eventualités et événements survenant après la date de clôture.... | 15 |
| 4.5_ Les engagements hors Bilan | 15 |

I. Présentation de l'ACM

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM » est créée par l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014

Les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance sont fixées par le décret n°2012-2128 du 28 septembre 2012

L'ACM est chargée :

- D'instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos,
- D'informer les institutions de microfinance des décisions d'autorisation prises par le ministre des finances,
- De contrôler sur pièces et sur place les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité,
- De désigner un administrateur provisoire pour l'institution de microfinance selon des conditions fixées par décision du ministre des finances,
- De prononcer des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 susvisé et de ses textes d'application,
- De prononcer des pénalités, en cas de non-respect des dispositions du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance et de ses textes d'application, payables au profit du trésor public. Leurs montants sont fixés par arrêté du ministre des finances,
- De proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions,
- De mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande, elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations,
- D'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance,
- D'accorder un agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités conformément aux conditions fixées par le décret n°2022-767 du 19 octobre 2022 portant organisation de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralités,
- De contrôler sur pièces et sur place les sociétés prestataires en « Crowdfunding » en dons et libéralités dans le but de s'assurer de la conformité de leur activité aux dispositions de la loi et ses textes d'application ainsi qu'aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
- De procéder au retrait de l'agrément pour l'exercice de l'activité de « Crowdfunding » en dons et libéralité en cas notamment d'incapacité du titulaire de l'agrément à continuer à répondre

aux conditions sur la base desquelles l'agrément a été accordé ou en cas de son non-respect de la législation ou la réglementation en vigueur.

II. Respect des normes comptables tunisiennes

Les états financiers de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, ont été établis et présentés conformément aux méthodes comptables prévues par les normes comptables tunisiennes et dans le respect des hypothèses sous-jacentes (la continuité d'exploitation et la comptabilité d'engagement) ainsi que les conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière.

En matière de présentation, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a opté pour l'établissement de l'état de résultat selon le modèle autorisé et de l'état des flux de trésorerie selon le modèle autorisé. Les chiffres présentés sont exprimés en Dinars Tunisiens (DINARS).

En matière d'information, des détails des comptes et des informations complémentaires sont présentés dans les notes aux états financiers.

III. Les bases de mesure et méthodes comptables pertinentes

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués par référence à la convention comptable du coût historique.

3.1 _ Règles de prise en compte des produits

3.1.1_ Règles de prise en compte des contributions

Les revenus provenant des contributions annuelles perçues par l'autorité de contrôle de la microfinance sur les institutions de microfinance sont pris en compte en résultat de façon à les rattacher à l'exercice au cours duquel ils sont encourus, sauf si leur encaissement effectif n'est pas raisonnablement assuré.

En application des dispositions de l'article premier du Arrêté du ministre des finances du 9 février 2016, fixant les taux et les modalités de perception de la contribution des institutions de microfinance revenant à l'autorité de contrôle de la microfinance et prévue à l'article 48 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, le taux de la contribution annuelle perçue par l'autorité de contrôle de la microfinance sur les institutions de microfinance au titre de leurs participations aux ressources de ladite autorité est fixé à 1,25‰ (1,25 pour mille) du total brut du bilan relatif à l'exercice comptable expiré et sans que le montant de la contribution annuelle de chaque institution de microfinance sous forme de société anonyme ne soit inférieure à 60 000DT (60 mille dinars).

La contribution perçue sur les institutions de microfinance agréées au cours d'année civile, sera calculée au prorata de la période restant à courir de l'année.

3.1.2_ Règles de prise en compte des revenus de placements financiers

Les revenus des placements englobent principalement les intérêts. Ils sont constatés en produits dès qu'ils sont acquis même s'ils ne sont pas encore encaissés.

Les intérêts courus à la date de clôture de l'exercice constituent des produits à recevoir à enregistrer en produits.

3.2 _ Les subventions d'investissement

Elles sont constituées par les subventions publiques reçues en numéraires et par les subventions en nature reçues de la « GIZ » et « ADA ». Celles-ci sont évaluées à la valeur vénale des actifs sur la base des factures correspondantes.

Les subventions d'investissement relatives à des actifs amortissables, sont prises en compte dans les résultats pendant les exercices où sont constatées les charges d'amortissement liées à ces actifs, et ce proportionnellement à ces charges d'amortissement.

3.3 _ Les subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation reçues de l'Etat sont destinées à couvrir les charges d'exploitation. Elles sont comptabilisées en « produits » au cours de l'exercice qui enregistre ces charges.

A la fin de l'année, considérant l'hypothèse que l'excédent non utilisé de la subvention afférente à une année devra être imputé sur le budget de ou des année (s) suivante (s) (il n'est donc ni restituable, ni acquis définitivement au titre de l'année de référence), et conformément à la convention de rattachement des charges aux produits, la partie non utilisée d'une subvention afférente à une année considérée est reportée à l'exercice suivant. A cet effet, la partie non utilisée est déduite des produits de cette année et est comptabilisée dans un compte de passif «subventions reçues d'avance».

Par hypothèse, la partie non utilisée est calculée par la différence entre (1) les produits provenant des subventions d'exploitation majorés de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice et (2) le total des charges de l'exercice, y compris les charges d'amortissement et de provision.

3.4 _ Valeurs Immobilisées

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par l'ACM figurent aux actifs pour leur coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.

Les durées de vie utiles des principales catégories d'immobilisations de l'ACM, converties en taux d'amortissement se présentent comme suit :

| Catégories d'immobilisations | Taux D'amortissement |
|------------------------------|----------------------|
| Site Web | 33% |
| Licences | 33% |
| Logiciels | 33% |
| Centrale des risques | 33% |
| Matériel de transport | 20% |
| Equipements de bureau | 10% et 20% |
| Equipements de cuisine | 20% |
| Matériels informatiques | 33% |

3.5 _ Les charges à répartir

Les charges à répartir sont les charges engagées au cours d'un exercice, dans le cadre d'opérations spécifiques, ayant une rentabilité globale démontrée et dont la réalisation est attendue au cours des exercices ultérieurs.

Les charges à répartir sont portées à l'actif du bilan en autres actifs non courants dans la mesure où il est établi qu'elles ont un impact bénéfique sur les résultats futurs et qu'il est probable que les activités futures permettront de récupérer les montants engagés. Ils sont résorbés sur une durée maximale de trois ans, à partir de l'exercice de leur constatation.

3.6 _ Provisions pour indemnités de départ à la retraite

Une provision pour avantages du personnel est comptabilisée par l'ACM pour faire face aux engagements correspondants à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles (six mensualités) auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite.

Elle résulte d'un calcul effectué selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (prévue par la Norme Comptable Internationale IAS 19, Avantages du personnel, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie) qui prend en considération notamment le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation financière.

3.7 _ Régime fiscal de l'ACM

Le régime fiscal de l'ACM est précisé par la lettre reçue de la Direction Générale des Etudes et Législation Fiscale (DGELF) en date du 08/01/2013 qui énonce que :

- En matière d'impôts sur les bénéfices : L'ACM se trouve hors champs d'application de l'impôt sur les sociétés conformément à l'article 45 du code de l'IRPP et de l'IS, Cependant, elle applique une retenue à la source conformément aux dispositions des articles 52 et 53 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.
- En matière de TVA : Les opérations réalisées par l'ACM ne sont pas soumises à la TVA. Toutefois, les acquisitions de l'ACM sont soumises à la TVA selon les taux en vigueur et elle applique une retenue à la source au taux de 25% du montant de la TVA conformément à l'article 19 bis du code de la TVA.

IV. Notes aux états financiers

4.1 _ Notes sur le bilan

4.1.1_ Immobilisations corporelles & incorporelles

| Désignation | Valeurs Brutes 31 Décembre 2023 | Acquisitions/ ajouts 2024 | Cession Reclassement 2024 | Valeurs Brutes 31 Décembre 2024 | Dotations 2024 | Régl Amortis antérieurs | Amortissement cumulé 31 Décembre 2024 | VCN 31 Décembre 2024 |
|---|---------------------------------------|------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|-------------------|-------------------------------|---|----------------------------|
| Immobilisations incorporelles | | | | | | | | |
| Logiciels | 48 191 | | | 48 191 | 12 926 | - | 39 360 | 8 831 |
| Site Web | 35 575 | | - | 35 575 | - | - | 35 575 | - |
| Licence | 34 132 | | - | 34 132 | 6 038 | - | 28 494 | 5 639 |
| Centrale des risques ⁽¹⁾ | 1 165 795 | | - | 1 165 795 | 49 583 | - | 1 075 730 | 90 065 |
| Logiciels subventionnés par la GIZ | 54 416 | | - | 54 416 | - | - | 54 416 | - |
| Immo incorp en cours : Plateforme Gestion des Réclamations Subventionnés par ADA ⁽²⁾ | - | 208 136 | | 208 136 | - | - | - | 208 136 |
| Total des immobilisations incorporelles | 1 338 109 | 208 136 | - | 1 546 245 | 68 548 | - | 1 233 574 | 312 671 |
| Immobilisations corporelles | | | | | | | | |
| Matériel de transport | 94 460 | - | - | 94 460 | - | - | 94 460 | - |
| Equipement de bureau | 35 327 | | - | 35 327 | 1 835 | - | 27 964 | 7 363 |
| Equipement de cuisine | 92 | | - | 92 | - | - | 92 | - |
| Matériel informatique | 61 999 | 20 772 | | 82 771 | 17 442 | - | 55 657 | 27 114 |
| Centrale des risques | 92 304 | | - | 92 304 | - | - | 92 304 | - |
| Matériel de transport subventionné par la GIZ | 52 546 | | - | 52 546 | - | - | 52 546 | - |
| Equipements de bureau subventionné par la GIZ | 40 233 | | - | 40 233 | 716 | - | 39 646 | 587 |
| Equipements de cuisine subventionnée par la GIZ | 1 757 | | - | 1 757 | - | - | 1 757 | - |
| Matériels informatique subventionnés par la GIZ | 100 829 | | - | 100 829 | 5 741 | - | 97 760 | 3 070 |
| Total des immobilisations corporelles | 479 548 | 20 772 | - | 500 320 | 25 735 | - | 462 186 | 38 134 |
| Total des immobilisations incorporelles et corporelles | 1 817 657 | 228 908 | - | 2 046 565 | 94 283 | - | 1 695 760 | 350 804 |

(1) Centrale des risques

Conformément à l'article 43 du Décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, l'ACM a mis en place en 2015 un système de centralisation des risques du secteur de la microfinance.

Ce système a été financé par la GIZ et la Banque mondiale comme suit :

| Financier | Montant |
|---|------------------|
| La GIZ | 607 913 |
| La Banque Mondiale | 496 640 |
| Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM » | 61 242 |
| Total | 1 165 795 |

De même, l'ACM a conclu le 13-Mai-2015 avec la Banque Centrale de Tunisie un protocole d'accord qui a pour objet :

- La définition d'un cadre de coopération entre les parties en vue de mettre en place la centrale des risques de la microfinance ;
- L'hébergement physique et virtuel de cette centrale à la BCT ;
- L'échange de données entre la BCT et l'ACM dans la limite des textes législatifs et réglementaires permettant à chacune d'elles de réaliser ses missions.

Selon ce protocole d'accord, l'ACM supportera :

- L'achat, l'installation, la maintenance et la désinstallation de tout équipement nécessaire à l'accomplissement des prestations des parties ;
- Le paiement de tout service rendu par des tiers et liés à l'administration du service ;
- Les frais, redevances et coûts liés au raccordement de la Centrale des risques de la microfinance avec les institutions de microfinance.
-

(2) Immobilisations incorporelles en cours : Plateforme Gestion des Réclamations Subventionnés par ADA

Dans le cadre du développement d'une solution digitale de traitement automatisé des réclamations destinée aux bénéficiaires de services financiers décentralisés, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance (ACM) a obtenu une subvention de la part d'ADA pour financer la conception et le développement d'une plateforme électronique dédiée. À ce stade, la solution est en phase de tests de validation technique et fonctionnelle, avec un déploiement progressif prévu après l'approbation des audits de conformité et de cybersécurité.

4.1.2_ Divers Actifs courants

Les autres actifs courants totalisent 305 261 Dinars au 31-Déc-2024 contre 267 019 Dinars au 31-Déc-2023, soit une augmentation de 38 242 Dinars.

Les autres actifs courants au 31-Déc-2024 se détaillent comme suit :

| Désignation | Note | 2024 | 2023 | Variation |
|-----------------------------|------|----------------|----------------|---------------|
| Produits à recevoir (a) | (1) | 287 644 | 248 622 | 39 022 |
| Charges constatées d'avance | (2) | 17 617 | 18 397 | (780) |
| Total | | 305 261 | 267 019 | 38 242 |
| Provision (-) | (3) | 40 117 | - | 40 117 |
| | | 265 144 | 267 019 | |

(1) Les produits à recevoir se détaillent comme suit :

| Désignation | 2024 | 2023 | Variation |
|-------------------------|----------------|----------------|--------------|
| Produits des placements | 245 746 | 206 955 | 38 791 |
| Intérêts bancaires | 1 781 | 1 549 | 232 |
| AKDI 2015-2021 | 40 117 | 40 117 | 0 |
| Total | 287 644 | 248 622 | 39 22 |

(2) Les charges constatées d'avance se détaillent comme suit :

| Désignation | 2024 | 2023 | Variation |
|-----------------------------|---------------|---------------|--------------|
| Loyer | 10 758 | 10 246 | 512 |
| Frais internet | 2092 | 3 612 | (1 520) |
| Prime d'assurance | 1 739 | 1 756 | (17) |
| Hébergement Site WEB ACM | 332 | 335 | (3) |
| Certificat SSL | 1 307 | 1 304 | 3 |
| DSU SAGE PAIE & RH | 1149 | 1 120 | 29 |
| Stock de tickets restaurant | 240 | 24 | 216 |
| Total | 17 617 | 18 397 | (780) |

(3) Cette provision fait suite à un jugement définitif rendu en appel en faveur de AKDI

4.1.3_ Placements et autres actifs financiers

Au 31 décembre 2024, les placements et autres actifs financiers s'élèvent à 5 100 000 Dinars, contre 4 000 000 Dinars au 31 décembre 2023, soit une augmentation de 1 100 000 Dinars sur l'exercice.

Ces montants correspondent à des placements de trésorerie effectués par l'ACM et dont l'échéance intervient postérieurement à la date de clôture de l'exercice. Il s'agit principalement de dépôts à terme souscrits dans le cadre de la gestion active de la trésorerie excédentaire auprès de la STB et de la BNA.

| Nature du placement | 2024 | 2023 | Variation |
|---------------------|------------------|------------------|------------------|
| Compte à terme | 5 100 000 | 4 000 000 | 1 100 000 |
| Total | 5 100 000 | 4 000 000 | 1 100 000 |

4.1.4_ Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent à 226 933 Dinars au 31-Déc-2024 contre 149 991 Dinars au 31-Déc-2023, soit une augmentation de 76 942 Dinars et se détaillent comme suit :

| Désignation | 2024 | 2023 | Variation |
|---------------------------------|----------------|----------------|---------------|
| Banque STB AGENCE MOKTHAR ATTIA | 11 829 | 4 515 | 7 314 |
| Banque STB AGENCE CITE MAHRAJEN | 214 714 | 145 388 | 69 326 |
| Caisse | 390 | 88 | 302 |
| Total | 226 933 | 149 991 | 76 942 |

4.1.5_ Capitaux propres

La situation des capitaux propres se présente au 31-Déc-2024 comme suit :

| Désignation | Fonds de dotation | Subventions d'investissement | Résultats reportés | Résultat de l'exercice | TOTAL |
|---|-------------------|------------------------------|--------------------|------------------------|------------------|
| Solde au 31-Déc-2023 | - | 150 450 | 3 131 016 | 852 400 | 4 133 867 |
| Affectation du résultat 2023 | | | 852 400 | -852 400 | - |
| Résultat de l'exercice 2024 | | | | 1 135 436 | 1 135 436 |
| Subventions acquises 2024 | - | 208 136 | | | 208 136 |
| Quote-part des subventions en résultat 2024 | | -56 728 | | | -56 728 |
| Solde au 31-Déc-2024 | - | 301 858 | 3 983 416 | 1 135 436 | 5 420 710 |

(1) Le détail des subventions d'investissement se présente comme suit :

| Désignation | Montant 31-Déc-2023 | Mouvement 2024 | Montant 31-Déc-2024 |
|--|---------------------|----------------|---------------------|
| Subvention GIZ (A) | 922 552 | - | 922 552 |
| <i>Equipements de bureaux, matériels informatiques et autres</i> | 314 639 | - | 314 639 |
| <i>Centrale des risques</i> | 607 913 | - | 607 913 |
| Subvention Banque Mondiale (B) | 496 640 | - | 496 640 |
| <i>Centrale des risques</i> | 496 640 | - | 496 640 |
| Subvention ADA (C) | | 208 136 | 208 136 |
| <i>Plateforme Gestion des réclamations</i> | | 208 136 | 208 136 |
| Subvention de l'Etat 2013 (D) | 70 000 | - | 70 000 |
| <i>Matériel de transport</i> | 50 000 | - | 50 000 |
| <i>Equipements</i> | 20 000 | - | 20 000 |
| Total des subventions d'investissements (A +B +C+D) | 1 489 192 | - | 1 697 328 |
| Quote-part des subventions d'investissements inscrites aux résultats | -1 338 741 | - 56 728 | -1 395 469 |
| Valeur nette des subventions d'investissements | 150 450 | 151 408 | 301 858 |

4.1.6_ Provisions pour départ à la retraite

Suite à la mise en application du statut particulier du personnel de l'ACM approuvé par le Décret gouvernemental n° 2016-1304 du 29 novembre 2016, l'ACM a décidé pour la première fois en 2019 de comptabiliser les passifs dus au titre des avantages postérieurs à l'emploi.

En effet, selon l'article 105 dudit statut, chaque employé a le droit à une indemnité de départ à la retraite qui correspond à six salaires.

La norme internationale IAS 19 classe cet avantage parmi les autres avantages à long terme, elle exige que le montant comptabilisé au passif pour les autres avantages à long terme soit égal au total de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Les hypothèses retenues pour le calcul de cette provision sont décrites comme suit :

- Taux annuel d'augmentation des salaires 7% ;
- Le taux d'actualisation est de 7%

| Désignation | Note | 2024 | 2023 | Variation |
|---|------|---------------|---------------|---------------|
| Provisions du personnel, indemnités de départ à la retraite | | 95 213 | 83 820 | 11 393 |
| Total | | 95 213 | 83 820 | 11 393 |

4.1.7_ Fournisseurs et comptes rattachés

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève à 2 185 Dinars au 31-Déc-2024 contre 483 Dinars au 31-Déc-2023 Soit une augmentation de 1 702 Dinars.

4.1.8_ Autres passifs courants

Les autres passifs courants s'élèvent à 424 773 Dinars au 31-Déc-2024 contre 415 019 Dinars au 31-Déc-2023, soit une augmentation de 9 754 Dinars.

Les autres passifs courants au 31-Déc-2024 se détaillent comme suit :

| Désignation | Note | 2024 | 2023 | Variation |
|--|------|----------------|----------------|--------------|
| Personnel-Rémunérations dues | | 80 167 | 73 017 | 7 150 |
| Congés à payer | | 33 597 | 30 937 | 2 660 |
| Dettes Provisionnées / Prime à payer | | 4 348 | 4 348 | - |
| Etat- Impôts et taxes | | 68 422 | 62 115 | 6 307 |
| CNRPS | | 38 138 | 61 161 | (23 023) |
| CNAM | | 10 436 | 16 727 | (6 291) |
| Assurance groupe maladie « Cotisation salariale » | | 6 056 | 6 062 | (6) |
| Assurance groupe maladie « Cotisation patronale » | | 7 198 | 7 526 | (328) |
| Assurance groupe maladie « Remboursement Personnel » | | 3 823 | 1 298 | 2 525 |
| Retenue ORANGE | | 40 | 40 | 0 |
| Charges à payer | (1) | 136 052 | 115 292 | 20 760 |
| Débiteurs & Crédeurs Divers | (2) | 36 496 | 36 496 | - |
| | | | - | |
| Total | | 424 773 | 415 019 | 9 754 |

(1) Les charges à payer se détaillent comme suit :

| Désignation | Note | 2024 | 2023 | Variation |
|--|------|----------------|----------------|---------------|
| Frais télécommunication VOIP ACCES 4TR | | 1 742 | 1 722 | 20 |
| Frais télécommunication FAST LINK 4TR | | 1 453 | 1 453 | 0 |
| Frais télécommunication Corporate VPN | | 545 | 1 089 | (544) |
| Fibre Optique du 03/12/2023 au 31/12/2023 | | 405 | 404 | 1 |
| Frais électricité | | 481 | 3 486 | (3 005) |
| Frais eau 4 TR | | 184 | 214 | (30) |
| Honoraires CAC | | 12 500 | 11 650 | 850 |
| Maintenance site WEB ACM | | 1 488 | 1 342 | 146 |
| Maintenance CRM : Lot N°01 & 02 du 27-Octobre au 31-Déc | | 16 070 | 16 070 | 0 |
| Maintenance CRM : Lot N°04 du 15-Juillet au 31-Déc | | 4 868 | 4 868 | 0 |
| Maintenance CRM : Lot N°05 du 23-octobre au 31-Déc | | 3 810 | 4 144 | (334) |
| Frais de nettoyage local | | 621 | 621 | 0 |
| Quote-part des frais en communs loyer : consommation d'électricité | | 13 038 | 10 994 | 2 044 |
| Quote-part des frais en communs loyer : nettoyage zone commune | | 3 000 | 2 750 | 250 |
| Redevance annuelle BCT - Maintenance équipement CRM | | 51 131 | 31 990 | 19 141 |
| Renouvellement Logiciel SAS Office Analytics (BCT) | (3) | 25 100 | 25 100 | 0 |
| Maintenance FIREWALL 09-10-11-12 2022 | (4) | - | (2 281) | 2 281 |
| Carburant Directeur général relatif au mois 12/2024 | | 1 264 | - | 1 264 |
| Variation de paiement des provisions intérieures | | (1 648) | (324) | (1 324) |
| Total | | 136 052 | 115 292 | 20 760 |

(2) Il s'agit de la quote-part de l'ACM du coût de la migration SAS à payer à la BCT.

(3) Pas des provisions d'accès à la plateforme SAS Office Analytics concernant l'année 2024.

(4) Charge non provisionnée en 2022 payée en 2023

4.2 _ Notes sur l'état de résultat

4.2.1_ Contribution des IMF

Au 31 décembre 2024, le secteur de la microfinance en Tunisie se composait de :

- **288 Associations de Microcrédits (AMC)** agréées dans le cadre de la loi n° 99-67 du 15 juillet 1999 relative aux microcrédits accordés par les associations dont 9 n'ont jamais exercé l'activité de microcrédit et 187 ont eu accès à un financement auprès de la BTS au cours de l'année 2024. Parmi les associations actives seulement une association est conforme aux dispositions du décret-loi n°2011-117 à savoir ASAD TAMWEEL.
- **7 sociétés anonymes. (IMF-SA)**

Les contributions des Institutions de Microfinance sous forme de société anonyme au titre de l'exercice 2023 s'élèvent à 2 780 73927 Dinars encaissées en 2024 contre 2 357 213 Dinars au titre de l'exercice 2022 encaissées en 2023.

La contribution perçue sur les IMF-SA agréées au cours de l'exercice 2024 est fixé à 1,25‰ (1,25 pour mille) **du total brut du bilan** relatif à l'exercice comptable expiré (2023) et sans que le montant de la contribution annuelle de chaque institution de microfinance sous forme de société anonyme ne soit inférieur à 60 000DT (60 mille dinars).

| IMF-SA | 2024 | 2023 | Variation |
|--|------------------|------------------|----------------|
| ENDA TAMWEEL | 1 710 520 | 1 505 218 | 205 302 |
| MICROCRED BAOBAB | 182 927 | 134 697 | 48 230 |
| CENTRE FINANCIER AUX ENTREPRENEURS " CFE " | 205 683 | 177 412 | 28 271 |
| ADVANS TUNISIE | 323 660 | 260 928 | 62 732 |
| TAYSIR MICROFINANCE | 218 441 | 151 845 | 66 596 |
| ZITOUNA TAMKEEN | 79 508 | 67 113 | 12 395 |
| EL AMEL DE MICROFINANCE | 60 000 | 60 000 | - |
| Total | 2 780 739 | 2 357 213 | 423 526 |

| IMF-AMC | 2024 | 2023 | Variation |
|--------------|---------------|---------------|------------|
| ASAD TAMWEEL | 12 758 | 12 303 | 455 |
| Total | 12 758 | 12 303 | 455 |

4.2.2. Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont nulles en 2024 et en 2023.

4.2.3. Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation, qui s'élèvent à 56 728 Dinars, sont constitués de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice. Elle correspond au montant de la dotation aux amortissements de l'année des valeurs immobilisées dont l'acquisition a été financée par la GIZ.

4.2.4. Achats divers consommés

Le solde des achats divers consommés s'élève à 35 416 Dinars en 2024 contre 35 373 Dinars en 2023, soit une augmentation 43 Dinars.

Les achats d'approvisionnements consommés se détaillent comme suit :

| Désignation | 2024 | 2023 | Variation |
|-----------------------|---------------|---------------|-----------|
| Carburant | 17 065 | 18 173 | (1 108) |
| Fournitures de bureau | 6 136 | 8 647 | (2 511) |
| Achats divers | 1 942 | 2 846 | (904) |
| Eau | 682 | 1 088 | (406) |
| Electricité | 9 591 | 4 619 | 4 972 |
| Total | 35 416 | 35 373 | 43 |

4.2.5. Charges du personnel

Les charges du personnel s'élevèrent à 1 498 435 Dinars en 2024 contre 1 389 387 Dinars en 2023, soit une augmentation de 109 048 Dinars.

Les charges du personnel se détaillent comme suit :

| Désignation | Note | 2024 | 2023 | Variation |
|------------------------------------|------|------------------|------------------|----------------|
| Salaires du personnel | | 1 191 174 | 1 079 683 | 111 491 |
| Charges sociales légales | | 220 702 | 201 631 | 19 071 |
| Provisions Prime à payer | | - | 4 348 | (4 348) |
| Avantages en nature | (5) | 39 490 | 34 453 | 5 037 |
| Congés payés | | 2 659 | 6 576 | (3 917) |
| Indemnités de départ à la retraite | | 5 525 | 26 269 | (20 744) |
| Assurance groupe maladie | | 38 885 | 36 427 | 2 458 |
| Total | | 1 498 435 | 1 389 387 | 109 048 |

(5) Les Avantages en nature se détaillent comme suit :

| Désignation | 2024 | 2023 | Variation |
|------------------------------|---------------|---------------|--------------|
| Ticket Restaurant | 13 331 | 13 295 | 36 |
| Bon Carburant | 25 680 | 20 680 | 5 000 |
| Consommation Téléphonique DG | 479 | 479 | - |
| Total | 39 490 | 34 454 | 5 036 |

4.2.6. Dotations aux amortissements, aux provisions et résorptions

Les dotations aux amortissements, aux provisions et résorptions s'élevèrent à 134 399 Dinars en 2024 contre 50 397 Dinars en 2023, soit une augmentation de 84 002 Dinars. Elles représentent les dotations de l'exercice et se détaillent comme suit :

| Désignation | 2024 | 2023 | Variation |
|---|----------------|---------------|---------------|
| Dot Amort des Immobilisations Corporelles & Incorporelles | 94 283 | 50 397 | 43 886 |
| Dotation provision pour dépréciation de l'actif | 40 117 | - | 40 117 |
| Total Dotation aux Amort & Prov | 134 399 | 50 397 | 84 002 |

4.2.7. Autres charges d'exploitation

Le solde des autres charges d'exploitation s'élève à 500 970 Dinars en 2024 contre 457 306 Dinars en 2023, soit une augmentation de 43 664 Dinars, et se détaillent comme suit :

| Désignation | Note | 2024 | 2023 | Variation |
|-------------------------------------|------|----------------|----------------|---------------|
| Loyer | | 127 193 | 116 077 | 11 116 |
| Entretiens et réparations | (6) | 181 718 | 178 013 | 3 705 |
| Assurance | | 4 449 | 2 870 | 1 579 |
| Rémunérations d'intermédiaires | (7) | 22 204 | 22 874 | (670) |
| Frais d'impression | | 7 107 | - | 7 107 |
| Frais déplacement et missions | | 7 438 | 3 892 | 3 546 |
| Frais de réception | | 894 | 709 | 185 |
| Frais télécommunication et internet | (8) | 20 220 | 20 097 | 123 |
| Redevance, Brevets et Licences | | 7 840 | 29 409 | (21 569) |
| Jetons de présence | | 20 400 | 18 900 | 1 500 |
| Services bancaires | | 609 | 654 | (45) |
| FOPROLOS | | 11 932 | 10 905 | 1 027 |
| Taxes/véhicules | | 820 | 820 | - |
| Autres droits (R/S sur placements) | | 81 707 | 47 954 | 33 753 |
| DROIT DE TIMBRE | | 481 | 364 | 117 |
| AUTRES DROITS | | 91 | 2 | 89 |
| Actualisation IDR | | 5 867 | 3 765 | 2 102 |
| Total | | 500 970 | 457 306 | 43 664 |

(6) Les Entretiens et réparations se détaillent comme suit :

| Désignation | 2024 | 2023 | Variation |
|--|----------------|----------------|--------------|
| Entretien & réparation Siège ACM | - | 4 122 | (4 122) |
| Maintenance CRM | 139 454 | 136 270 | 3 184 |
| Entretien et réparation Voitures | 3 647 | 3 806 | (159) |
| Maintenance Site WEB | 4 639 | 4 276 | 363 |
| Quote part des frais communs | 16 038 | 13 773 | 2 265 |
| Maintenance, entretien et réparation Matériels Informatiques | 11 012 | 10 069 | 943 |
| Nettoyage et entretien du siège | 6 928 | 5 697 | 1 231 |
| Total | 181 718 | 178 013 | 3 705 |

(7) Les rémunérations d'intermédiaires se détaillent comme suit :

| Désignation | 2024 | 2023 | Variation |
|------------------------|---------------|---------------|--------------|
| Honoraires mission CAC | 12 500 | 14 192 | (1 692) |
| Formation | 6 571 | 1 191 | 5 380 |
| Autres Honoraires | 3 133 | 7 491 | (4 358) |
| Total | 22 204 | 22 874 | (670) |

(8) Les frais de télécommunication et internet se détaillent comme suit :

| Désignation | 2024 | 2023 | Variation |
|--------------------------|---------------|---------------|------------|
| Fibre optique | 5 100 | 5 098 | 2 |
| Corporate Fast LINK | 5 812 | 5 815 | (3) |
| Corporate VOIP Acces | 6 909 | 6 605 | 304 |
| Corporate VPN | 2 178 | 2 178 | |
| Frais postaux | 221 | 103 | 118 |
| Fixe Post payé Pro (FAX) | - | 299 | (299) |
| Total | 20 220 | 20 097 | 122 |

4.2.8. Produits des placements

Les produits des placements s'élèvent à 453 870 Dinars en 2024 contre 355 266 Dinars en 2023, soit une augmentation de 98 604 Dinars.

| Désignation | 2024 | 2023 | Variation |
|---|----------------|----------------|---------------|
| Produits de placement | 447 324 | 352 340 | 94 984 |
| Autres produits financiers (Intérêts servis sur compte courant) | 6 546 | 2 926 | 3 620 |
| Total | 453 870 | 355 266 | 98 604 |

4.2.9. Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires s'élèvent à 561 Dinars en 2024 contre 10 Dinars en 2023, soit une augmentation de 551 Dinars.

4.3 _ Notes sur l'état des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie a été établi selon la méthode indirecte (modèle autorisé).

L'état des flux de trésorerie au titre de l'exercice 2024 montre ce qui suit :

| Désignation | 2024 | 2023 | Variation |
|---|----------------|----------------|---------------|
| La trésorerie au début de l'exercice | 149 991 | 708 660 | -558 669 |
| La trésorerie provenant des activités d'exploitation | 1 197 713 | 774 090 | 423 623 |
| La trésorerie affectée aux activités d'investissement | -20 771 | -32 759 | 11 988 |
| La trésorerie affectée aux activités de financement | -1 100 000 | -1 300 000 | 200 000 |
| La trésorerie est positive et s'élève à : | 226 933 | 149 991 | 76 942 |

4.4 _ Eventualités et événements survenant après la date de clôture

Aucun événement significatif, de nature à affecter l'activité et la situation financière de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, n'est intervenu depuis la date de clôture.

4.5_ Les engagements hors Bilan

Les engagements hors bilan au 31 décembre 2024 présentent un solde nul.



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

التقرير السنوي 2024

06 نهج الأمين العباسي- البلفدير 1002 تونس

+216 70 013 771 / +216 70 013 760

www.acm.gov.tn info@acm.gov.tn





Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

التقرير

السنوي

2024

06 نهج الأمين العباسي - البلديير 1002 تونس 

+216 70 013 771 / +216 70 013 760 

www.acm.gov.tn  info@acm.gov.tn 



ACM

Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

مجلس الإدارة

الرئيس

السيدة سنية الزغلامي

الأعضاء

السيدة ضحى بن نصر

السيد هشام الزواوي

السيدة أمال الزاوي

السيد أنيس بن تعاريت

السيد محمد علي النفوتي

السيد عدنان الأسود

السيد علي الورغي

المديرة العامة للتمويل - وزارة المالية

قاض من الرتبة الثالثة

مستشار لدى المحكمة الإدارية

ممثلة عن وزارة المالية

ممثل عن الهيئة العامة للتأمين

ممثل عن البنك المركزي التونسي

ممثل عن المجلس الوطني للمحاسبة

عضو تمّ اختياره لخبرته في مجال التمويل الصغير

الإدارة العامة

مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير

السيد محمود المنتصر منصور

مراقب الحسابات

U.A.T

اتحاد المراجعة التونسي UNION AUDIT TUNISIE

Société d'expertise comptable inscrite

au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie

67, Av Alain Savary- Bloc B 4ème étage - 1082 Tunis

Tél : +216.71.78.72.33 – Gsm : 98.30.49.17 - Fax : +216.71.79.61.47 Email : uat@gnet.tn

الفهرس

- 7 1. نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير:
- 8 1. تقديم سلطة رقابة التمويل الصغير:
- 8 2. اجتماعات مجلس الإدارة وأهم القرارات:
- 8 1.2 إبداء الرأي في ملفّات طلبات التراخيص:
- 8 2.2 اتخاذ قرارات تتعلّق بالإشراف والرقابة على مؤسّسات التمويل الصغير:
- 8 3.2 القرارات المتخذة خلال اجتماعات مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير المنعقد في جلسة تأديبية:
- 9 4.2 اتخاذ قرارات تتعلّق بالإشراف والرقابة على شركات إسداء خدمات التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرّعات:
- 9 3. دور سلطة رقابة التمويل الصّغير في تطوير قطاع التمويل الصغير:
- 9 2.2 مركزية مخاطر التمويل الصغير:
- 9 2.3 تخفيض نسبة الفائدة الاسميّة المطبّقة على التمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسّسات التمويل الصغير لتمويل مستلزمات تحسين ظروف العيش:
- 10 3.3 تقييم مخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب في قطاع التمويل الصغير في تونس:
- 10 4.3 إصدار مقياس التمويل الصغير:
- 11 5.3 معالجة العرائض الصادرة عن حفاء مؤسّسات التمويل الصغير:
- 11 6.3 الرقابة على مؤسّسات التمويل الصغير:
- 11 أ - مراقبة الوثائق والتقارير الدورية المقدّمة لسلطة رقابة التمويل الصغير:
- 12 ب- مهمّات المراقبة على عين المكان:
- 12 4. مشاركة خبير ممثل عن سلطة رقابة التمويل الصغير كعضو في اجتماعات اللجنة التونسية للتحاليل المالية:
- 12 5. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير كعضو في اجتماعات مرصد الاندماج المالي:
- 12 6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقيات والدورات على الصّعيد الوطني أو الدوّلي:
- 12 1.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الدورة الأولى من المنتدى الجهويّ حول التمويل التشاركي:
- 13 2.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المنتدى المزدوج حول الإدّخار والإدماج الماليّ:
- 13 3.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في حفل توقيع مذكرة تفاهم بين مرصد الإدماج الماليّ ومكتب «GFA Consulting» ...
- 13 4.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الدورة الثّانية من المنتدى الجهويّ حول التمويل التشاركي:
- 13 5.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المنتدى العالمي حول سياسات الإدماج المالي تحت شعار «الابتكار من أجل عالم شامل»:
- 13 6.6 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في منتدى الشرق الأوسط وشمال إفريقيا ومنظمة التعاون والتنمية الاقتصادية لتمكين المرأة اقتصادياً (WEEF):
- 13 7. تطوّر الجانب التنظيمي والموارد البشرية لسلطة رقابة التمويل الصغير:
- 13 1.7 المشاركة في ورشة تكوينية حول منهجية تمويل المؤسّسات متناهية الصغر:
- 13 2.7 المشاركة في دورة تكوينية حول الخدمات المالية الرقمية وحماية الحرفاء:
- 14 3.7 المشاركة في دورة تكوينية حول استراتيجيات التقصّي والتحرّيات المالية لمكافحة تمويل الإرهاب وغسل الأموال:
- 14 4.7 المشاركة في دورة تكوينية حول الابتكار المالي:
- 14 5.7 المشاركة في ورشة تكوينية حول التحديات الراهنة في مجال التنظيم والرقابة في القطاع البنكي:
- 14 6.7 المشاركة في دورة تكوينية عن بعد حول الإدماج المالي للأشخاص ذوي الإعاقة:
- 14 7.7 المشاركة في دورة تكوينية حول «جعل التمويل الصغير فعّالاً Making Microfinance Work»:
- 13 8.7 زيارة دراسية حول منظومات التمويل التشاركي في أوروبا:
- 14 9.7 المشاركة في دورة تكوينية حول «أفضل الممارسات لتعزيز فعالية أطر مكافحة تمويل الإرهاب»:
- 15 10.7 المشاركة في دورة تكوينية حول سياسة سعر الصرف:
- 15 11.7 المشاركة في دورة تكوينية حول أنظمة الدّفع الفوريّ الشموليّة لتعزيز الإدماج الماليّ:
- 15 12.7 المشاركة في دورة تكوينية حول تطبيق نظام التحليل الإحصائيّ (Statistical Analysis System) :
- 15 13.7 المشاركة في دورة تكوينية حول منظومة «Microsoft Power BI»:
- 16 11. واقع قطاع التمويل الصغير في تونس
- 17 1. تطور الإطار التشريعي والترتيبي للتمويل الصغير في تونس منذ سنة 2011:

2. معطيات حول قطاع التمويل الصغير في تونس خلال سنة 2024: 19.....
- 1.2 تطوّر التمويلات الصغرى المسندة: 19
- أ- خلال الفترة (2024-2022): 19
- ب- خلال الفترة (2024-2011): 20
- 2.2 توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب الجهات: 21
- 3.2 توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب القطاعات: 22
- 4.2 توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب النوع الاجتماعي: 22
- 5.2 توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب نوع المشروع: 23
- 6.2 معدّل التمويل الصغير: 24
- 7.2 تطوّر المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى: 25
- أ. المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى حسب صنف مؤسّسات التمويل الصغير: 25.....
- ب. متوسّط المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى النشيطة بالنسبة لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم: 25.....
- 8.2 محافظة المخاطر 30 يوما لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم: 26
- أ. خلال الفترة (2024-2022): 26.....
- ب. خلال سنة 2024: 27.....
- 9.2 نسبة التمويلات الصغرى التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة (2024-2022): 28
- 10.2 متوسّط نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة المرّجحة لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم: 28
- 11.2 معطيات حول الإدماج المالي: 30
- 12.2 التداين المزدوج لحرفاء مؤسّسات التمويل الصغير: 31
- 13.2 المعطيات الماليّة حول مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم: 33
- أ- معطيات حول الموازنة وقائمة النتائج: 33.....
- ب- المؤشّرات الماليّة لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم: 34.....
- ت- مؤشّر كفاية رأس المال لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم: 35
- 14.2 مؤشّرات غير ماليّة لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم: 35

كلمة المدير العام

هذا وتجدر الإشارة إلى أنّ نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة المرّجحة للتمويلات الصغرى المخصّصة لتمويل مستلزمات تحسين ظروف العيش المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم، كان من الممكن حتماً تحديدها عند مستوى أدنى بكثير لو أتيحت لهذه المؤسسات إمكانية النفاذ إلى موارد لإعادة تمويل نشاطها بشروط تفضيلية، حيث تجد هذه المؤسسات صعوبة لتحمّل الكلفة المرتفعة لإعادة تمويل نشاطها نظراً إلى أن الإطار القانوني يحجّر عليها جمع الودائع الصغيرة إضافة إلى السماح لها بتسويق سوى منتج مالي وحيد، وهو التمويل الصغير.

ولا تزال هذه المسألة تشكّل إلى حدّ الآن عائقاً أمام مؤسسات التمويل الصغير، مما يعرقل جهودها الرامية إلى مواصلة دعمها للمنحى التنافسي لنسبة الفائدة الفعلية المرّجحة بالنسبة للتمويلات الصغرى المخصّصة لتمويل مستلزمات تحسين ظروف العيش وكذلك لتلك المرصودة لتمويل الأنشطة المدرّة للدخل، حيث تقوم مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم بإعادة تمويل أنشطتها لدى:

- البنوك المحليّة، دون أن تتمكّن هذه الأخيرة بدورها من إعادة تمويل نشاطها لدى البنك المركزي التونسي، مقابل التمويلات التي تُسندها لفائدة مؤسسات التمويل الصغير والتي تُطبّق عليها نسب فائدة فعلية تتجاوز 13%.
- الجهات المانحة الأجنبيّة، ممّا يستوجب حتماً تغطية مخاطر الصرف التي ارتفعت كلفة تغطيتها خلال السنوات الأخيرة، مما جعل مؤسسات التمويل الصغير مجبرة على التقليل من لجوئها إلى الموارد الأجنبية بالرغم من أسعار الفائدة الميسّرة المطبّقة عليها.
- السوق المالية المحليّة التي تعتمد على شروط إعادة تمويل مماثلة للشروط البنكيّة.

واصل قطاع التمويل الصغير خلال سنة 2024، وتيرة نموّه التي تم استئنافها منذ سنة 2023. حيث قدّر مبلغ التمويلات الصغرى المسندة بـ 2348 مليون دينار في موفى سنة 2024، مقابل 2108 مليون دينار في موفى السنة الفارطة، مسجلاً بذلك نسبة نموّ قدّرت بـ 11,4%. كما ارتفع المبلغ الجاري لمحفظة التمويلات الصغرى للقطاع إلى 2562.5 مليون دينار في موفى سنة 2024 مقابل 2211.3 مليون دينار في موفى 2023 مسجلاً بذلك ارتفاعاً بنسبة 15.9% مقابل 15.4% في ختام سنة 2023.

وتجدر الإشارة إلى أنّ 89.6% من هذا المبلغ الجملي لمحفظة القروض يعود إلى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم مقابل 10.4% بالنسبة لجمعيات القروض الصغيرة. علاوة على ذلك، وكالمعتاد، فقد أظهرت مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم قدرتها على التحكم في مخاطر التمويل الصغير، وهو ما يتجلى خاصّة من خلال تراجع مؤشّر المخاطر 30 يوماً مع إدراج التمويلات التي وقع شطبها، من 4.44% في 31 ديسمبر 2023 إلى 4.16% في موفى شهر ديسمبر 2024.

شهدت سنة 2024 انخفاصاً ملحوظاً في متوسط نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة المرّجحة للتمويلات الصغرى المسندة لتمويل مستلزمات تحسين ظروف العيش، حيث استقرّت هذه النسبة في موفى السادسي الثاني من السنة المذكورة في حدود 25,70% مقابل 36% في موفى السادسي الثاني من السنة الماضية، أي بانخفاض قدره 1030 نقطة قاعدية.

وخلافاً لطريقة احتساب نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة في القطاع البنكي التونسي، يتمّ احتساب هذه النسبة في قطاع التمويل الصغير كنسبة سنوية معادلة (Taux annuel équivalent) لنسبة الفائدة التي تقابل المدّة وتأخذ بعين الاعتبار معلوم قسط التأمين المرتبط بالتمويل الصغير الذي يدفعه الحرفاء وتتولى مؤسسة التمويل الصغير استخلاصه بصفتها وسيط تأمين.

ويعود هذا الانخفاض الملحوظ، إلى القرار المدروس الذي اتخذته سلطة رقابة التمويل الصغير بالتعاون الوثيق مع جميع مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم، والذي تمّ بموجبه تحديد نسبة الفائدة الاسميّة السنوية الموظّفة على التمويلات الصغرى المرصودة لتمويل مستلزمات تحسين ظروف العيش في حدود 24% على أقصى تقدير في حين تم إلغاء عمولة الدراسة، حيث تمّ تخفيض نسبتها إلى صفر بالنسبة لجميع أنواع التمويلات الصغرى المدرجة ضمن هذه الفئة.

المدير العام

محمود المنتصر منصور

1. نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير

 **ACM**
Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير



1. تقديم سلطة رقابة التمويل الصغير

أحدثت سلطة رقابة التمويل الصغير بمقتضى الفصل 43 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير وهي هيئة مستقلة تتمتع بالشخصية المعنوية وبالاستقلال المالي مما يضمن حيادها ويكسبها صلاحيات السلطة العمومية التي تمكنها من أداء دورها الرقابي لقطاع التمويل الصغير. وقد تم ضبط طرق تسييرها بمقتضى أحكام الأمر عدد 2128 لسنة 2012 المؤرخ في 28 سبتمبر 2012.

تتمثل مهام سلطة رقابة التمويل الصغير خاصة في:

- دراسة ملفات التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وإبداء الرأي فيها.
- مراقبة الوثائق والمراقبة على عين المكان لمؤسسات التمويل الصغير واتحاداتها وفروعها.
- إرساء منظومة لتجميع المخاطر المتعلقة بالقطاع وتبليغها لمؤسسات التمويل الصغير عند طلبها ويمكن لها للعرض أن تطلب منها أن تمدّها بجميع الإحصائيات والمعلومات التي تسمح لها بالاطلاع على تطور نشاطها كما يمكن لها إبرام عقود شراكة مع سلط رقابة مماثلة لتبادل المعلومات.
- تسليط خطايا و/أو عقوبات إدارية، ما عدى سحب الترخيص، في حالة مخالفة أحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المذكور أعلاه ونصوصه التطبيقية.
- تقديم مقترح معلّل لوزير المالية حول سحب الترخيص لمؤسسات التمويل الصغير واتحاداتها.
- إبداء رأيها لوزير المالية بخصوص التشريعات المتعلقة بالتمويل الصغير.

تتركب سلطة رقابة التمويل الصغير من مجلس إدارة وإدارة عامة تتكوّن من مدير عام ومصالح فنية وإدارية.

وتبعا لصدور القانون عدد 37 لسنة 2020 المؤرخ في 6 أوت 2020 والمتعلق بالتمويل التشاركي، أطيبت بعهدة سلطة رقابة التمويل الصغير مهام جديدة تتمثل خاصة في:

- إسناد الترخيص لممارسة نشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات على أساس العناصر المنصوص عليها بالأمر عدد 767 لسنة 2022 المؤرخ في 19 أكتوبر 2022 والمتعلق بتنظيم نشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات،
- مراقبة الوثائق والمراقبة على عين المكان لشركات إسداء خدمات التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات ومسيرهم والعاملين تحت إمرتهم وذلك بهدف التثيت من مطابقة نشاطهم لأحكام القانون ونصوصه التطبيقية وللأحكام التشريعية والترتيبية الجاري بها العمل،
- سحب الترخيص لممارسة نشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات في صورة عدم استجابة صاحب الترخيص للشروط التي على أساسها تمّ منحه الترخيص أو في صورة عدم احترام التشريعات والقوانين الجاري بها العمل.

2. اجتماعات مجلس الإدارة وأهم القرارات

عقد مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2024، تسعة (09) اجتماعات من بينها (1) اجتماع واحد انعقد في جلسة تأديبية، تمّ خلالها اتخاذ جملة من القرارات أهمّها:

1-2. إبداء الرأي في ملفات طلبات التراخيص:

- إبداء الرأي بخصوص مطالب صادرة عن مؤسسات التمويل الصغير لفتح سبع (7) فروع جديدة.
- إبداء الرأي بخصوص مطلبي (02) اقتناء حصص من رأس مال مؤسستي تمويل صغير.
- إبداء الرأي حول الموافقة المبدئية لإسناد الترخيص لممارسة نشاط مؤسسة تمويل صغير لفائدة إحدى عشر جمعية جهوية.
- إبداء الرأي حول مطلبي ترخيص لممارسة نشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات.

2-2. اتخاذ قرارات تتعلق بالإشراف والرقابة على مؤسسات التمويل الصغير:

- النظر في تقرير مهمة مراقبة على عين المكان لمؤسسة تمويل صغير في شكل شركة خفية الاسم المتعلق بمراقبة منظومة مكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال والتصرّف في مخاطر التمويلات الصغرى التي تسندها مع تركيز خاص على موضوع حماية الحرفاء.
- النظر في تقرير مهمة مراقبة على عين المكان لمؤسسة تمويل صغير في شكل شركة خفية الاسم المتعلق بمراقبة منظومة مكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال.
- متابعة مدى التزام مؤسسات التمويل الصغير بتوصيات سلطة رقابة التمويل الصغير المضمنة طلب تقارير مهمات المراقبة على عين المكان.
- متابعة تطوّر قطاع التمويل الصغير من خلال معدّل نسب الفائدة الفعلية الجمليّة الموظفة على التمويلات الصغرى المسندة من طرف مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم.
- ضبط برنامج المراقبة على عين المكان لسنة 2025.

3-2. القرارات المتخذة خلال اجتماعات مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير المنعقد في جلسة تأديبية:

خلال سنة 2024، اجتمع مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير مرّة واحدة في جلسة تأديبية، تمّ خلالها اتخاذ جملة من القرارات أهمّها:

- تسليط عقوبات مالية على مؤسسات التمويل الصغير المخلّة بأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير بقيمة جمليّة تساوي 223 700 ديناراً وتمّ خلاصها لفائدة الخزينة العامة للبلاد التونسية. وتتعلّق المخالفات التي تمّت معيبتها أساساً بـ:

✓ عدم التنصيص أو التنصيص بصفة غير صحيحة في كلّ أو جزء من عقودها للتمويلات الصغرى على البيانات الإلزامية المتعلقة بالتسعيرة وشروط عمليات التمويل الصغير.

4-2. اتخاذ قرارات تتعلّق بالإشراف والرقابة على شركات إسداء خدمات التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرّعات:

- ضبط دليل إجراءات دراسة ملفات طلبات التراخيص لممارسة نشاط شركة إسداء خدمات التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرّعات.

3. دور سلطة رقابة التمويل الصّغير في تطوير قطاع التمويل الصّغير:

1-3. مركزية مخاطر التمويل الصّغير:

تعمل سلطة رقابة التمويل الصّغير بصفة مستمرّة على متابعة عمليّات الاسترشاد التي يقوم بها المستخدمون المرخص لهم ومراقبة نوعيّة وجودة التصاريح ومعالجة واستغلال المعلومات المتعلّقة بحرفاء مؤسّسات التمويل الصّغير والتمويلات الصّغرى المسندة. ويتضمّن الجدول التالي مجموعة من مؤشّرات المتابعة للفترة الممتدّة من غرّة جانفي إلى 31 ديسمبر 2024:

| الحجم | | | | |
|------------------------------------|----------------|--------------|--------------|---------------------------------------|
| 31 ديسمبر 2024 | 30 سبتمبر 2024 | 30 جوان 2024 | 31 مارس 2024 | |
| 2039 | 1970 | 1913 | 1884 | عدد المستخدمين |
| 10 679 902 | 10 242 328 | 9 821 916 | 9 420 990 | العدد التراكمي لعمليّات الاسترشاد |
| 437 574 | 420 412 | 400 926 | 361 031 | عدد عمليّات الاسترشاد (في كل فترة) |
| 4 574 028 | 4 442 223 | 4 295 703 | 4 176 257 | العدد التراكمي للعقود المصّرح بها |
| 131 805 | 146 520 | 119 446 | 110 204 | عدد العقود المصّرح بها (في كل فترة) |
| مؤشّرات | | | | |
| 5 238 | 5 199 | 5 134 | 5 001 | عدد عمليّات الاسترشاد للمستخدم الواحد |
| عدد عمليّات الاسترشاد للعقد الواحد | | | | |
| 2,335 | 2,306 | 2,286 | 2,256 | العدد |
| % 233,49 | % 230,57 | % 228,65 | % 225,58 | النسبة المئوية |

وقد قامت سلطة رقابة التمويل الصّغير بمعالجة 4 033 شكوى صادرة عن مؤسّسات التمويل الصّغير خلال سنة 2024، تتوزّع كالآتي:

✓ تسجيل تأخير في (i) إرسال القوائم المالية السنوية المصادق عليها من قبل مراقب الحسابات والمعلومات والوثائق الدورية إلى سلطة رقابة التمويل الصّغير (ii) والتصاريح الشهرية لدى مركزية مخاطر التمويل الصّغير.

✓ القيام بممارسات غير مسؤولة تجاه الحرفاء ومخالفة أمر سلطة رقابة التمويل الصّغير الذي يحدّد التدابير الواجب اتخاذها أو إيقاف العمل بها،

• تسليط عقوبة إدارية على مؤسسة تمويل صغير في شكل شركة خفيّة الاسم تتمثل في توجيه توبيخ لمخالفتها الأحكام المتعلّقة بحماية الحرفاء مع إلزامها باتخاذ تدابير تصحيحية في آجال محدّدة، وخاصّة إرجاع المبالغ المتحصّل عليها دون وجه حقّ إلى مستحقيها البالغ عددهم 8 479 333 ديناراً بقيمة جمليّة تبلغ 1 784 333 ديناراً.

وضعت سلطة رقابة التمويل الصّغير على ذمّة مؤسّسات التمويل الصّغير عنوان البريد الإلكتروني reclamation_crm@acm.gov.tn لتلقّي جميع الشكاوى ذات العلاقة بمركزية مخاطر التمويل الصّغير سواء تلك المتعلّقة بالجانب التقني أو المهني.

| عدد الشكاوي التي تمّت معالجتها | موضوع الشكاوى |
|--------------------------------|------------------------------------|
| 3 155 | خطأ في تاريخ الولادة |
| 729 | خطأ في الاسم واللقب وتاريخ الولادة |
| 149 | خطأ في الاسم أو اللقب |
| 4 033 | المجموع |

2-3. تخفيض نسبة الفائدة الاسميّة المطبّقة على التمويل الصغير المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير مستلزمات تحسين ظروف العيش:

شهدت سنة 2024 تقلصاً ملحوظاً في متوسط نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة المرجّحة للتمويلات الصغيرة المسندة لتمويل مستلزمات تحسين ظروف العيش، حيث استقرّ في موفى السداسي الثاني من السنة المذكورة في حدود 25,70% مقابل 36% في موفى السداسي الثاني من السنة الماضية، أي بانخفاض قدره 1030 نقطة.

خلافاً لنسبة الفائدة الفعلية الجمليّة في القطاع البنكي في تونس، فإن هذه النسبة معادلة (وليس متناسبة) مع نسبة الفائدة للمدّة وتأخذ بعين الاعتبار معلوم قسط التأمين المرتبط بالتمويل الصغير الذي يدفعه الحرفاء وتقوم مؤسسة التمويل الصغير باستخلاصه بصفقتها وسيط تأمين.

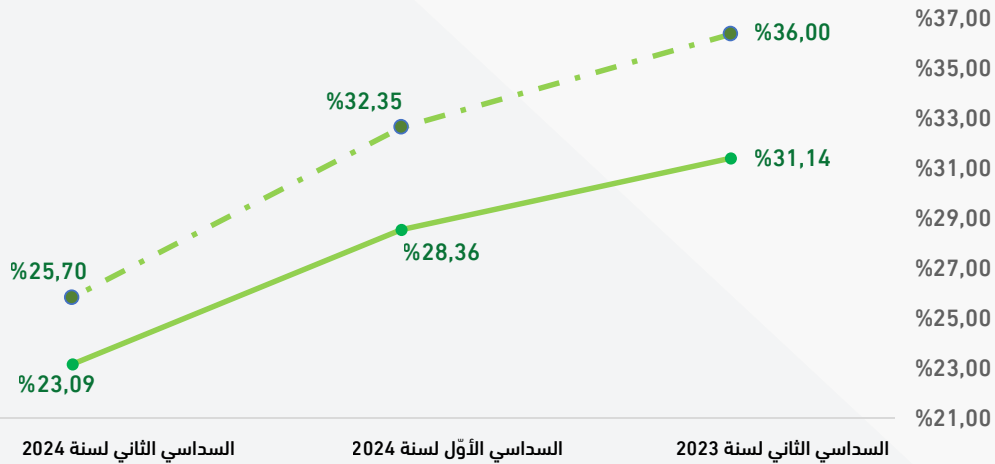
ويعود هذا الانخفاض الملحوظ المسجّل إلى القرار المدروس الذي اتخذته سلطة رقابة التمويل الصغير بالتعاون الوثيق مع جميع مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم، والذي بموجبه تمّ تحديد نسبة الفائدة الاسميّة على التمويلات الصغيرة المرصودة لتمويل مستلزمات تحسين ظروف العيش في حدود 24% على أقصى تقدير في حين تم إلغاء عمولة الدراسة، حيث تمّ تنزيل نسبتها إلى صفر بالنسبة لجميع أنواع التمويلات الصغيرة المدرجة ضمن هذه الفئة.

لم يكن هذا التغيير الهامّ في نسبة الفائدة الاسميّة المفروضة على التمويلات الصغيرة اعتبارياً، بل كان مبرراً بالنتائج النهائية

لدراسة الاستقصائيّة التي أنجزتها سلطة رقابة التمويل الصغير خلال الفترة الممتدّة من جانفي 2018 إلى فيفري 2024، والتي أثبتت بوضوح ما يلي:

- إنّ مؤشر المخاطر الخاصّ بالتمويلات الصغيرة المسندة لتمويل مستلزمات تحسين ظروف العيش يعتبر منخفضاً بصفة واضحة مقارنة بمؤشر المخاطر الخاصّ بالتمويلات المسندة لتمويل الأنشطة المدرة للدخل.
- تُسند التمويلات الصغيرة المخصّصة لتمويل الأنشطة المدرة للدخل بشروط تسعيرية أكثر انخفاضاً من تلك المطبّقة على التمويلات الصغيرة المخصّصة لتمويل مستلزمات تحسين ظروف العيش على الرغم من أهميّة مؤشر المخاطر المرتبط بها.
- تعدّ المصاريف العمليّة الناجمة عن التمويلات الصغيرة المسندة لتمويل مستلزمات تحسين ظروف العيش منخفضة نسبياً باعتبارها تمثّل تمويلاً تكميلياً في معظم الحالات يُسند إلى الحرفاء ذوي القدرة على الخلاص المتحصّلين في نفس الوقت على تمويل صغير مخصّص لتمويل نشاط مدرّ للدخل أو الذين تحصّلوا على هذا التمويل سابقاً.
- لا تعكس التسعيرة المطبّقة على التمويلات الصغيرة المسندة لتمويل مستلزمات تحسين ظروف العيش على الإطلاق المخاطر والمصاريف العمليّة المتكبّدة لتسويق هذه الفئة من المنتجات.

متوسّط نسبة الفائدة الفعلية المرجّحة للتمويلات الصغيرة المسندة لتمويل مستلزمات تحسين ظروف العيش



واعتمدت سلطة رقابة التمويل الصغير في عملية تقييم المخاطر، على الآليّة التي وضعها على ذمتها البنك الدولي، والتي تركز على منهجية تمكّن من الجمع بين تحليل وتقييم التهديدات ونقاط الضعف المتعلقة بغسل الأموال وتمويل الإرهاب.

كما قامت سلطة رقابة التمويل الصغير، بتوجيه التقرير النهائي المذكور الذي يأخذ بعين الاعتبار كلّ ملاحظات الجهات المعنيّة، إلى مؤسسات التمويل الصغير بهدف الاستئناس بمخرجات التقييم القطاعي في إطار التمشي الواجب أن تعتمد لتقييم مخاطر تمويل الإرهاب وغسل الأموال لديها.

3-3. تقييم مخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب في قطاع التمويل الصغير في تونس:

خلال سنة 2024، أنهت سلطة رقابة التمويل الصغير إعداد تقريرها حول تقييم مخاطر تمويل الإرهاب وغسل الأموال في قطاع التمويل الصغير.

وتسعى سلطة رقابة التمويل الصغير، من خلال هذا التقييم القطاعي للمخاطر، إلى تحديد مخاطر تمويل الإرهاب وغسل الأموال التي يجابهها قطاع التمويل الصغير بهدف اعتماد منهجية قائمة على المخاطر لضمان ملائمة تدابير التوقّي والحدّ من مخاطر تمويل الإرهاب وغسل الأموال مع طبيعة المخاطر التي تمّ تحديدها.

حساباتها 64 جمعية، ولم تقم 215 جمعية بإرسال قوائمها المالية و/أو تقارير مراقبي حساباتها لسنة 2023 من ضمنها 131 جمعية ناشطة. أمّا بالنسبة للقوائم المالية وتقارير مراقبي الحسابات بعنوان سنة 2024 فقد أرسلت 5 جمعيات ناشطة هذه التقارير إلى سلطة رقابة التمويل الصغير في حين لم تقم 274 جمعية بإرسال قوائمها المالية و/أو تقارير مراقبي حساباتها لسنة 2024 من ضمنها 189 جمعية ناشطة.

وبالتالي، بلغت نسبة الجمعيات الناشطة التي لم ترسل إلى الهيئة قوائمها المالية و/أو تقارير مراقبي حساباتها بعنوان سنة 2023 إلى حدود تاريخ 31 جويلية 2025، حوالي 67.5% مقابل 97.4% بالنسبة للقوائم والتقارير بعنوان سنة 2024.

وقد أفضت عمليات المراقبة على الوثائق لكل الملفات الواردة على سلطة رقابة التمويل الصغير وخاصة منها تقارير مراقبي الحسابات إلى تسجيل جملة من الإخلالات تخص جوانب التصرف لجمعيات القروض الصغيرة منها:

- جمعيات لم تُرسل تقارير مراقب الحسابات و/أو القوائم المالية إلى الهيئة
- تسجيل عدّة نقائص على مستوى محفظة القروض الصغيرة من بينها:
 - عدم احترام المعايير المحاسبية الخاصة بالتمويل الصغير خاصة فيما يتعلّق بالقيود المحاسبي للعمليات ذات العلاقة بمحفظة القروض وتكوين المدخّرات وتسجيل المدخّلات،
 - تسجيل فوارق غير مبرّرة بين مبلغ التمويل المسند من قبل البنك التونسي للتضامن ومبلغ القروض الصغيرة المسندة للرفاء.
 - استغلال جمعيات القروض الصغيرة لتطبيق إعلامية غير مرتبطة آليا بالبنك التونسي للتضامن ولا تمكّن من استخراج معطيات ومؤشرات ذات دلالة،
 - وجود فوارق بين الرصيد المحاسبي والكشوفات البنكية،
 - وجود إخلالات على مستوى التصرف في الخزينة.
 - وجود حسابات عالقة وأخرى تتضمّن مبالغ دون مؤبّدات أو لم يتوصّل مراقبو الحسابات لتبرير القيود المحاسبية المرتبطة بها.
- عدم احترام التشريع الجاري به العمل بخصوص المساهمات الاجتماعية والأداءات،
- جمعيات يفوق مجموع موازنتها الخام المليون دينار ولم تعيّن مراقب حسابات من بين المرسمين بجدول هيئة الخبراء المحاسبين بالبلاد التونسية،
- تسجيل نقائص تتعلّق بمحتوى وطريقة عرض القوائم المالية،
- عدم تغطية عمليات الجرد المادي لكامل عناصر الأصول والخصوم،
- عدم تمكين مراقبي الحسابات من التحقق من صحّة المعلومات التي تضمّنها تقرير الهيئة المديرة بخصوص حسابات الجمعية.
- عدم امتثال بعض الجمعيات لمقتضيات القانون عدد 52 لسنة 2018 المؤرخ في 29 أكتوبر 2018 المتعلق بالسجل الوطني للمؤسسات.
- عدم امتثال بعض الجمعيات لمقتضيات المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 والمتعلق بتنظيم الجمعيات:
 - عدم التزام الجمعيات بصرف مواردها على النشاطات التي تحقق أهدافها.

4-3. إصدار مقياس التمويل الصغير:

يهدف مقياس التمويل الصغير إلى التعريف بقطاع التمويل الصغير من خلال جملة من المؤشرات ذات الدلالة والتي تبيّن مدى أهميته في تمكين الفئات الهشة من الحصول على الخدمات المالية. يتمّ خلال كلّ سنة، إصدار 4 أعداد لمقياس التمويل الصغير (مارس وجوان وسبتمبر وديسمبر).

5-3. معالجة العرائض الصادرة عن رفاء مؤسسات التمويل الصغير:

خلال سنة 2024، وردت على سلطة رقابة التمويل الصغير 83 عريضة صادرة عن رفاء لمؤسسات التمويل الصغير بخصوص الإشكاليات التي تعرضوا لها مع هذه المؤسسات. وتدخلت الهيئة لحلّ هذه الإشكاليات عبر:

- توجيه مكاتيب لمؤسسات التمويل الصغير المعنية لتقديم الإيضاحات اللازمة حول كلّ عريضة،
- القيام بعمليات الاستقصاء اللازمة،
- الدعوة لإيجاد حلول عادلة ومنصفة،
- إعلام المعنيين بالأمر بمآل عرائضهم.

ومكّنت معالجة الشكاوى من رصد عدد من التجاوزات التي ارتكبتها بعض مؤسسات التمويل الصغير، وتدخلت الهيئة في هذا الإطار ودعت المؤسسات المعنية لتسوية هذه الوضعيات وجبر الأضرار بالنسبة لكل حريف معني.

كما أدّت معالجة العرائض إلى معارضة تكرّر ارتكاب إحدى مؤسسات التمويل الصغير لنفس المخالفات مما استوجب إحالتها على مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير المجتمع في جلسة تأديبية وتسليط عقوبة مالية عليها وعقوبة إدارية تتمثل في توجيه توبيخ إليها لمخالفتها الأحكام المتعلقة بحماية الحرفاء مع إلزامها باتخاذ تدابير تصحيحية في آجال محدّدة، وخاصة إرجاع المبالغ المتحصّل عليها دون وجه حقّ إلى مستحقيها البالغ عددهم 479 8 حريفا بقيمة جمليّة تبلغ 1 784 333 دينار.

6-3. الرقابة على مؤسسات التمويل الصغير

أ- مراقبة الوثائق والتقارير الدورية المقدّمة لسلطة رقابة التمويل الصغير

♣ مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

تولّى أعوان الهيئة خلال سنة 2024 مراقبة القوائم والتقارير الدورية المرسلّة من قبل مؤسسات التمويل الصغير طبقا لمقتضيات قرار وزير المالية المؤرخ في 23 ديسمبر 2016 والمتعلّق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات التمويل الصغير.

♣ مؤسسات التمويل الصغير في شكل جمعيات

في إطار المراقبة على الوثائق لجمعيات القروض الصغيرة التي لم تمثل بعد لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 05 نوفمبر 2011 المتعلّق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير، واصل مراقبو الهيئة خلال سنة 2024 أعمال المراقبة للقوائم المالية وتقارير مراقبي الحسابات بعنوان سنتي 2023 و2024 الواردة على الهيئة إلى غاية 31 جويلية 2025.

وإلى حدود التاريخ المذكور، بلغ عدد الجمعيات التي أرسلت إلى الهيئة قوائمها المالية لسنة 2023 و/أو تقارير مراقبي

4. مشاركة خبير ممثل عن سلطة رقابة التمويل الصغير كعضو في اجتماعات اللجنة التونسية للتحاليل المالية:

طبقاً لأحكام الفصل 119 من القانون الأساسي عدد 26 لسنة 2015 المؤرخ في 7 أوت 2015 المتعلق بمكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال كما تمّ تنقيحه وإتمامه بالقانون الأساسي عدد 9 لسنة 2019 المؤرخ في 23 جانفي 2019، تضمّ تركيبة اللجنة التونسية للتحاليل المالية خبيراً ممثلاً عن سلطة رقابة التمويل الصغير.

شارك الخبير الممثل لسلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2024 في مختلف اجتماعات اللجنة التونسية للتحاليل المالية.

كما تجدر الإشارة أنّ إطاراً ممثلاً عن سلطة رقابة التمويل الصغير شارك أيضاً في كافة اجتماعات هيئة التوجيه المنبثقة عن اللجنة التونسية للتحاليل المالية.

5. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير كعضو في اجتماعات مرصد الاندماج المالي:

طبقاً لأحكام القانون عدد 35 لسنة 2016 المؤرخ في 25 أفريل 2016 والمتعلق بضبط النظام الأساسي للبنك المركزي التونسي والأمر الحكومي عدد 1259 لسنة 2017 المؤرخ في 17 نوفمبر 2017 والمتعلق بضبط تركيبة مرصد الاندماج المالي وقواعد تنظيمه وسيره وقائمة المؤسسات والإدارات المعنية بتدخله، تضمّ تركيبة مجلس إدارة مرصد الاندماج المالي، المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير بصفته عضواً.

شارك المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2024 في الاجتماع الرابع لمجلس إدارة مرصد الاندماج المالي المنعقد بتاريخ 11 جويلية 2024 والذي خصّ أساساً لـ:

- النظر في تقرير حول نشاط المرصد خلال السداسي الأول لسنة 2024 وبرنامج عمله خلال السداسي الثاني من نفس السنة.
- تقديم تصريح Maya الصادر عن التحالف من أجل الإدماج المالي
- عرض دراسة حول ولوج الأشخاص ذوي الإعاقة إلى الخدمات المالية.

6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقيات والدورات على الصعيد الوطني أو الدولي:

1-6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الدورة الأولى من المنتدى الجهوي حول التمويل التشاركي:

شارك المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 06 مارس 2024، في الدورة الأولى من المنتدى الجهوي حول التمويل التشاركي والذي تمّ تنظيمه في سوسة من قبل وكالة النهوض بالصناعة والتجديد بالتعاون مع «Expertise France» عن طريق مشروع «Innov'i».

قدّم المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير خلال مداخلته الإطار القانوني المنظم لنشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات مع التركيز خاصة على مذكرة سلطة رقابة التمويل الصغير عدد 01 بتاريخ 29 ديسمبر 2022 والتي تمّ من خلالها تجديد الوثائق المكونة لملف طلب الترخيص لممارسة نشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات.

- عدم مسك الجمعيات للسجلات القانونية المنصوص عليها بالفصل 40 من المرسوم عدد 88 لسنة 2011.
- عدم القيام بعمليات النشر والإعلام بالمساعدات والتبرعات والهبات الأجنبية طبقاً للقوانين والتراتب الجاري بها العمل.
- عدم احترام المبلغ الأقصى للمعاملات المالية صرفاً ودخلاً التي تتمّ بواسطة تحويلات أو شيكات بنكية أو بريدية.

- عدم نجاعة نظام الرقابة الداخلية وخاصة عدم احترام مبدأ الفصل بين المهام المتنافرة.
 - عدم اعتماد تصنيف الحسابات الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير وعدم مسك وثائق التنظيم والإجراءات المحاسبية وعدم مسك محاسبة المواد خارج المحاسبة المالية لمختلف الصناديق والموارد المشار إليها ضمن معيار المحاسبة عدد 33 (جديد).
 - عدم مسك حسابات خارج الموازنة.
 - وجود إخلالات على مستوى إجراءات استخلاص القروض.
- كما أفضت هذه العمليات الرقابية إلى رفع بعض النقائص على مستوى مضمون تقارير مراقبي الحسابات من بينها:

- عدم إدراج ملاحظات حول دعوة جمعيات القروض الصغيرة إلى الامتثال لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.
- عدم إدراج ملاحظات حول مواصلة بعض جمعيات القروض الصغيرة اعتماد المعايير المحاسبية السابقة عدد 32 و33 و34 الخاصة بجمعيات القروض الصغيرة والتي تمّ إلغاؤها بمقتضى قرار وزير المالية المؤرخ في 27 مارس 2018.
- المصادقة على القوائم المالية لجمعيات القروض الصغيرة دون التقيد بتطبيق مقتضيات قرار وزير الاقتصاد والمالية المؤرخ في 17 نوفمبر 2014 المتعلق بضبط صيغ التدقيق الخارجي لحسابات مؤسسات التمويل الصغير خاصة الفصليين 12 و17 منه.
- عدم احترام مبدأ توازن الموازنة.
- تضارب بين مجموع الموازنة المشار إليه على مستوى التقرير العام لمراقب الحسابات مقارنة بمجموع الموازنة المدرجة بالقوائم المالية المصاحبة لها.

ب- مهمّات المراقبة على عين المكان

خلال سنة 2024، تولّت فرق من مراقبي الهيئة التي تمّ تعيينها من قبل المدير العام وفي إطار المهام الموكولة إليها، إنجاز إحدى عشر (11) مهمة رقابية على عين المكان لمؤسسات تمويل صغير في شكل شركات خفية الاسم.

وارتكزت مهمّات المراقبة على المحاور التالية:

- التثبت في التعريف التي تطبقها مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم بعنوان التمويلات الصغرى المسندة لتمويل مستلزمات تحسين ظروف العيش (7 مهام).
- متابعة منظومة مكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال (2 مهام).
- التصرف في مخاطر التمويلات الصغرى المسندة مع تركيز خاص على موضوع حماية الحرفاء.
- حماية حرفاء مؤسسات التمويل الصغير.

2024 بسلفادور. نُظِم هذا المنتدى من قبل «التحالف من أجل الإدماج المالي- AFI» بالتعاون مع البنك الاحتياطي المركزي السلفادوري.

استقبل هذا المنتدى ما يقارب 800 مشارك، من بينهم ممثلون عن المؤسسات الأعضاء في التحالف من أجل الإدماج المالي (AFI) وضيوف من 74 مؤسسة في 65 دولة، حيث تبادلوا الأفكار والتجارب حول الحلول المالية المبتكرة للفئات الأكثر هشاشة.

6-6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في منتدى الشرق الأوسط وشمال إفريقيا ومنظمة التعاون والتنمية الاقتصادية لتمكين المرأة اقتصاديًا (WEEF):

شارك المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير في أشغال منتدى الشرق الأوسط وشمال إفريقيا ومنظمة التعاون والتنمية الاقتصادية لتمكين المرأة اقتصاديًا (WEEF)، المنعقد يومي 13 و14 نوفمبر 2024 بالقاهرة - مصر.

يندرج هذا المنتدى ضمن برنامج الشرق الأوسط وشمال إفريقيا ومنظمة التعاون والتنمية الاقتصادية (MENA-OCDE) من أجل تعزيز التنافسية، ويُعد منصة حوار متعددة الأطراف منذ أكثر من 15 سنة، تهدف إلى تسهيل التعاون الإقليمي لتحسين وصول النساء إلى الفرص الاقتصادية، من خلال تشجيع الشراكات بين مختلف اقتصادات منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا ودول منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية.

7. تطوّر الجانب التنظيمي والموارد البشرية لسلطة رقابة التمويل الصغير:

تسهر سلطة رقابة التمويل الصغير على تنمية وتطوير كفاءات وخبرات فريق عملها وذلك من خلال سياسة تكوين نشيطة. حيث يشارك أعضاؤها منذ انتدابهم وطوال مسيرتهم المهنية صلب الهيئة في عدة حلقات تكوينية في تونس وأيضاً في الخارج.

1-7. المشاركة في ورشة تكوينية حول منهجية تمويل المؤسسات متناهية الصغر:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة تدريبية عقدت في تونس بتاريخ 10 و11 جانفي 2024، نظمتها الوكالة الفرنسية للتنمية. وتهدف هذه الدورة إلى تمكين المشاركين من:

- التعرف على خصائص المؤسسات متناهية الصغر وبيئتها.
- فهم الاحتياجات التمويلية للمؤسسات متناهية الصغر.
- إتقان أساليب ومناهج التحليل لتسهيل حصول المؤسسات متناهية الصغر على التمويل.
- التصرف في المخاطر المرتبطة بالقروض المسندة للمؤسسات متناهية الصغر.

2-7. المشاركة في دورة تكوينية حول الخدمات المالية الرقمية وحماية الحرفاء:

شاركت سلطة رقابة التمويل الصغير ممثلة من طرف إطار في دورة تكوينية حول الخدمات المالية الرقمية وحماية الحرفاء، تم تنظيمها من قبل الوكالة الفرنسية للتنمية بتاريخ 8 و9 فيفري 2024 بتونس. وتمحورت هذه الدورة حول تحليل المخاطر التي يواجهها مستخدمو الخدمات المالية الرقمية والتباحث حول الطرق والآليات الواجب اعتمادها لتعزيز حمايتهم بهدف تحقيق تمويل رقمي مسؤول.

2-6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المنتدى المزدوج حول الإدماج المالي:

شارك المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير صعبة إطار من الهيئة في المنتدى المزدوج حول الإدماج المالي في تونس المنعقد يوم 28 ماي 2024 والذي نظمته البنك المركزي التونسي ومرصد الاندماج المالي في إطار الاحتفال باليوم العربي للإدماج المالي تحت شعار «تشجيع الإدماج قصد النهوض بالإدماج المالي». ركزت سلطة رقابة التمويل الصغير خلال مداخلتها في جلسة العمل الأولى على الدور الذي يمكن أن يلعبه قطاع التمويل الصغير كرافعة للإدماج المالي في تونس.

خلال هذا اللقاء، الذي جمع كل الأطراف المعنية والمهنيين في القطاع المالي، تمحورت النقاشات حول دور الإدماج المالي كأحد الركائز الأساسية التي يمكن أن تساهم في مكافحة الفقر والإقصاء المالي والاقتصادي للفئات المهمشة، وكذلك حول أهمية السياسات العمومية التي تعزز الوصول الآمن والفوري إلى الخدمات المالية، مع الحرص على تطبيق تسعيرة مسؤولة وحماية هذه الفئة الهشة من الحرفاء.

3-6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في حفل توقيع مذكرة تفاهم بين مرصد الإدماج المالي ومكتب «GFA Consulting»:

شارك المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير في حفل توقيع مذكرة تفاهم بين مرصد الإدماج المالي ومكتب «GFA Consulting» المنعقد يوم 27 جوان 2024 في تونس والذي تم من خلاله تفعيل تحويل التصرف في المنصة المخصصة للتعليم والتثقيف المالي للباغئين «Espace Finance» لفائدة مرصد الإدماج المالي.

خلال هذا الحفل، تم تنظيم جلسة عمل بحضور الأطراف المعنية بمنظومة التثقيف المالي وريادة الأعمال، وكانت فرصة للنقاش وتبادل الآراء حول التحديات المتعلقة بالتثقيف المالي بالنسبة للباغئين والمؤسسات، لا سيما فيما يتعلق بالخدمات غير المالية في تونس.

4-6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الدورة الثانية من المنتدى الجهوي حول التمويل التشاركي:

شارك المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 05 سبتمبر 2024، في الدورة الثانية من المنتدى الجهوي حول التمويل التشاركي والذي تم تنظيمه في صفاقس من قبل وكالة النهوض بالصناعة والتجديد بالتعاون مع الهيئة التطوعية للخدمات المالية «FSVC» وذلك في إطار استمرارية جهود التواصل وتحسين العموم بالمفهوم الجديد للتمويل التشاركي.

وعلى هامش هذا المنتدى، قدم المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير الإطار القانوني المنظم لنشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات مع التركيز خاصة على مذكرة سلطة رقابة التمويل الصغير عدد 01 بتاريخ 29 ديسمبر 2022 والتي تم من خلالها تحديد الوثائق المكونة لملف طلب الترخيص لممارسة نشاط التمويل التشاركي عبر الهبات والتبرعات.

5-6. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المنتدى العالمي حول سياسات الإدماج المالي تحت شعار «الابتكار من أجل عالم شامل»:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في المنتدى العالمي حول سياسات الإدماج المالي تحت شعار «الابتكار من أجل عالم شامل» المنعقد خلال الفترة الممتدة من 02 إلى 05 سبتمبر

3-7. المشاركة في دورة تكوينية حول استراتيجيات التقصي والتحديات المالية لمكافحة تمويل الإرهاب وغسل الأموال:

شارك إدارات من سلطة رقابة التمويل الصغير في ثلاث دورات تدريبية بعنوان "استراتيجيات التقصي والتحديات المالية لمكافحة تمويل الإرهاب وغسل الأموال" نظمتها الوكالة الألمانية للتعاون الدولي (GIZ).

عُقدت الدورة التكوينية الأولى بتونس خلال الفترة الممتدة من 26 فيفري إلى 6 مارس 2024 والتي تهدف إلى تقديم الالتزامات الرقابية المستوجبة من قبل المؤسسات المالية.

كما عُقدت الدورة الثانية لمدة خمسة (5) أيام من 24 إلى 28 جوان 2024 وتمحورت أساساً حول التحديات المتعلقة باستخدام الأصول الرقمية (العملات الرقمية وأنظمة Blockchain) وتقنيات غسل الأموال والجرائم المالية. أما الدورة التكوينية الثالثة والأخيرة فقد عُقدت من 29 إلى 30 جويلية 2024 بتونس وخصّصت لتكوين مختصين في هذا المجال.

4-7. المشاركة في دورة تكوينية حول الابتكار المالي:

شارك فريق مكون من إدارين تابعين لسلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تدريبية بعنوان «الابتكار المالي: الفرص والتحديات والتعديل القانوني»، نظمتها الهيئة التطوعية للخدمات المالية «FSVC» بتاريخ 1 و4 و5 مارس 2024، وذلك في إطار برنامجها «Impact Finance» الذي يهدف إلى دعم ولوج الشركات الصغرى والمتوسطة إلى التمويل.

وشارك في هذه الدورة التدريبية ممثلون عن البنك المركزي التونسي وهيئة السوق المالية.

تم خلال هذه الدورة، التي أشرف عليها خبيران دوليان، تقديم عدة محاور منها:

- التطورات في مجال الابتكار المالي وتفاعل الهيئات الرقابية مع التغيرات التكنولوجية،
- العملات المشفرة، أنواع الأصول الرقمية، العقود الذكية وتطبيقاتها العملية في الخدمات المالية ومجالات أخرى،
- التحديات المتعلقة بالعملات المشفرة وجمع المعلومات (متابعة المعاملات، تقنيات غسل الأموال وآليات التقصي).
- الوضع التنظيمي العالمي ومستوى نضج الأسواق لمواكبة هذه الابتكارات المالية.

5-7. المشاركة في ورشة تكوينية حول التحديات الراهنة في مجال التنظيم والرقابة في القطاع البنكي:

شارك إدار من سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة تكوينية حول التحديات الراهنة في مجال التنظيم والرقابة في القطاع البنكي، في الكويت خلال الفترة الممتدة من 2 إلى 6 جوان 2024، نظمتها مركز الاقتصاد والمالية بالشرق الأوسط التابع لصندوق النقد الدولي.

وتهدف هذه الدورة إلى تعزيز خبرات المراقبين فيما يتعلق بطرق ووسائل الرقابة القائمة على المخاطر إلى جانب تقديم إرشادات حول كيفية تقييم مستوى المخاطر لدى مؤسسة بنكية وتحديد آليات الرقابة الملائمة واتخاذ التدابير العاجلة لمعالجة نقاط الضعف التي تم تحديدها.

6-7. المشاركة في دورة تكوينية عن بعد حول الإدماج المالي للأشخاص ذوي الإعاقة:

شارك إدار من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية عن بعد حول الإدماج المالي للأشخاص ذوي الإعاقة، عُقدت بتاريخ 18 جوان 2024 ونظمتها التحالف من أجل الشمول المالي (AFI). وتمحورت هذه الدورة حول آفاق الإدماج المالي لهذه الفئة استثناساً باستراتيجيات وسياسات الدول الأعضاء في التحالف في هذا المجال.

7-7. المشاركة في دورة تكوينية حول «جعل التمويل الصغير فعّالاً Making Microfinance Work»:

شارك إدار من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية حول «جعل التمويل الصغير فعّالاً Making Microfinance Work» التي نظمتها مرصد الاندماج المالي بالتعاون مع مكتب منظمة العمل الدولية بتونس، وذلك في إطار مشروع Jeun'ess (مشروع لتطوير الاقتصاد الاجتماعي والتضامني وخلق فرص عمل لائق للشباب التونسي). وقد تم تنظيم هذه الدورة التكوينية من خلال ثلاث ورشات تم تأمينها على ثلاث فترات:

- من 18 إلى 21 نوفمبر 2024
- من 25 إلى 28 نوفمبر 2024
- من 11 إلى 14 ديسمبر 2024.

8-7. زيارة دراسية حول منظومات التمويل التشاركي في أوروبا:

في إطار تفعيل نشاط التمويل التشاركي في تونس، تم تنظيم زيارة دراسية إلى ألمانيا وبلجيكا بدعم فني من مؤسسة هانس سايدل (FHS) وبالتنسيق مع وكالة النهوض بالصناعة والتجديد (APII) بهدف تعزيز تبادل الخبرات مع الفاعلين الاقتصاديين في مجال التمويل التشاركي عبر التبرعات والاستفادة من تجاربهم وممارساتهم المبتكرة.

ولهذا الغرض، تنقل وفد تونسي يضم إدارات من سلطة رقابة التمويل الصغير ووكالة النهوض بالصناعة والتجديد ووزارة المالية ووزارة الصناعة والمناجم والطاقة إلى ألمانيا وبلجيكا خلال الفترة الممتدة من 23 إلى 27 سبتمبر 2024 أين التقوا بأبرز الفاعلين في مجال التمويل التشاركي.

وكان الهدف من هذه الزيارة تمكين الوفد التونسي من الاطلاع عن كثب على الأطر القانونية والتنظيمية وممارسات السوق والاستراتيجيات المبتكرة المعتمدة في هذا المجال، بما من شأنه أن يساهم في تطوير هذا النشاط والنهوض بالتجديد المحلي والتنمية الاقتصادية في تونس.

9-7. المشاركة في دورة تكوينية حول «أفضل الممارسات لتعزيز فعالية أطر مكافحة تمويل الإرهاب»

شارك إدار من سلطة رقابة التمويل الصغير في الدورة التكوينية بعنوان «أفضل الممارسات لتعزيز فعالية أطر مكافحة تمويل الإرهاب» التي نظمتها مركز صندوق النقد الدولي للاقتصاد والتمويل في الشرق الأوسط بالكويت خلال الفترة الممتدة من 22 إلى 26 سبتمبر 2024.

12-7. المشاركة في دورة تكوينية حول تطبيق نظام التحليل الإحصائي (Statistical Analysis System):

شارك ثلاث إدارات من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية حول تطبيق «SAS» والتي تم تأمينها بمقر الهيئة خلال الفترة الممتدة من 6 إلى 7 جوان 2024. مكّنت هذه الدورة من معرفة سبل استخدام تطبيق «SAS Pro Analytics».

13-7. المشاركة في دورة تكوينية حول منظومة «Microsoft Power BI»:

شارك 10 إدارات من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية حول منظومة «Microsoft Power BI» خلال الفترة الممتدة من 01 إلى 02 جويلية 2024. وتمكّن هذه المنظومة الخاصة بتحليل البيانات من خلق مشاهد (لوحات قيادة ورسوم بيانية وخرائط) يتم تزويدها من خلال عدّة مصادر بيانات قابلة للدمج مع تقارير ديناميكية موجودة في «Cloud» وتكون متاحة لعدد كبير من المستخدمين. وسيتمكّن مراقبو سلطة رقابة التمويل الصغير إثر تدريبهم في هذا المجال من التثبت من صحّة المعطيات التي يستخدمونها إضافة إلى ربح الوقت عند معالجتها.

10-7. المشاركة في دورة تكوينية حول سياسة سعر الصرف:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية حول سياسة سعر الصرف، التي نظّمها مركز صندوق النقد الدولي للاقتصاد والتمويل في الشرق الأوسط بالكويت خلال الفترة الممتدة من 27 أكتوبر إلى 7 نوفمبر 2024.

11-7. المشاركة في دورة تكوينية حول أنظمة الدفع الفوري الشمولية لتعزيز الإدماج المالي:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية حول أنظمة الدفع الفوري الشمولية لتعزيز الإدماج المالي التي نظّمها التحالف من أجل الإدماج المالي (AFI) لفائدة أعضائه بالتعاون مع البنك المركزي الأردني وبدعم من الشركة الأردنية لأنظمة الدفع والتسوية (JoPACC) في عمّان -الأردن- خلال الفترة الممتدة من 25 إلى 28 نوفمبر 2024.

وتهدف هذه الدورة التي شارك فيها 52 ممثلاً عن 39 مؤسسة عضو في التحالف، إلى تقديم نظرة عملية للمشاركين حول مختلف المقاربات المعتمدة في أنظمة الدفع الفوري (IPS)، مع التركيز على تعزيز تبادل الخبرات بين الدول في مجال استغلال هذه الأنظمة وتغيير طرق الدفع.

الواقع قطاع التمويل الصغير في تونس

 **ACM**
Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير



1. تطور الإطار التشريعي والترتيبي للتمويل الصغير في تونس منذ سنة 2011

للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014.

بالإضافة إلى ذلك، تم استكمال الإطار الترتيبي والقانوني للتمويل الصغير خلال سنة 2024 بصور الأمر عدد 542 لسنة 2024 المؤرخ في 4 نوفمبر 2024 المتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 المتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.

وفقا للفصل 43 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير، فإن من مهام سلطة رقابة التمويل الصغير إبداء رأبها لوزير المالية بخصوص المشاريع المتعلقة بالتمويل الصغير.

وفي هذا الإطار، أبدى أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير رأبهم بخصوص مشروع أمر يتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 والمتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال

وبيّن الرسم البياني التالي تطوّر الإطار الترتيبي والتشريعي للتمويل الصغير منذ سنة 2011:

نوفمبر 2024

◀ **الأمر عدد 542 لسنة 2024 المؤرخ في 4 نوفمبر 2024** يتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 المتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.

مارس 2022

◀ **الأمر الرئاسي عدد 306 لسنة 2022 المؤرخ في 29 مارس 2022** والمتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 المتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.

ماي 2021

◀ **قرار وزير الاقتصاد والمالية ودعم الاستثمار المؤرخ في 4 ماي 2021** والمتعلق بإتمام قرار وزير المالية المؤرخ في 8 أوت 2002 والمتعلق بضبط فروع التأمين الواردة بالفصل 69 من مجلة التأمين.

ماي 2020

◀ **قرار وزير المالية المؤرخ في 15 ماي 2020** والمتعلق بتطبيق الإجراءات الاستثنائية لمساندة حفاء مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الدسم.

فيفري 2020

◀ **أمر حكومي عدد 104 لسنة 2020 المؤرخ في 20 فيفري 2020** والمتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 والمتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المنظم لنشاط مؤسسات التمويل الصغير.

سبتمبر 2019

◀ **قرار وزير المالية المؤرخ في 12 سبتمبر 2019** والمتعلق بضبط العقوبات الإدارية والمالية المسلطة على مؤسسات التمويل الصغير المخلة بأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمنظم لنشاط مؤسسات التمويل الصغير.

جانفي 2019

◀ **قرار وزير المالية المؤرخ في 21 جانفي 2019** والمتعلق بتحديد معايير الحوكمة والشفافية المالية والتصاريف التي تخضع لها الجمعيات التمتوية.

أفريل 2018

◀ **قرار وزير المالية المؤرخ في 13 أفريل 2018** المتعلق بتنقيح وإتمام القرار المؤرخ في 18 جانفي 2012 المتعلق بتحديد المبلغ الأقصى للقرض الصغير وشروط إسناده من قبل مؤسسات التمويل الصغير.

مارس 2018

◀ **قرار وزير المالية المؤرخ في 27 مارس 2018** المتعلق بالمصادقة على معايير المحاسبة الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير.

جانفي 2018

◀ **أمر حكومي عدد 12 لسنة 2018 المؤرخ في 10 جانفي 2018** المتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 المتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المنظم لنشاط مؤسسات التمويل الصغير.

جويلية 2017

قرار وزير المالية بالنيابة المؤرخ في 26 جويلية 2017 المتعلق بضبط معايير الحوكمة لمؤسسات التمويل الصغير.

جانفي 2017

أمر حكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 والمتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للدمتال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014.

ديسمبر 2016

قرار وزيرة المالية المؤرخ في 23 ديسمبر 2016 والمتعلق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات التمويل الصغير.

أوت 2016

قرار وزير المالية المؤرخ في 24 أوت 2016 والمتعلق بحماية حرقاء مؤسسات التمويل الصغير.

فيفري 2016

قرار وزير المالية المؤرخ في 9 فيفري 2016 المتعلق بضبط نسب وصيغ استخلاص مساهمات مؤسسات التمويل الصغير الراجعة لسلطة رقابة التمويل الصغير والمنصوص عليها بالفصل 48 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014.

نوفمبر 2014

قرار وزير الاقتصاد والمالية المؤرخ في 17 نوفمبر 2014 المتعلق بضبط صيغ التدقيق الخارجي لحسابات مؤسسات التمويل الصغير.

جويلية 2014

قانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014 المتعلق بتنقيح المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.

أوت 2013

قرار وزير المالية المؤرخ في 19 أوت 2013 المتعلق بتنقيح القرار المؤرخ في 22 جانفي 2013 المتعلق بضبط إجراءات منح التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وتطورها المؤسساتي.

أفريل 2013

قرار وزير المالية المؤرخ في 16 أفريل 2013 المتعلق بضبط مهام اتحادات مؤسسات التمويل الصغير.
قرار وزير المالية المؤرخ في 22 أفريل 2013 المتعلق بتسمية رئيس وأعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير.

جانفي 2013

قرار وزير المالية المؤرخ في 22 جانفي 2013 المتعلق بضبط إجراءات منح التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وتطورها المؤسساتي.

نوفمبر 2012

الأمر عدد 2643 لسنة 2012 المؤرخ في 6 نوفمبر 2012 المتعلق بتسمية مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير.

سبتمبر 2012

الأمر عدد 2128 لسنة 2012 المؤرخ في 28 سبتمبر 2012 المتعلق بضبط طرق تسيير سلطة رقابة التمويل الصغير.

جانفي 2012

قرار وزير المالية المؤرخ في 18 جانفي 2012 المتعلق بتحديد المبلغ الأقصى للقروض الصغير وشروط إسناده من قبل مؤسسات التمويل الصغير.

نوفمبر 2011


المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.
المرسوم عدد 118 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بالأحكام الجبائية الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير.

2. معطيات حول قطاع التمويل الصغير في تونس خلال سنة 2024:

يتكوّن قطاع التمويل الصغير في تونس في موفى شهر ديسمبر 2024 من:

- **289 جمعية قروض صغيرة** مرخص لها من في إطار القانون عدد 67 لسنة 1999 المؤرخ في 15 جويلية 1999 والمتعلق بالقروض الصغيرة المسندة من قبل الجمعيات، منها:

- 9 جمعيات لم تتعاط قط هذا النشاط.
- 187 جمعية تحضلت عل تمويلات من البنك التونسي للتضامن خلال سنة 2024، ولم تتمكن إلا جمعية واحدة من بين هاته الجمعيات من الامتثال لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 و المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير وهي¹:

| الشعار | مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعياتي | أسد تمويل |
|---|--|-----------|
|  | مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعية تمّ إحداثها في إطار عملية تفريغ نشاط التمويل الصغير لجمعية دعم التنمية الذاتية «أسد». تحضلت على ترخيص من وزير المالية بتاريخ 30 سبتمبر 2015. | |

• 7 شركات خفية الاسم:

| تاريخ الحصول على الترخيص | شعار | مؤسسة التمويل الصغير في شكل شركة خفية الاسم |
|--------------------------|---|---|
| 2014.03.28 |  | شركة تيسير للتمويل الصغير |
| 2014.10.03 |  | شركة ميكروكريد |
| 2015.01.22 |  | شركة أدفانس تونس |
| 2015.04.21 |  | شركة المركز المالي للباعثين (دعم) |
| 2015.12.31 |  | شركة أندا تمويل |
| 2016.05.06 |  | شركة الزيتونة تمكين |
| 2019.01.09 |  | شركة الأمل للتمويل الصغير |

1-2. تطوّر التمويلات الصغرى المسندة:

أ- خلال الفترة (2022-2024):

- سجّل العدد الجملي للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير (في شكل شركات خفية الاسم وفي شكل جمعيات) تراجعاً طفيفاً خلال سنة

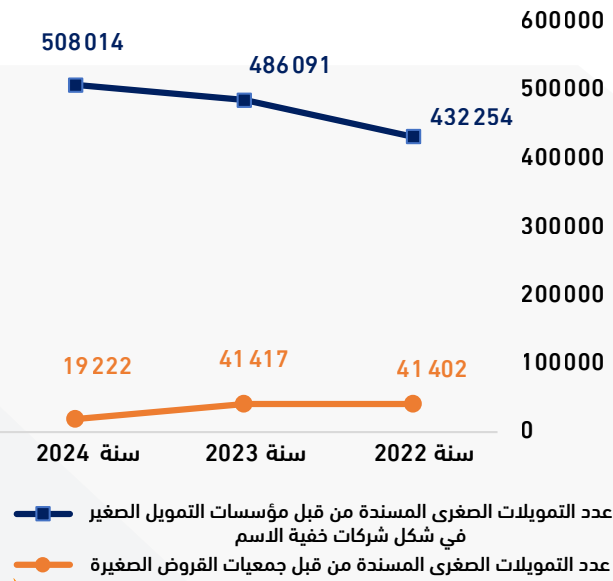
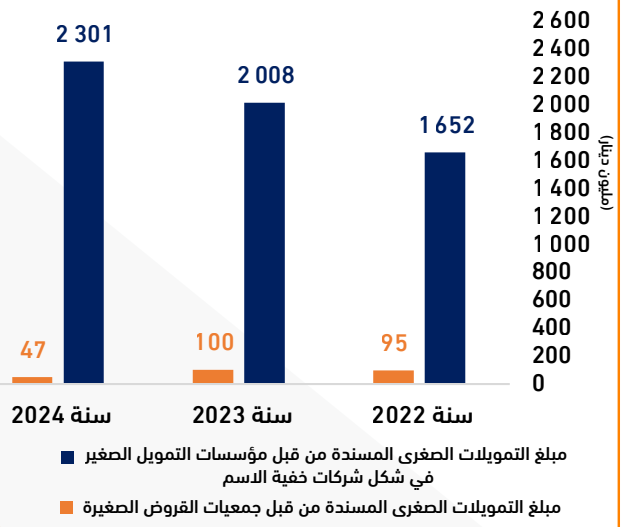
2024 بنسبة 0,1% مقارنة بسنة 2023 حيث انخفض من 527 502 إلى 527 236 تمويلاً صغيراً. شهد المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير ارتفاعاً من 2 108 مليون دينار خلال سنة 2023 إلى 2 348 مليون دينار خلال سنة 2024 أي بمعدّل نموّ قدره 11,4%.

تطوّر التمويلات الصغرى المسندة حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير خلال الفترة (2022-2024)

(الوحدة : ألف دينار)

| أصناف مؤسسات التمويل الصغير | 2024 | | | 2023 | | | 2022 | | |
|-----------------------------|---------|-------|------------|---------|--------|------------|---------|-------|------------|
| | العدد | (%) | المبلغ (%) | العدد | (%) | المبلغ (%) | العدد | (%) | المبلغ (%) |
| الشركات خفية الاسم | 432 254 | 91,3% | 1 651 821 | 486 091 | 92,15% | 2 007 528 | 486 091 | 94,6% | 1 651 821 |
| جمعيات القروض الصغيرة | 41 402 | 8,7% | 95 186 | 41 411 | 7,85% | 100 212 | 41 411 | 5,4% | 95 186 |
| المجموع | 473 656 | 100% | 1 747 007 | 527 502 | 100% | 2 107 740 | 527 502 | 100% | 1 747 007 |

1 منح الفصل 58 من المرسوم 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير لجمعيات القروض الصغيرة، صفة مؤسسات تمويل صغير شريطة امتثالها لأحكام هذا المرسوم في أجل أقصاه سنة. نص القانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014 المتعلق بتنقيح المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير على أنّ جمعيات القروض الصغيرة، تعتبر مرخصاً لها كمؤسسات تمويل صغير شرط أن تمتثل لأحكام المرسوم المذكور في أجل أقصاه موفى شهر ديسمبر 2016، ويتم عند الاقتضاء التمديد في هذا الأجل بأمر. وبطول هذا الأجل (2016/12/31)، وبإستثناء جمعية «دعم التنمية الذاتية أسد»، لم تتمكن أي جمعية أخرى لأحكام هذا المرسوم، وتجدر الإشارة في هذا الإطار أنّه قد تمّ إصدار خمس أوامر حكومية بتاريخ 19 جانفي 2017 و10 جانفي 2018 و20 فيفري 2020 و29 مارس 2022 و4 نوفمبر 2024 لتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم المذكور إلى موفى سنة 2025.

تطور عدد التمويلات الصغرى المسندة حسب صنف
مؤسسات التمويل الصغيرتطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة حسب صنف
مؤسسات التمويل الصغير

الفترة الممتدة من سنة 2011 إلى سنة 2024 ارتفعا حيث بلغ متوسط معدل النمو السنوي نسبة قدرت بـ 20%.

ب- خلال الفترة (2024-2011):

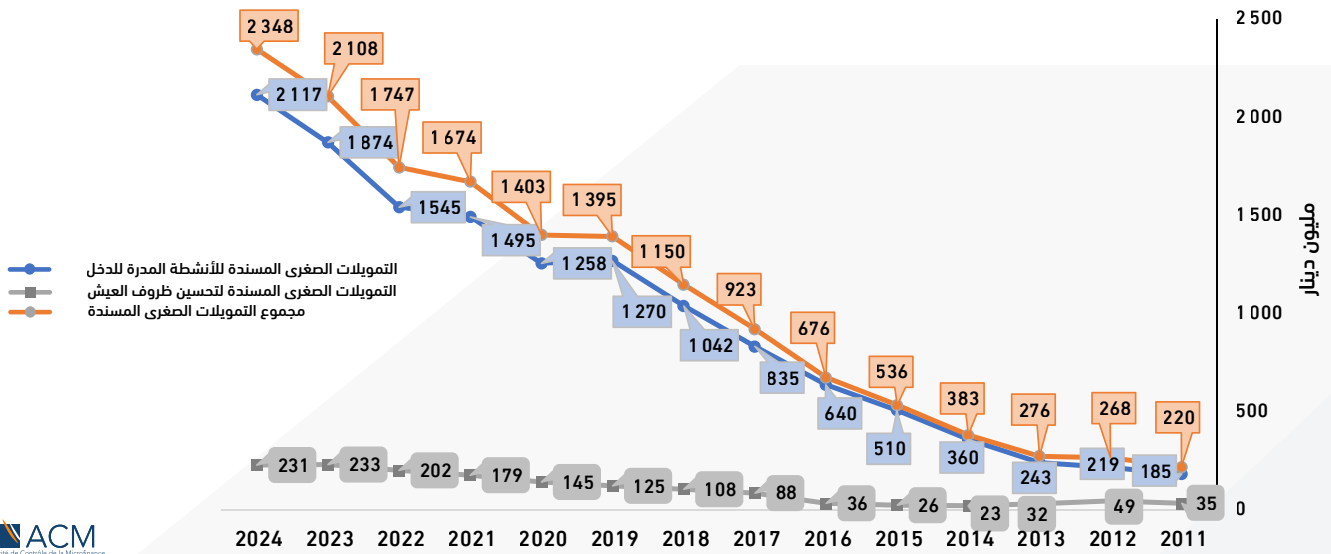
• شهد المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال

توزيع التمويلات الصغرى المسندة للفترة (2024-2011)

(الوحدة : ألف دينار)

| مجموع التمويلات الصغرى المسندة | | التمويلات الصغرى المسندة لتحسين ظروف العيش | | التمويلات الصغرى المسندة للأنشطة المدرة للدخل | | |
|--------------------------------|---------|--|---------|---|---------|------|
| المبلغ | العدد | المبلغ | العدد | المبلغ | العدد | |
| 219 670 | 258 153 | 35 006 | 62 719 | 184 664 | 195 434 | 2011 |
| 267 947 | 271 293 | 48 578 | 71 705 | 219 369 | 199 588 | 2012 |
| 275 947 | 251 811 | 32 398 | 46 293 | 243 461 | 205 518 | 2013 |
| 383 294 | 283 711 | 23 122 | 32 927 | 360 172 | 250 784 | 2014 |
| 536 082 | 329 747 | 26 418 | 38 949 | 509 664 | 290 798 | 2015 |
| 675 712 | 360 916 | 36 112 | 51 152 | 639 601 | 309 764 | 2016 |
| 923 040 | 412 789 | 88 349 | 83 456 | 834 690 | 329 333 | 2017 |
| 1 149 559 | 455 871 | 107 877 | 90 877 | 1 041 682 | 364 994 | 2018 |
| 1 395 075 | 476 318 | 124 676 | 94 618 | 1 270 399 | 381 700 | 2019 |
| 1 402 648 | 411 105 | 144 684 | 100 692 | 1 257 964 | 310 413 | 2020 |
| 1 673 994 | 465 013 | 178 539 | 114 028 | 1 495 454 | 350 985 | 2021 |
| 1 747 004 | 473 656 | 202 367 | 123 847 | 1 544 640 | 349 809 | 2022 |
| 2 107 740 | 527 502 | 233 342 | 133 972 | 1 874 396 | 393 530 | 2023 |
| 2 348 159 | 527 236 | 230 819 | 123 144 | 2 117 341 | 404 092 | 2024 |

تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة خلال الفترة الممتدة من سنة 2011 إلى سنة 2024



2-2. توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب الجهات:

- استفادت جهة الشمال الشرقي بنسبة تقدر بـ 38% من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2024 مقابل 41% و 39% على التوالي خلال سنتي 2022 و 2023.
- قَدّرت نسبة التمويلات الصغرى المسندة في جهة الشمال الغربي بـ 15% من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2024.

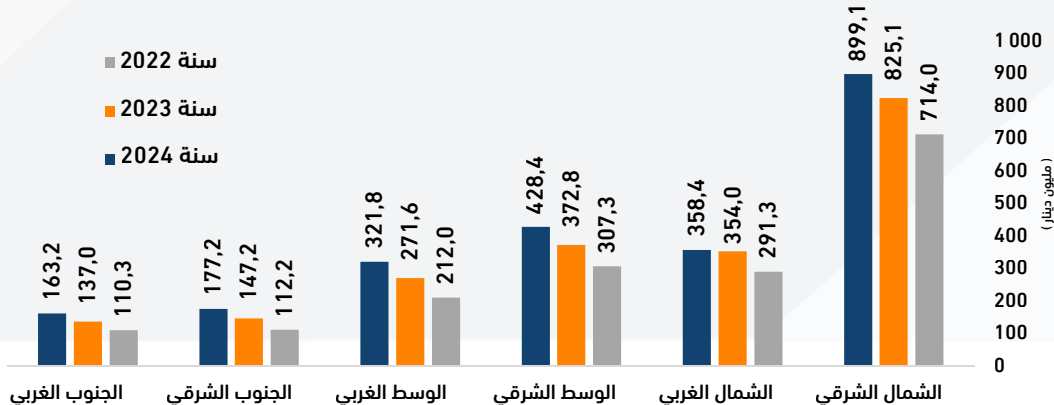
- بلغت حصة كل من جهتي الوسط الشرقي والوسط الغربي نسبة 18% و 14% على التوالي من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2024 مقابل نسبة 18% و 13% على التوالي خلال سنة 2023.
- استفادت كل من جهتي الجنوب الشرقي والجنوب الغربي بنسبة 8% و 7% على التوالي من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2024.

توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب الجهات خلال الفترة (2024-2022)

(الوحدة : ألف دينار)

| توزيع التمويلات الصغرى حسب الجهات | 2024 | | | | 2023 | | | | 2022 | | | |
|-----------------------------------|------|-----------|------|---------|------|-----------|------|---------|------|-----------|------|---------|
| | (%) | المبلغ | (%) | العدد | (%) | المبلغ | (%) | العدد | (%) | المبلغ | (%) | العدد |
| الشمال الشرقي | 38% | 899 074 | 42% | 221 186 | 39% | 825 144 | 40% | 213 225 | 41% | 713 965 | 41% | 194 849 |
| الشمال الغربي | 15% | 358 419 | 16% | 82 143 | 17% | 354 017 | 17% | 89 034 | 17% | 291 305 | 17% | 79 414 |
| الوسط الشرقي | 18% | 428 434 | 16% | 86 201 | 18% | 372 789 | 17% | 87 238 | 18% | 307 259 | 17% | 79 066 |
| الوسط الغربي | 14% | 321 836 | 12% | 60 637 | 13% | 271 554 | 12% | 62 562 | 12% | 211 965 | 12% | 55 391 |
| الجنوب الشرقي | 8% | 177 211 | 8% | 40 682 | 7% | 147 239 | 8% | 39 964 | 6% | 112 176 | 7% | 34 580 |
| الجنوب الغربي | 7% | 163 186 | 7% | 36 387 | 6% | 136 996 | 7% | 35 479 | 6% | 110 338 | 6% | 30 356 |
| المجموع | 100% | 2 348 159 | 100% | 527 236 | 100% | 2 107 740 | 100% | 527 502 | 100% | 1 747 007 | 100% | 473 656 |

تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة حسب الجهة من سنة 2022 إلى سنة 2024



التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2024 بمبلغ قدر بحوالي 686 مليون دينار أي بنسبة 28% من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة مقابل 142 709 تمويلا صغيرا مسندا خلال السنة الفارطة بمبلغ جملي قدر بحوالي 601 مليون دينار.

- لم تتجاوز حصة قطاع الصناعات التقليدية خلال سنة 2024 نسبة 2% من مجموع التمويلات الصغرى المسندة، ليكون بذلك القطاع الأقل استفادة من التمويلات الصغرى.

3-2. توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب القطاعات:

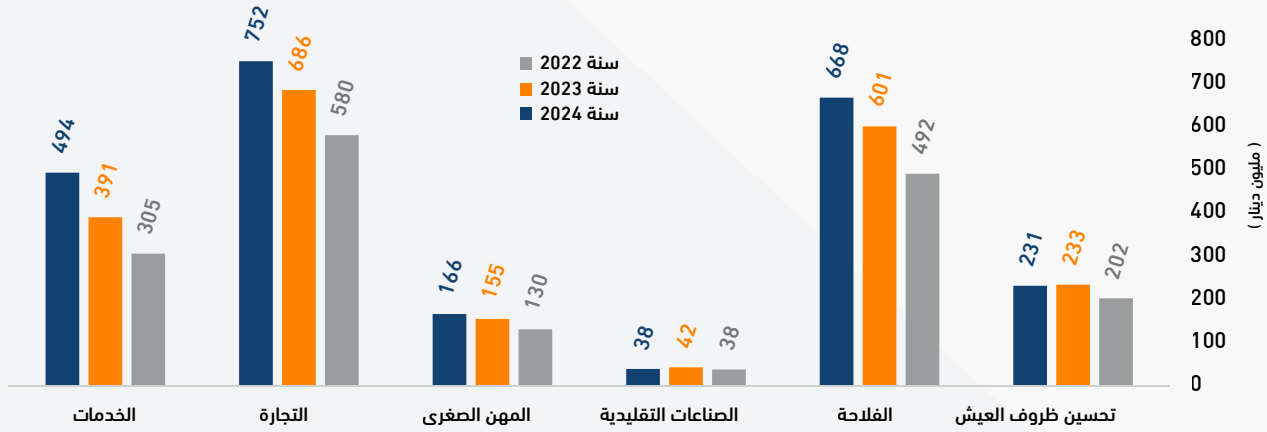
- استأثر قطاع التجارة بالنصيب الأوفر من إجمالي مبلغ التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2024، من خلال حصوله على حوالي 752 مليون دينار أي ما يمثل 32% من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال تلك السنة، مقابل 686 مليون دينار خلال سنة 2023.
- تحصل قطاع الفلاحة على 137 347 تمويلا من مجموع

توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب القطاعات خلال الفترة (2024-2022)

(الوحدة : ألف دينار)

| 2024 | | | | 2023 | | | | 2022 | | | | توزيع التمويلات الصغرى حسب القطاع |
|------|-----------|------|---------|------|-----------|-----|---------|------|-----------|------|---------|-----------------------------------|
| (%) | المبلغ | (%) | العدد | (%) | المبلغ | (%) | العدد | (%) | المبلغ | (%) | العدد | |
| %10 | 230 819 | %23 | 123 144 | %11 | 233 343 | %25 | 133 972 | %12 | 202 367 | %26 | 123 847 | تحسين ظروف العيش ² |
| %28 | 667 648 | %26 | 137 347 | %29 | 601 310 | %27 | 142 709 | %28 | 491 535 | %27 | 128 661 | الفلاحة ³ |
| %2 | 38 069 | %2 | 12 683 | %2 | 41 807 | %3 | 14 335 | %2 | 37 534 | %3 | 13 414 | الصناعات التقليدية |
| %7 | 165 912 | %8 | 41 159 | %7 | 155 090 | %7 | 39 339 | %7 | 130 038 | %7 | 34 936 | المهن الصغرى |
| %32 | 751 900 | %27 | 143 292 | %33 | 685 660 | %26 | 137 782 | %33 | 580 173 | %26 | 122 562 | التجارة |
| %21 | 493 811 | %13 | 69 611 | %19 | 390 526 | %11 | 59 365 | %17 | 305 359 | %11 | 50 236 | الخدمات |
| %100 | 2 348 159 | %100 | 527 236 | %100 | 2 107 740 | 100 | 527 502 | %100 | 1 747 007 | %100 | 473 656 | المجموع |

تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة حسب القطاع من سنة 2022 إلى سنة 2024



مختلف المجالات، وفي المقابل تحصلت النساء على 1 025 مليون دينار.

- وتحصلت النساء على 296 611 تمويلا صغيرا أي ما يمثل نسبة 56% من مجموع التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2024 مقابل 230 625 تمويلا صغيرا تم إسناده للرجال.

4-2. توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب النوع الاجتماعي:

- استفاد الرجال والنساء، خلال سنة 2024، على التوالي بنسبة 56% و 44% من إجمالي مبلغ التمويلات الصغرى المسندة مقابل حصص 55% و 45% على التوالي من مجموع التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2023. وتحصل الرجال، خلال سنة 2024، على حوالي 1 323 مليون دينار في

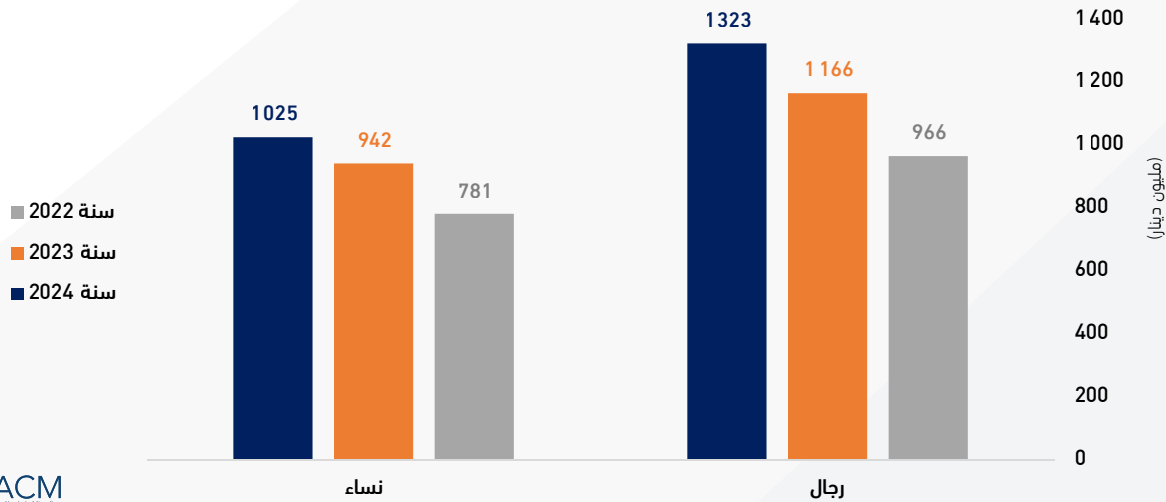
2 يشمل قطاع تحسين ظروف العيش المجالات الثلاث التالية: التعليم وتحسين السكن وأنشطة أخرى مرتبطة بتحسين ظروف العيش.
3 يضم قطاع الفلاحة كل من الفلاحة وتربية الماشية والصيد البحري.

توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب النوع الاجتماعي خلال الفترة (2024-2022)

(الوحدة : ألف دينار)

| 2024 | | | | 2023 | | | | 2022 | | | | توزيع التمويلات الصغرى حسب النوع الاجتماعي |
|------|-----------|------|---------|------|-----------|------|---------|------|-----------|------|---------|--|
| (%) | المبلغ | (%) | العدد | (%) | المبلغ | (%) | العدد | (%) | المبلغ | (%) | العدد | |
| %56 | 1 323 101 | %44 | 230 625 | %55 | 1 165 846 | %43 | 229 076 | %55 | 965 779 | %44 | 207 428 | رجال |
| %44 | 1 025 058 | %56 | 296 611 | %45 | 941 894 | %57 | 298 426 | %45 | 781 228 | %56 | 266 228 | نساء |
| %100 | 2 348 159 | %100 | 527 236 | %100 | 2 107 740 | %100 | 527 502 | %100 | 1 747 007 | %100 | 473 656 | المجموع |

تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة حسب النوع الاجتماعي من سنة 2022 إلى سنة 2024



المعدّل المسجّل بالنسبة للرجال والذي بلغ 5 737 ديناراً خلال سنة 2024 مقابل 5 090 ديناراً سنة 2023 أي بنسبة نموّ قدرها 12,7%.

بلغ معدّل مبلغ التمويل الصغير المسند للنساء 3 456 ديناراً خلال سنة 2024 مقابل 3 156 ديناراً خلال سنة 2023 مسجّلاً ارتفاعاً بـ 9,5% إلا أنّه لا يزال أقلّ من

توزيع معدّل مبلغ التمويل الصغير حسب النوع الاجتماعي خلال الفترة (2024-2022)

(الوحدة : دينار)

| 2024 | 2023 | 2022 | |
|-------|-------|-------|----------------------------------|
| 5 737 | 5 090 | 4 656 | معدّل مبلغ التمويل الصغير للرجال |
| 3 456 | 3 156 | 2 934 | معدّل مبلغ التمويل الصغير للنساء |
| 4 454 | 3 996 | 3 688 | معدّل مبلغ التمويل الصغير |

المشاريع أي بنسبة 99% من القيمة الجمليّة للتمويلات الصغرى المخصّصة للأنشطة المدوّرة للدخل، في حين لم يحظ إحداه المشاريع إلا بنسبة 1% خلال نفس الفترة.

5-2. توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب نوع المشروع:

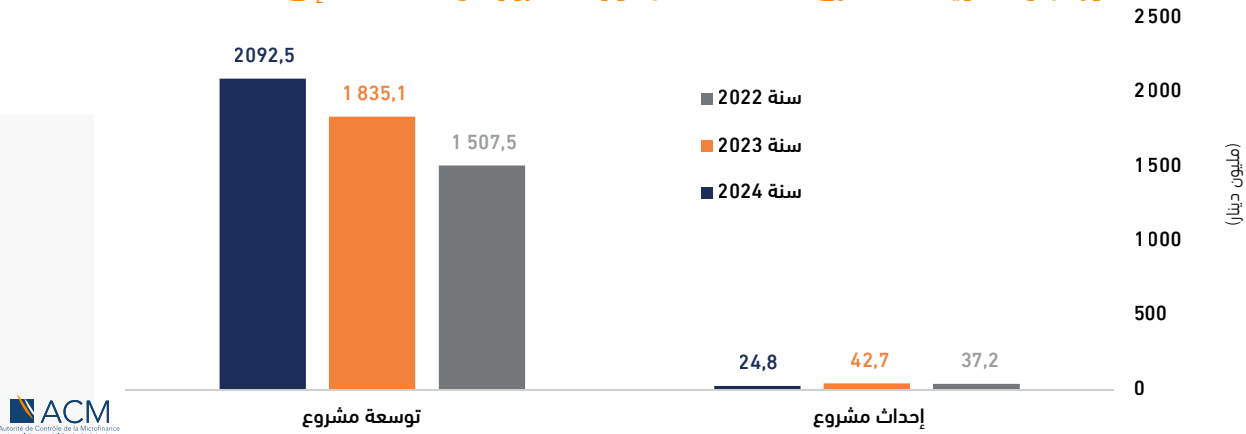
تمّ خلال سنة 2024، تخصيص 2 092 مليون دينار لتوسعة

توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب نوع المشروع خلال الفترة (2024-2022)

(الوحدة : ألف دينار)

| 2024 | | | | 2023 | | | | 2022 | | | | توزيع التمويلات الصغرى حسب نوع المشروع |
|------|-----------|------|---------|------|-----------|------|---------|------|-----------|------|---------|--|
| (%) | المبلغ | (%) | العدد | (%) | المبلغ | (%) | العدد | (%) | المبلغ | (%) | العدد | |
| %1 | 24 796 | %2 | 6 705 | %2 | 42 677 | %4 | 14 843 | %2 | 37 175 | %3 | 11 632 | إحداث مشروع |
| %99 | 2 092 545 | %98 | 397 387 | %98 | 1 835 114 | %96 | 382 304 | %98 | 1 507 465 | %97 | 338 177 | توسعة مشروع |
| %100 | 2 117 341 | %100 | 404 092 | %100 | 1 877 791 | %100 | 397 147 | %100 | 1 544 640 | %100 | 349 809 | المجموع |

تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة حسب نوع المشروع من سنة 2022 إلى سنة 2024



6-2. معدّل التمويل الصغير:

مقابل 4 763 دينار خلال السنة الماضية. ويتأثر معدّل مبلغ التمويلات الصغرى المسندة من قبل كامل قطاع التمويل الصغير أساسا بمعدّل التمويلات المسندة من قبل شركة أندا تمويل التي تملك الحصّة الأكبر من سوق التمويل الصغير.

- بلغ معدّل مبلغ التمويل الصغير 4 454 ديناراً في موفى سنة 2024، مقابل 3 996 ديناراً في نهاية السنة الفارطة.
- كما قدّر معدّل مبلغ التمويلات الصغرى المخصّصة للأنشطة المدوّرة للدخل 5 240 دينار خلال سنة 2024

تطور معدّل التمويل الصغير حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير خلال الفترة (2024-2022)

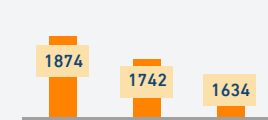
(الوحدة : دينار)

| 2024 | | | 2023 | | | 2022 | | | قطاع التمويل الصغير |
|---------------------------|---|--|---------------------------|---|--|---------------------------|---|--|---|
| معدّل مبلغ التمويل الصغير | معدّل مبلغ التمويل المخصّص للأنشطة المدوّرة للدخل | معدّل مبلغ التمويل المخصّص لتحسين ظروف العيش | معدّل مبلغ التمويل الصغير | معدّل مبلغ التمويل المخصّص للأنشطة المدوّرة للدخل | معدّل مبلغ التمويل المخصّص لتحسين ظروف العيش | معدّل مبلغ التمويل الصغير | معدّل مبلغ التمويل المخصّص للأنشطة المدوّرة للدخل | معدّل مبلغ التمويل المخصّص لتحسين ظروف العيش | |
| 4 454 | 5 240 | 1 874 | 3 996 | 4 763 | 1 742 | 3 688 | 4 416 | 1 634 | قطاع التمويل الصغير |
| 4 530 | 5 359 | 1 888 | 4 130 | 4 997 | 1 764 | 3 821 | 4 655 | 1 655 | مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم |
| 2 447 | 2 603 | 949 | 2 420 | 2 562 | 938 | 2 299 | 2 434 | 948 | جمعيات القروض الصغيرة ومؤسسات التمويل الصغير في شكل جمعياتي |

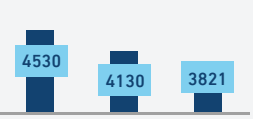
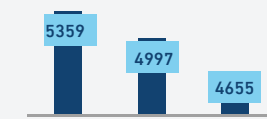
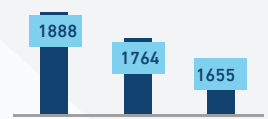
تطور معدل مبلغ التمويل الصغير المخصّص لتحسين ظروف العيش

تطور معدل مبلغ التمويل الصغير المخصّص للأنشطة المدوّرة للدخل

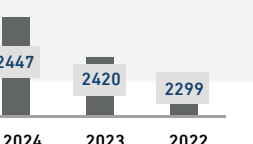
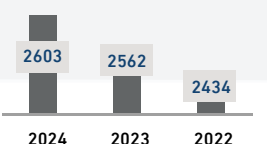
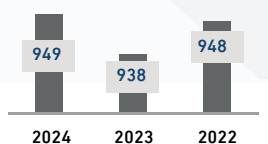
تطور معدل مبلغ التمويل الصغير



قطاع التمويل الصغير



مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



جمعيات القروض الصغيرة

7-2. تطوّر المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى:

أ- المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى حسب صنف مؤسّسات التمويل الصغرى:

- ارتفع المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسّسات التمويل الصغرى في شكلها الجمعياتي والشركات خفية الاسم من 1 916,4 مليون دينار في موفى سنة 2022 إلى 2 562,5 مليون دينار في موفى سنة 2024، مسجّلا بذلك متوسط معدّل نمو سنوي قدر بـ 15,6% خلال الفترة (2022-2024).

- تطوّر المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسّسات التمويل في شكل شركات خفية الاسم بنسبة 20%، حيث بلغ 2 295,2 مليون دينار في موفى سنة 2024 مقابل 1 910,6 مليون دينار في موفى سنة 2023. مثل المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسّسات التمويل في شكل شركات خفية الاسم حوالي 89,6% من المبلغ الجاري الجملي للتمويلات الصغرى المسندة في موفى سنة 2024 مقابل 86,4% في موفى سنة 2023.

تطور المبلغ الجاري للتمويل الصغرى حسب صنف مؤسّسات التمويل الصغرى خلال الفترة (2024-2022)

| 2024-12-31 | | 2023-12-31 | | 2022-12-31 | | المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى حسب صنف مؤسّسات التمويل الصغرى |
|---------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|---|
| المبلغ الجاري | عدد القروض | المبلغ الجاري | عدد القروض | المبلغ الجاري | عدد القروض | |
| 2 295 171 | 669 689 | 1 910 617 | 612 108 | 1 616 312 | 554 505 | مؤسّسات التمويل الصغرى في شكل شركات خفية الاسم |
| 267 367 | 258 691 | 300 695 | 274 781 | 300 094 | 268 454 | جمعيات القروض الصغرى |
| 2 562 538 | 928 380 | 2 211 313 | 886 889 | 1 916 406 | 822 959 | المجموع |

تطوّر المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى لقطاع التمويل الصغرى من سنة 2022 إلى سنة 2024



بنسبة قدرها 10%. في موفى سنة 2024، بلغ معدّل المبلغ الجاري للرفاء النشيطين دون احتساب الرفاء المزدوجين 3 856 ديناراً. سجّل معدّل المبلغ الجاري للتمويل الصغرى النشيط ارتفاعاً بنسبة 9,8% حيث بلغ 3 427 ديناراً في موفى سنة 2024 مقابل 3 122 ديناراً في موفى سنة 2023.

ب- متوسط المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى النشيطة بالنسبة لمؤسّسات التمويل الصغرى في شكل شركات خفية الاسم:

- سجّل معدّل المبلغ الجاري لكلّ حريف نشيط باعتبار الرفاء المزدوجين ارتفاعاً من 3 323 ديناراً في موفى سنة 2023 إلى 3 658 ديناراً في موفى سنة 2024 أي

المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى النشيطة بالنسبة لمؤسّسات التمويل الصغرى في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2024-2022)

| 31 ديسمبر 2024 | 31 ديسمبر 2023 | 31 ديسمبر 2022 | مؤسّسات التمويل الصغرى في شكل شركات خفية الاسم |
|----------------|----------------|----------------|--|
| 2 295 171 | 1 910 617 | 1 616 312 | المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى النشيطة بالألف دينار |
| 627 362 | 574 943 | 533 983 | عدد الرفاء النشيطين (باعتبار الرفاء المزدوجين) |
| 595 268 | 548 860 | 512 212 | عدد الرفاء النشيطين (دون اعتبار الرفاء المزدوجين) |
| 669 689 | 612 108 | 554 505 | عدد القروض النشيطة |
| 3 856 | 3 481 | 3 156 | معدّل المبلغ الجاري للرفاء النشيطين دون اعتبار الرفاء المزدوجين بالدينار |
| 3 658 | 3 323 | 3 027 | معدّل المبلغ الجاري للرفاء النشيطين باعتبار الرفاء المزدوجين بالدينار |
| 3 427 | 3 122 | 2 915 | معدّل المبلغ الجاري للتمويل الصغرى بالدينار |

8-2. محفظة المخاطر 30 يوما لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:

أ- خلال الفترة (2022-2024):

- سجّل مبلغ محفظة المخاطر 30 يوما مع إدراج القروض التي وقع شطبها لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم ارتفاعا بنسبة 12% حيث بلغ 96,7 مليون دينار في موفى سنة 2024 مقابل 86,6 مليون دينار في موفى سنة 2023.
- تطوّر مبلغ محفظة المخاطر 30 يوما دون إدراج القروض

- التي وقع شطبها لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم من 48 مليون دينار في موفى سنة 2023 إلى حوالي 68 مليون دينار في موفى سنة 2024. بلغت نسبة محفظة المخاطر 30 يوما مع إدراج القروض التي وقع شطبها 4,16% في موفى سنة 2024 مقابل 4,44% في موفى سنة 2023.
- بلغت نسبة محفظة المخاطر 30 يوما دون إدراج القروض التي وقع شطبها 2,96% في موفى سنة 2024 مقابل 2,51% في موفى سنة 2023.

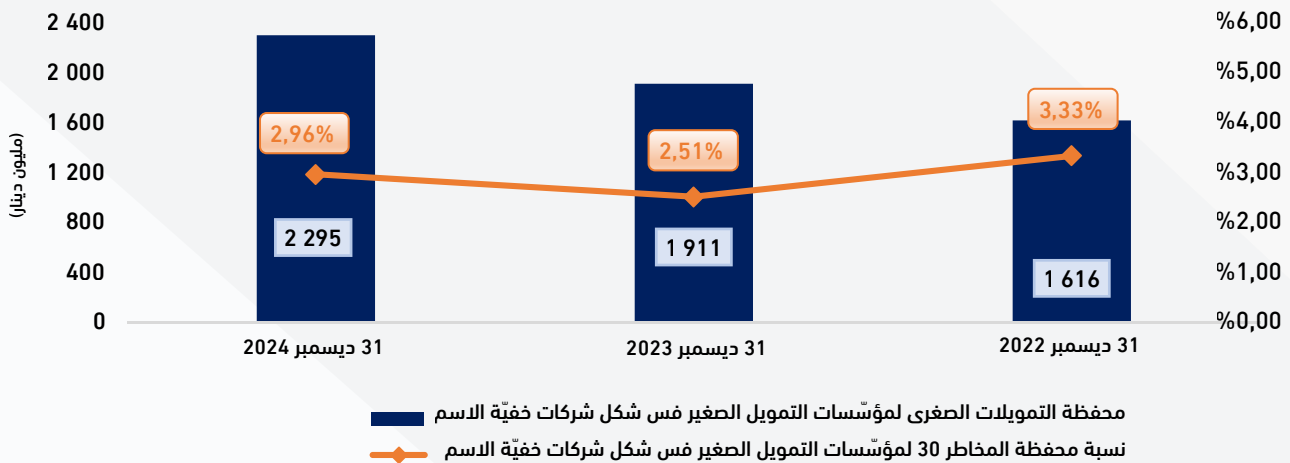
تطوّر محفظة التمويلات الصغرى لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

| محفظة المخاطر 30 يوما مع إدراج القروض التي وقع شطبها | | محفظة المخاطر 30 يوما دون إدراج القروض التي وقع شطبها | | محفظة التمويلات الصغرى (ألف دينار) | محفظة المخاطر 30 يوما لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم |
|--|--------------------|---|--------------------|------------------------------------|---|
| النسبة (%) | المبلغ (ألف دينار) | النسبة (%) | المبلغ (ألف دينار) | | |
| 5,11% | 84 182 | 3,33% | 53 808 | 1 616 312 | 31 ديسمبر 2022 |
| 4,44% | 86 552 | 2,51% | 47 962 | 1 910 617 | 31 ديسمبر 2023 |
| 4,16% | 96 715 | 2,96% | 67 898 | 2 295 171 | 31 ديسمبر 2024 |

(الوحدة : ألف دينار)

| 31 ديسمبر 2024 | 31 ديسمبر 2023 | 31 ديسمبر 2022 | مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم |
|----------------|----------------|----------------|--|
| 67 898 | 47 962 | 53 808 | محفظة المخاطر 30 يوما دون إدراج التمويلات الصغرى التي وقع شطبها |
| 2 295 171 | 1 910 617 | 1 616 312 | محفظة التمويلات الصغرى |
| 2,96% | 2,51% | 3,33% | نسبة محفظة المخاطر 30 يوما دون إدراج التمويلات الصغرى التي وقع شطبها |
| 11 849 | 17 252 | 29 831 | التمويلات الصغرى التي تم التمديد في آجالها |
| 13 523 | 16 713 | 13 258 | التمويلات الصغرى المعاد جدولتها |
| 2 246 | 2 184 | 234 | التمويلات الصغرى التي وقع تجميعها |
| 28 817 | 38 591 | 30 374 | التمويلات الصغرى التي وقع شطبها |
| 2 323 988 | 1 949 208 | 1 646 662 | محفظة التمويلات الصغرى + التمويلات الصغرى التي وقع شطبها |
| 96 715 | 86 552 | 84 182 | محفظة المخاطر 30 يوما مع إدراج القروض التي وقع شطبها |
| 4,16% | 4,44% | 5,11% | نسبة محفظة المخاطر 30 يوما مع إدراج القروض التي وقع شطبها |

تطوّر محفظة المخاطر 30 يوما لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2022-2024)



تطور محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج التمويلات الصغرى التي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2022-2024)



كما ارتفع مبلغ محفظة المخاطر 30 يوما دون إدراج القروض التي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم من 49 مليون دينار في 31 جانفي 2024 إلى 68 مليون دينار في موفى شهر ديسمبر 2024 أي بنسبة تبلغ 38%.

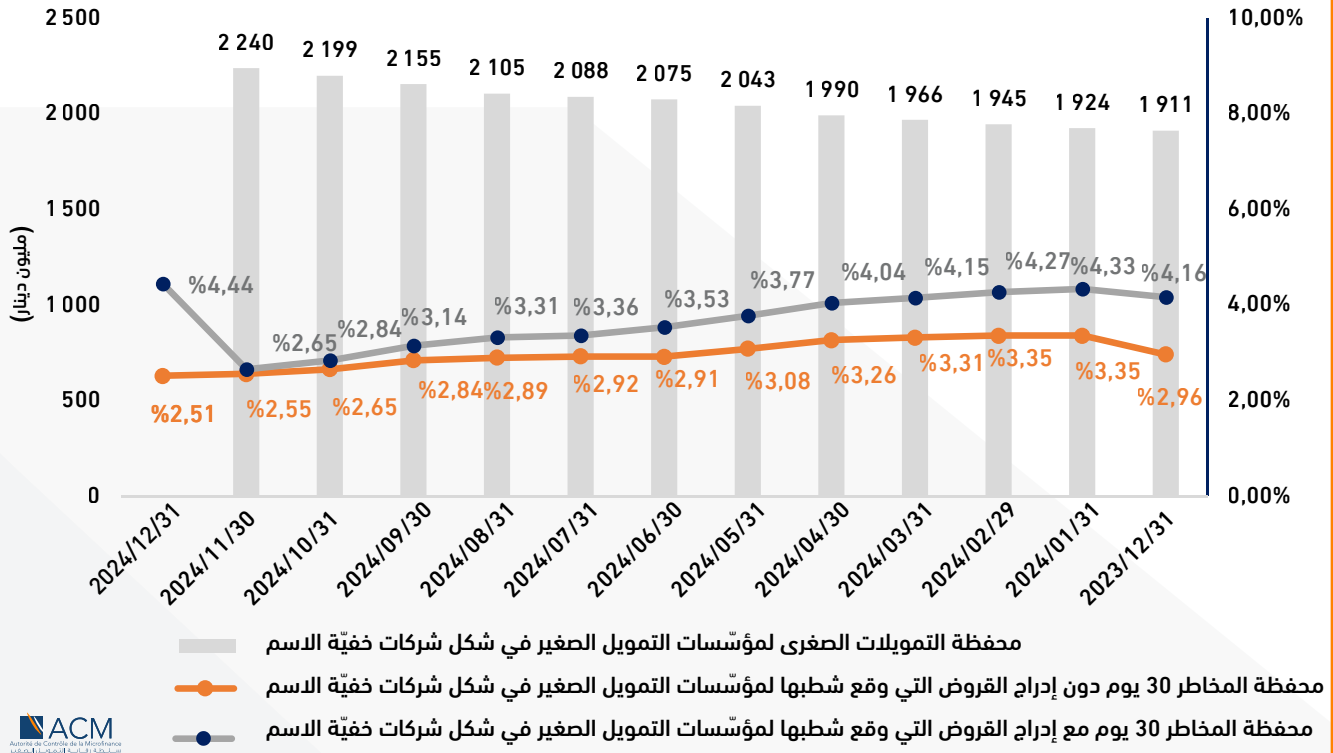
ب- خلال سنة 2024:

سجلت نسبة محفظة المخاطر 30 يوما مع ودون إدراج القروض التي وقع شطبها خلال سنة 2024 ارتفاعا حيث بلغت 2,65% و 4,16% مقابل 2,55% و 2,96% على التوالي في موفى شهري جانفي وديسمبر من نفس السنة.

تطور محفظة المخاطر لـ 30 يوما الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال سنة 2024

| محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها | محفظة المخاطر 30 يوم | | محفظة القروض (ألف دينار) | محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في: |
|---|----------------------|--------------------|--------------------------|---|
| | النسبة (%) | المبلغ (ألف دينار) | | |
| 4,44% | 86 552 | 2,51% | 47 962 | 2023/12/31 |
| 2,65% | 51 105 | 2,55% | 49 058 | 2024/01/31 |
| 2,84% | 55 323 | 2,65% | 51 587 | 2024/02/29 |
| 3,14% | 61 987 | 2,84% | 55 903 | 2024/03/31 |
| 3,31% | 66 147 | 2,89% | 57 618 | 2024/04/30 |
| 3,36% | 68 993 | 2,92% | 59 668 | 2024/05/31 |
| 3,53% | 73 814 | 2,91% | 60 471 | 2024/06/30 |
| 3,77% | 79 316 | 3,08% | 64 251 | 2024/07/31 |
| 4,04% | 85 787 | 3,26% | 68 656 | 2024/08/31 |
| 4,15% | 90 310 | 3,31% | 71 307 | 2024/09/30 |
| 4,27% | 94 829 | 3,35% | 73 664 | 2024/10/31 |
| 4,33% | 98 040 | 3,35% | 74 978 | 2024/11/30 |
| 4,16% | 96 715 | 2,96% | 67 898 | 2024/12/31 |

تطور محفظة المخاطر 30 يوم الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الإسم خلال سنة 2024



في شكل شركات خفية الاسم، 1,26% من معدّل محفظة التمويل الصغير الخام، مقابل 2,02% في موفى سنة 2023.

9-2. نسبة التمويل الصغير التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة (2024-2022):

- بلغت نسبة التمويل الصغير التي وقع شطبها في موفى سنة 2024 من قبل مؤسسات التمويل الصغير

| 31 ديسمبر 2024 | 31 ديسمبر 2023 | 31 ديسمبر 2022 |
|----------------|----------------|----------------|
| 1,26% | 2,02% | 1,97% |

نسبة التمويل الصغير التي وقع شطبها من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

نسبة التمويل الصغير التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة (2024-2022)



حيث تراجع من 33,18% في موفى سنة 2020 إلى 28,28% في موفى سنة 2024. وقد ظلّ ثابتاً في حدود 28,28% في موفى السداسي الأول من سنة 2025.

وقد تمّ بداية من السداسي الثاني من سنة 2023 إدراج تغيير في طريقة احتساب نسبة الفائدة الفعلية

10-2. متوسط نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة المرجّحة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:

- شهد متوسط نسبة الفائدة الفعلية الجمليّة المرجّحة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم منى تنازلياً خلال الخمس سنوات الأخيرة

✓ اعتبار أنّ نسبة الفائدة الفعلية الجمالية السنوية للتمويلات الصغرى هي نسبة سنوية، معادلة (équivalent) لنسبة الفائدة للمدة عوضا عن اعتبارها نسبة سنوية، متناسبة (proportionnelle) مع نسبة الفائدة للمدة.

✓ الأخذ بعين الاعتبار معلوم التأمين (على الحياة و/أو العجز) الذي يتحمله الحريف والذي يتم قبضه عند صرف التمويل الصغير من قبل مؤسسة التمويل الصغير بصفتها وسيط تأمين، عند ضبط الدفعات المطالب بها المقترض والتي يتم اعتمادها لاحتساب النسبة الفعلية الجمالية.

• وقد استقرّ متوسط نسبة الفائدة الفعلية الجمالية المرجّحة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم اعتمادا على طريقة الاحتساب الجديدة في حدود 32,24% في موفى السداسي الأول من سنة 2025.

الجمالية السنوية حيث أصدرت سلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 12 أبريل 2023 مذكرتها عدد 40 بهدف:

- توحيد وتنظيم عملية احتساب النسبة الفعلية الجمالية السنوية في قطاع التمويل الصغير،

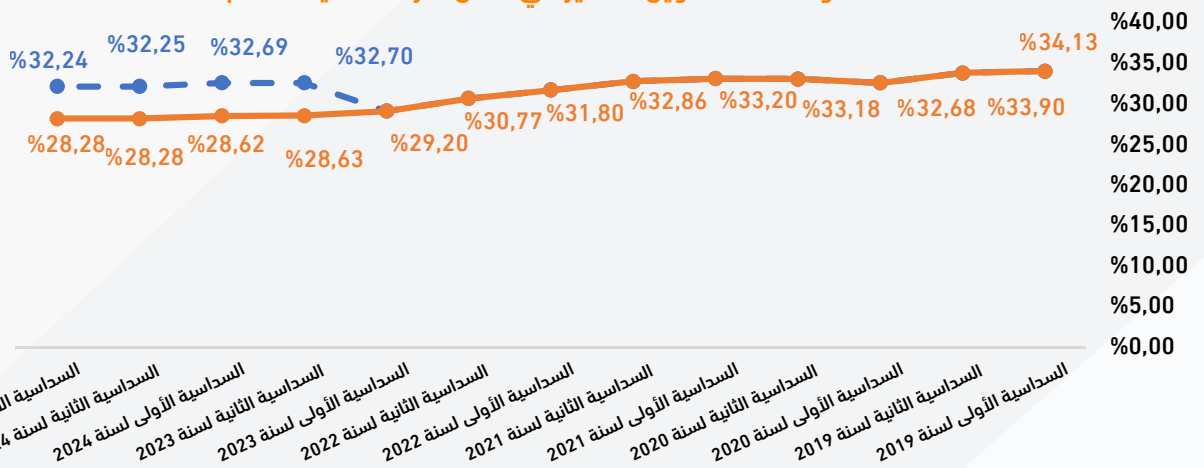
- جعل هذه النسبة مرجعا أساسيا لكلّ تسعيرة أو لكل تعديل فيها،

- تمكين مؤسسات التمويل الصغير من اعتماد تسعيرة أكثر شفافية إزاء حرافئها وذلك عبر مدّهم من خلال النسبة الفعلية الجمالية السنوية المحتسبة وفق أفضل الممارسات العالمية، بالتكلفة الحقيقية لكلّ تمويل صغير.

- ومن شأن التغيير الذي تمّ إدراجه في طريقة احتساب نسبة الفائدة الفعلية الجمالية السنوية، أن يرمّج فيها دون تحميل المقترض أي أعباء إضافية ويعزى ذلك إلى السببين الجوهريين التاليين:

| السداسية الأولى لسنة 2025 | السداسية الثانية لسنة 2024 | السداسية الأولى لسنة 2024 | السداسية الثانية لسنة 2023 | السداسية الأولى لسنة 2023 | السداسية الثانية لسنة 2022 | السداسية الأولى لسنة 2022 | السداسية الثانية لسنة 2021 | السداسية الأولى لسنة 2021 | السداسية الثانية لسنة 2020 | السداسية الأولى لسنة 2020 | السداسية الثانية لسنة 2019 | السداسية الأولى لسنة 2019 |
|---------------------------|----------------------------|---------------------------|----------------------------|---------------------------|----------------------------|---------------------------|----------------------------|---------------------------|----------------------------|---------------------------|----------------------------|---------------------------|
| 32,24% | 32,25% | 32,69% | 32,70% | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 28,28% | 28,28% | 28,62% | 28,63% | 29,20% | 30,77% | 31,80% | 32,86% | 33,20% | 33,18% | 32,68% | 33,90% | 34,13% |

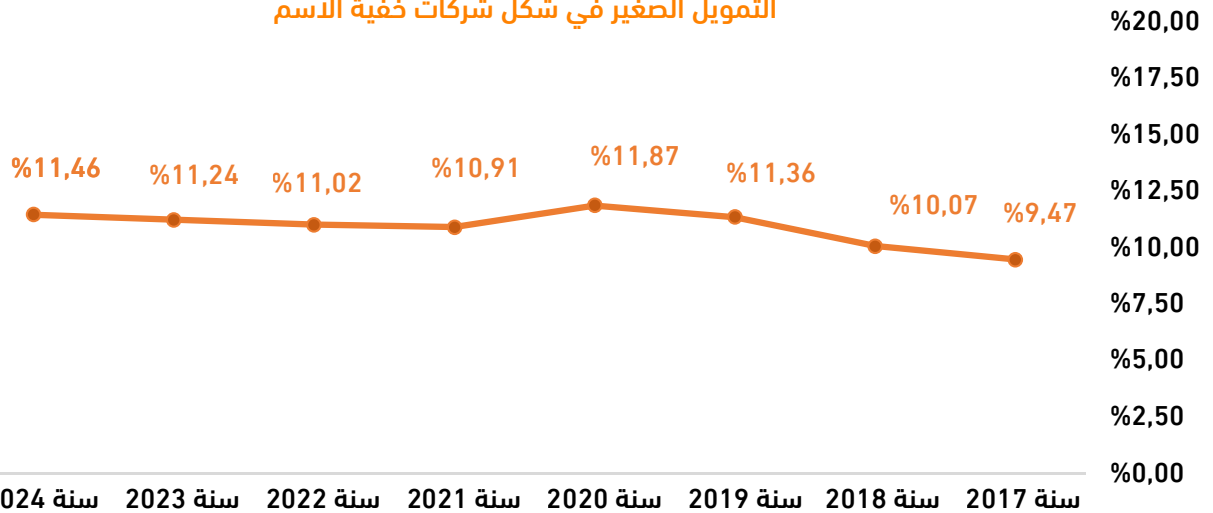
متوسط نسبة الفائدة الفعلية الجمالية المرجّحة (أنشطة مدرة للدخل و تحسين ظروف العيش) لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



سنة 2024، بلغت نسبة المعدّل المرجّح لكلفة موارد الاقتراض لهذه الشركات 11,46% مقابل 11,24% بعنوان السنة الفارطة.

• تتكوّن موارد مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم أساسا من القروض المتحصّل عليها محليا أو عن طريق الجهات المانحة الدولية، باعتبار أنه غير مرّخص لها في قبول الودائع من حرافئها. وفي موفى

تطور المعدل المرجح لتكلفة موارد الاقتراض لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



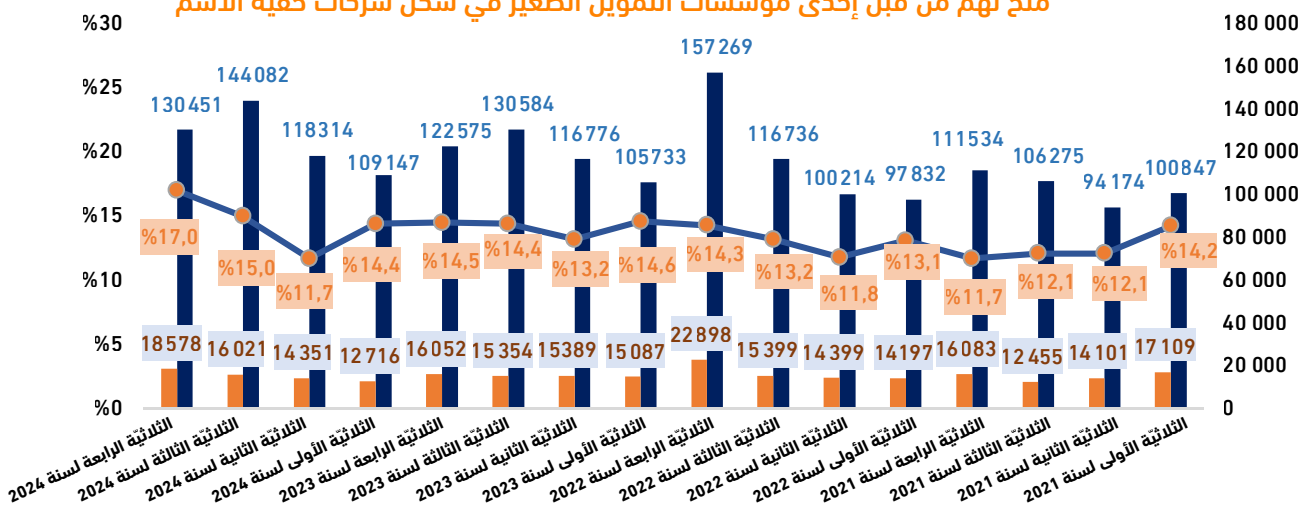
61 882 و 59 797 حريفا على التوالي في موفى سنة 2023 وسنة 2022، مسجلا بذلك معدّل نموّ قدر 1,55% خلال الفترة (2024-2022).

خلال الثلثي الرابع من سنة 2024، قدرّت نسبة الأشخاص الذين تحصلوا على تمويل للمرة الأولى من مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم بـ 14,2% مقابل 13,1% خلال نفس الفترة من سنة 2023 وذلك مقارنة بالعدد الجملي للحرفاء الذين تم تمويلهم من قبل نفس هذه المؤسسات.

11-2. معطيات حول الإدماج المالي

- بلغ عدد الأشخاص الذين تحصلوا على أول تمويل في حياتهم عن طريق إحدى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الثلثية الأخيرة من سنة 2024، 18 578 شخصا مقابل 12 716 و 14 351 و 16 021 شخصا على التوالي في كلّ من الثلثي الأول والثاني والثالث من نفس السنة.
- بلغ العدد الجملي للحرفاء الذين تمكّنوا من الحصول على أول تمويل في حياتهم عن طريق إحدى مؤسسات التمويل الصغير خلال سنة 2024، 61 666 مقابل

تطور عدد الأشخاص الطبيعيين الذين تمكّنوا خلال كلّ ثلاثيّة من الحصول على أول قرض في حياتهم، منح لهم من قبل إحدى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



عدد الأشخاص الطبيعيين المتحصّلين على قروض من مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال كلّ ثلاثيّة
عدد الأشخاص الطبيعيين الذين تمكّنوا من الحصول على أول قرض في حياتهم من قبل إحدى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
نسبة الأشخاص الطبيعيين الذين تمكّنوا خلال كلّ ثلاثيّة من الحصول على أول قرض في حياتهم، منح لهم من قبل إحدى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

مؤسسات التمويل الصغير المكوّنة في شكل شركات خفيّة الاسم. وقد بلغ قائم قروضهم لدى مؤسسات التمويل الصغير المكوّنة في شكل شركات خفيّة الاسم حوالي 212 مليون دينار.

- 42 815 حريفاً أي 16,7% من مجموع حرفاء جمعيات القروض الصغيرة هم في نفس الوقت حرفاء لدى البنوك و/أو شركات الإيجار المالي. وقد بلغ قائم قروضهم لدى البنوك وشركات الإيجار المالي حوالي 613 مليون دينار.

- 2 883 حريفاً أي 1,1% من مجموع حرفاء جمعيات القروض الصغيرة يعدّون حرفاء مزدوجون بين جمعيات القروض الصغيرة فيما بينها. وقد عرف هذا العدد تراجعاً بنسبة 8% مقارنة بالعدد المسجّل خلال السنة الماضية.

سجّل عدد الحرفاء المزدوجين بين مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم فيما بينها ارتفاعاً حيث بلغ 28 829 حريفاً في موفى سنة 2024 مقابل 23 658 حريفاً في نهاية سنة 2023. وتمثّل هذ الفئة في 31 ديسمبر 2024، نسبة 4,8% من مجموع الحرفاء النشطين لدى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم بمبلغ جار للتمويلات الصغرى يقدر بـ324 مليون دينار، أي بنسبة 14,1% من المبلغ الجاري الجملي للتمويلات الصغرى لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم.

12-2. التداين المزدوج لحرفاء مؤسسات التمويل الصغير:

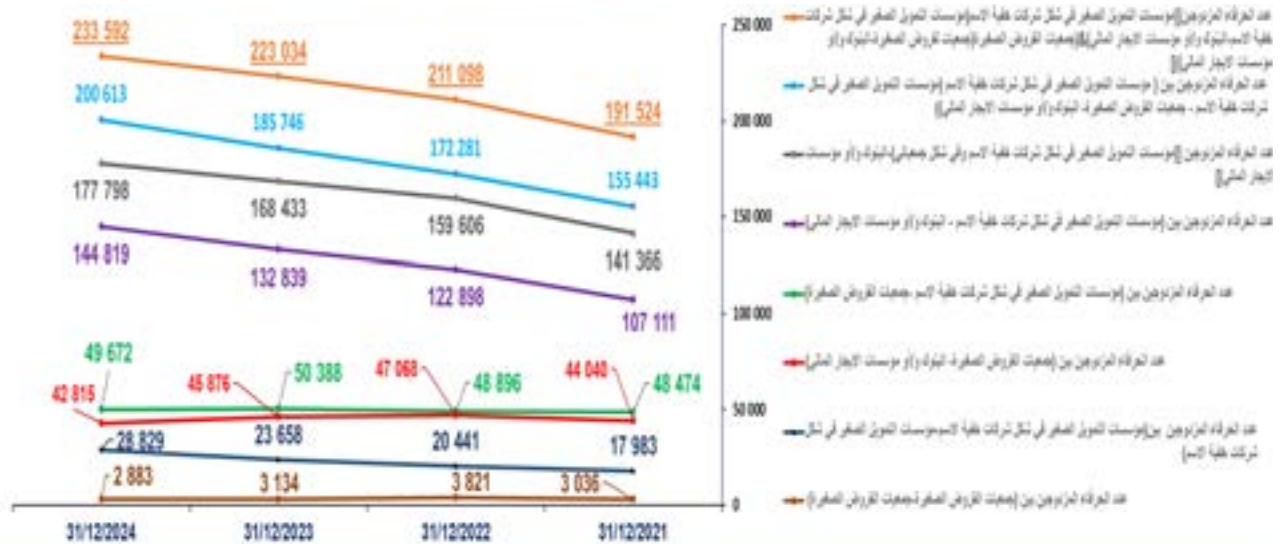
• في 31 ديسمبر 2024، بلغ عدد الحرفاء المزدوجين بين (مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم وفي شكل جمعيات القروض الصغيرة) والبنوك و/أو شركات الإيجار المالي 177 798 حريفاً، وهو ما يمثل 22,2% من مجموع الحرفاء النشطين في قطاع التمويل الصغير. وقد بلغ قائم قروضهم لدى البنوك وشركات الإيجار المالي في نفس التاريخ 3 320 مليون دينار مقابل 2 971 مليون دينار في 31 ديسمبر 2023، مسجّلاً بذلك ارتفاعاً بنسبة 11,7%.

• بلغ عدد الحرفاء المزدوجين بين (مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم والبنوك و/أو شركات الإيجار المالي) في موفى شهر ديسمبر 2024، 144 819 حريفاً مقابل 132 839 حريفاً في السنة الماضية. وقد بلغ قائم قروض هذه الفئة من الحرفاء في 31-12-2024 حوالي 2 847 مليون دينار و730 مليون دينار على التوالي لدى البنوك ولدى مؤسسات التمويل الصغير المكوّنة في شكل شركات خفيّة الاسم.

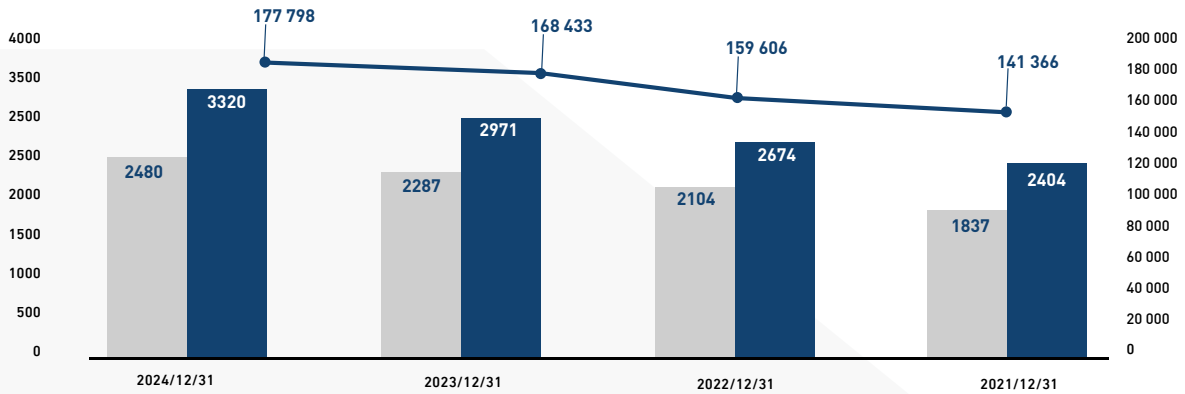
• أفضت عمليّة تحليل معطيات جمعيات القروض الصغيرة المختومة بتاريخ 31 ديسمبر 2024 من قبل البنك التونسي للتضامن والمصرّح بها لدى مركزية مخاطر التمويل الصغير إلى النتائج التالية:

- 49 672 حريفاً أي 19,4% من مجموع حرفاء جمعيات القروض الصغيرة، هم في نفس الوقت حرفاء لدى

تطوّر عدد الحرفاء المزدوجين النشطين في قطاع التمويل الصغير

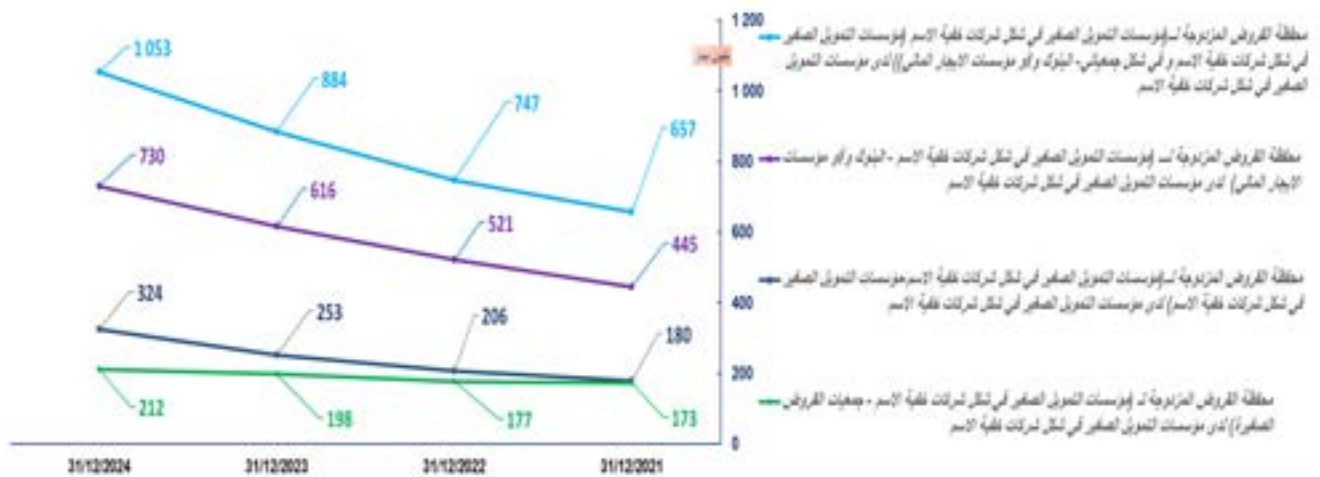


تطور عدد الحرفاء المزدوجين بين [مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وفي شكل جمعياتي] - البنوك و/ أو مؤسسات الإيجار المالي] و محفظة القروض المزدوجة السليمة لدى البنوك

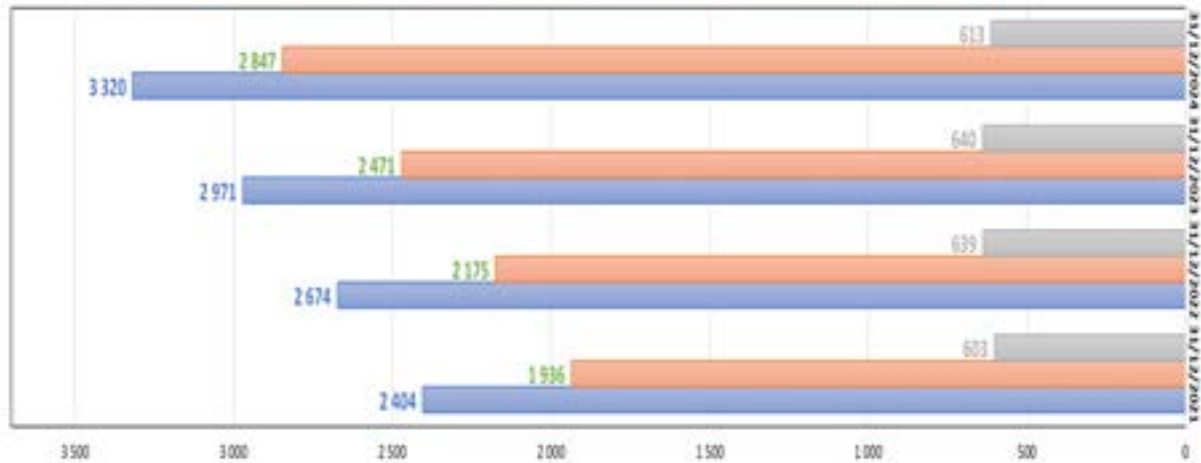


- محفظة القروض المزدوجة السليمة لدى البنوك و/ أو مؤسسات الإيجار المالي
- محفظة القروض المزدوجة بين (مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وفي شكل جمعياتي) - البنوك و/ أو مؤسسات الإيجار المالي
- عدد الحرفاء المزدوجين (مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وفي شكل جمعياتي) - للبنوك و/ أو مؤسسات الإيجار المالي

تطور محفظة القروض المزدوجة للحرفاء المزدوجين لدى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الإسم



تطور محفظة القروض المزدوجة لدى حرفاء البنوك و/ أو مؤسسات الإيجار المالي بالمليون دينار



- محفظة القروض المزدوجة لدى مؤسسات التمويل الصغيرة - البنوك و/ أو مؤسسات الإيجار المالي
- محفظة القروض المزدوجة لدى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الإسم - البنوك و/ أو مؤسسات الإيجار المالي
- محفظة القروض المزدوجة بين (مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الإسم وفي شكل جمعياتي) - للبنوك و/ أو مؤسسات الإيجار المالي

- بلغت محفظة المخاطر لـ 30 يوما للرفاء المزدوجين (مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم- البنوك و/أو شركات الإيجار المالي) الذين تجاوزت مدّة تأخيرهم في السداد 30 يوما لدى مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم في نهاية ديسمبر 2024 ارتفاعا بنسبة 27,6% ليستقرّ في حدود 5787 حريفا مقابل 4534 في نهاية شهر ديسمبر 2023، وهو يمثل 4% من العدد الجملي للرفاء المزدوجين (مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم- البنوك و/أو شركات الإيجار المالي) في 31-12-2024.
- بلغت القيمة والنسبة المئوية لمحفظة المخاطر 30 يوما للرفاء المزدوجين (مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم- البنوك و/أو شركات الإيجار المالي) على التوالي 26 مليون دينار و 3,60% في موفى سنة 2024 مقابل 17 مليون دينار و 2,79% في نهاية سنة 2023.

- بلغت محفظة المخاطر لـ 30 يوما للرفاء المزدوجين (مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم- البنوك و/أو شركات الإيجار المالي) و (مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم- مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم) و (مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم- جمعيات القروض الصغيرة) على التوالي 3,60% و 2,69% و 4,40% لدى مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم.
- قدرّ المبلغ الجاري السليم للقروض لدى البنوك وشركات الإيجار المالي للرفاء المزدوجين (مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم- جمعيات القروض الصغيرة) -البنوك و/أو شركات الإيجار المالي بـ 2 480 مليون دينار في موفى سنة 2024 مقابل 2 287 مليون دينار في موفى سنة 2023. وقد مثل المبلغ الجاري السليم لتمويلات هؤلاء الرفاء المزدوجين نسبة 74,7% من المبلغ الجاري الإجمالي لتمويلاتهم لدى هذه

تطور نسبة محفظة المخاطر لـ 30 يوما للرفاء المزدوجين لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم



لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم، حوالي 564 مليون دينار في موفى سنة 2024 مقابل 485 مليون دينار خلال سنة 2023.

- سجّل مجموع الناتج الصافي لأنشطة التمويل الصغير لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم ارتفاعا من 335 مليون دينار في موفى سنة 2023 إلى 379 مليون دينار في موفى سنة 2024.
- بلغت نتيجة الاستغلال لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم في موفى شهر ديسمبر 2024 119 مليون دينار مقابل 104 مليون دينار في موفى سنة 2023، وتتكوّن هذه النتيجة أساسا من مجموع نتائج استغلال إيجابية لستّ شركات بقيمة 122 مليون دينار ونتيجة استغلال سلبية لمؤسسة تمويل صغير واحدة.
- بلغت النتيجة المحاسبية الصافية المجمعّة لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم 83 مليون دينار بتاريخ 31 ديسمبر 2024 مقابل 81 مليون دينار في موفى سنة 2023 مسجّلة بذلك نسبة نموّ قدرّت بـ 2,6%.

13-2. المعطيات الماليّة حول مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم:

أ- معطيات حول الموازنة وقائمة النتائج:

- بلغ مجموع أصول مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم 2 462 مليون دينار في موفى سنة 2024، مقابل 2 091 مليون دينار في موفى سنة 2023، مسجّلا بذلك نسبة نموّ قدرّت بـ 17,7%.
- كما بلغ مجموع الأموال الذاتية لمؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم 541 مليون دينار في سنة 2024 مقابل 503 مليون دينار سنة 2023، مسجّلا بذلك نسبة نموّ تقدّر بـ 7,6%.
- سجّلت خصوم مؤسّسات التمويل الصغير في شكل شركات خفيّة الاسم ارتفاعا قدرّ بـ 20,9% حيث بلغت 1 921 مليون دينار في موفى سنة 2024 مقابل 1 589 مليون دينار في موفى سنة 2023.
- بلغ مجموع إيرادات الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير

المعطيات المالية المجمعة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2024-2022)

(الوحدة: مليون دينار)

| نسب النمو | | المجموع | | | المعطيات المالية المجمعة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم |
|-----------|--------|---------|------------------------|---------|---|
| 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2022 | |
| 2023 | 2022 | | | | مجموع الأصول |
| %17,7 | %19,9 | 2 461,8 | 2 091,2 ⁽¹⁾ | 1 744,6 | مجموع الخصوم |
| %20,9 | %19,9 | 1 921,1 | 1 588,5 | 1 324,6 | إقتراضات وموارد خصوصية |
| %21,0 | %21,5 | 1 764,3 | 1 457,6 | 1 200,1 | مساعدات بنكية |
| %-99,7 | %118,5 | 0,01 | 4,02 | 1,8 | مجموع الأموال الذاتية |
| %7,6 | %19,7 | 540,7 | 502,6 | 420,0 | مجموع إيرادات الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير |
| %16,4 | %8,1 | 564,0 | 484,6 | 448,1 | مجموع أعباء الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير |
| %23,3 | %13,3 | 184,6 | 149,7 | 132,1 | الناتج الصافي لأنشطة التمويل الصغير |
| %13,3 | %6,0 | 379,4 | 334,9 | 316,0 | نتيجة الاستغلال |
| %14,4 | %6,07 | 119,0 | 104,0 | 98,1 | نتيجة السنة المحاسبية |
| %2,5 | %-1,63 | 83,3 | 81,2 | 82,6 | |

⁽¹⁾: تم تحيين هذه المعطيات الواردة في التقرير السنوي لسلطة رقابة التمويل الصغير بعنوان سنة 2023 عقب تصحيح بعض عناصر القوائم المالية من قبل مؤسسة تمويل صغير.

التركيبية المالية المجمعة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم (2024-2022)



- ب- المؤشرات المالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:
- سجل مؤشر مردودية الأصول نسبة 3,47% سنة 2024 مقابل 4,16% سنة 2023.
- بلغ مؤشر مردودية الأموال الذاتية في نهاية سنة 2024 نسبة 15,89% مقابل 16,23% في موفى سنة 2023.
- بلغ مؤشر الاكتفاء الذاتي العملياتي في نهاية سنة 2024 نسبة 125,67% مقابل 125,81% موفى سنة 2023.

المؤشرات المالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2024-2022)

| 2024 | 2023 | 2022 | المؤشرات المالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم |
|---------|---------|---------|---|
| %15,89 | %16,23 | %21,82 | مردودية الأموال الذاتية (ROE) ⁴ |
| %3,47 | %4,16 | %4,85 | مردودية الأصول (ROA) ⁵ |
| %125,67 | %125,81 | %126,05 | الاكتفاء الذاتي العملياتي (ASO) ⁶ |
| %62,74 | %64,19 | %60,06 | مؤشر الاستغلال ⁷ |
| %11,41 | %12,26 | %12,33 | نسبة أعباء الاستغلال ⁸ |
| %26,52 | %27,21 | %28,58 | مردودية محفظة القروض الخام ⁹ |

⁴ مردودية الأموال الذاتية (ROE): النتيجة المحاسبية الصافية / معدل الأموال الذاتية

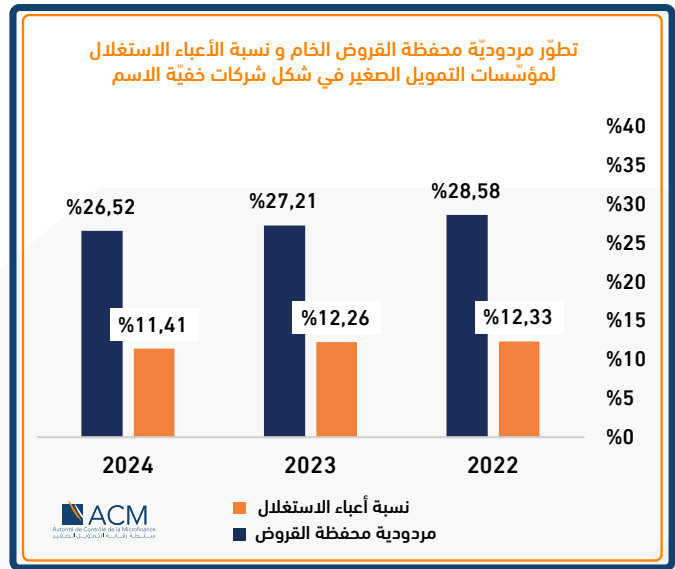
⁵ مردودية الأصول (ROA): النتيجة المحاسبية الصافية / معدل الأصول

⁶ الاكتفاء الذاتي العملياتي (ASO): إيرادات الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير / (أعباء الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير + مصاريف الأعوان + الأعباء العامة للإستغلال + مخصصات الاستهلاك على الأصول الثابتة)

⁷ مؤشر الاستغلال: (الأعباء العامة للإستغلال + مصاريف الأعوان + مخصصات الاستهلاك على الأصول الثابتة) / الإيرادات الصافية لأنشطة التمويل الصغير

⁸ نسبة أعباء الاستغلال: (الأعباء العامة للإستغلال + مصاريف الأعوان + مخصصات الاستهلاك على الأصول الثابتة) / معدل قائم محفظة التموليات الصغيرى

⁹ مردودية محفظة القروض الخام: (فوائد ومداخل مماثلة + العمولات) / معدل قائم محفظة التموليات الصغيرى



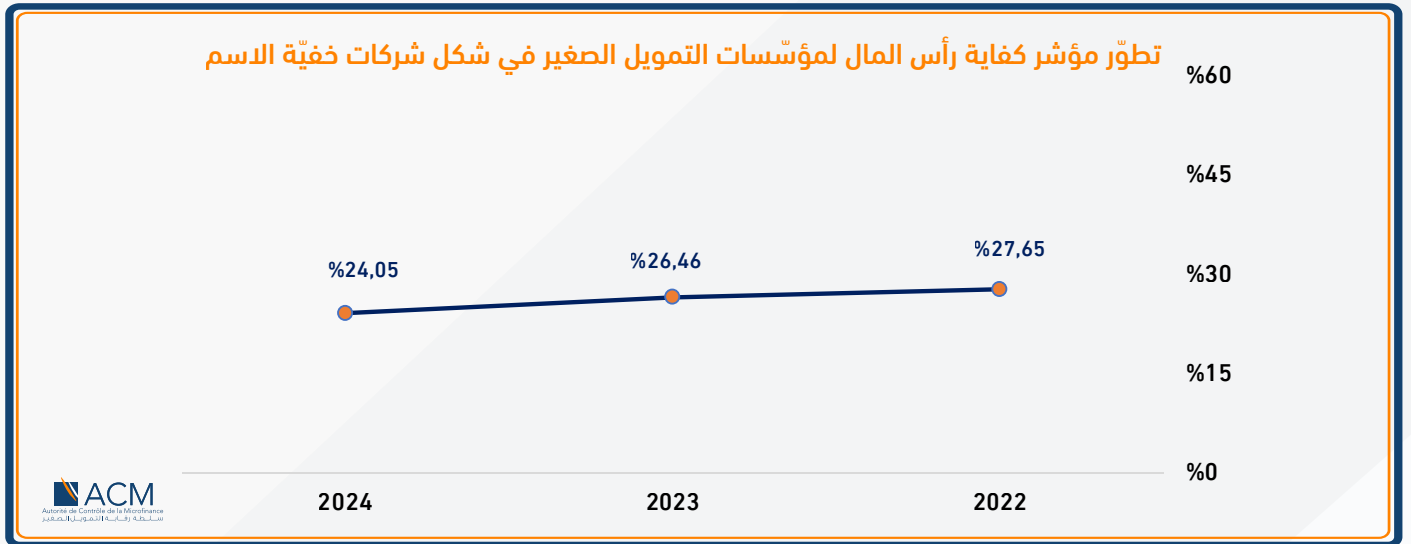
في شكل شركات خفية الاسم نسبة قدرها 24,05% في موفى سنة 2024 مقابل 27,65% في موفى سنة 2022.

ت- مؤشّر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم :

• بلغ مؤشّر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير

مؤشّر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2024-2022)

| 2024 | 2023 | 2022 | مؤشّر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم |
|-----------|-----------|-----------|--|
| 24,05% | 26,46% | 27,65% | مؤشّر كفاية رأس المال |
| 563 947 | 517 062 | 452 297 | الأموال الذاتية الصافية (أ.د.) |
| 2 345 204 | 1 954 410 | 1 635 995 | الأصول المرجحة وفق حصص المخاطر (أ.د.) |



• سجّل العدد الجملي لأعوان شركات التمويل الصغير في سنة واحدة ارتفاعا قدر بـ 6,6% حيث بلغ 4 061 عونا في موفى سنة 2024 مقابل 3 810 عونا في موفى سنة 2023. ويمثّل عدد أعوان شركة «أندا تمويل» 50% من مجموع عدد أعوان شركات التمويل الصغير.

• سجّل عدد أعوان القروض لشركات التمويل الصغير طيلة الفترة الممتدة بين 2022 و 2024 متوسط نسبة نموّ سنوي قدرت بـ 6,7% حيث بلغ في موفى سنة 2024، 2 239 عون قروض مقابل 1 967 في موفى سنة 2022.

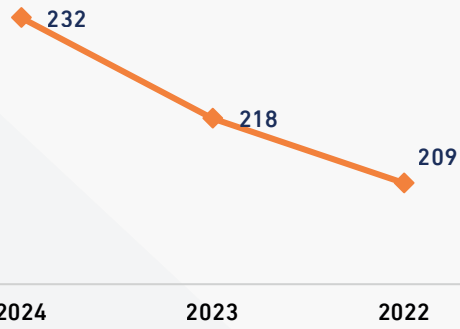
14-2. مؤشّرات غير ماليّة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:

- في موفى سنة 2024، بلغ عدد فروع شركات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم 232 فرعا مقابل 218 في موفى السنة الفارطة.
- تمثّل فروع شركة «أندا تمويل» نسبة 46% من مجموع فروع شركات التمويل الصغير.
- قدرّ متوسط عدد الحرفاء النشيطين في كلّ فرع في موفى سنة 2024 بـ 2 704 حريفا مقابل 2 555 و 2 637 على التوالي في موفى سنتي 2022 و 2023.

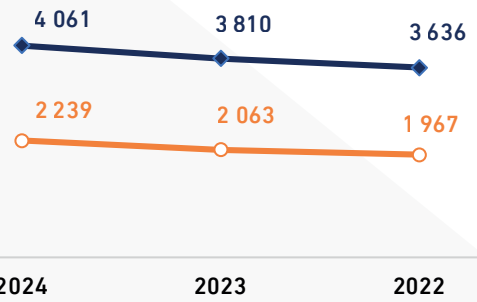
مؤشرات غير مالية حول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2024-2022)

| 2024 | 2023 | 2022 | |
|---------|---------|---------|--|
| 232 | 218 | 209 | عدد فروع شركات التمويل الصغير |
| 627 362 | 574 954 | 533 983 | عدد الحرفاء النشيطين لشركات التمويل الصغير (باعتبار الحرفاء المزدوجين) |
| 2 704 | 2 637 | 2 555 | متوسط عدد الحرفاء النشيطين في كل فرع |
| 4 061 | 3 810 | 3 636 | عدد الأعوان الجملي لشركات التمويل الصغير |
| 2 239 | 2 063 | 1 967 | عدد أعوان القروض لشركات التمويل الصغير |

تطور عدد فروع مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

ACM
Asociación de Control de la Actividad
Financiera

تطور عدد اعوان مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

ACM
Asociación de Control de la Actividad
Financiera